Défense de l'Occident

THE UNIVERSITY
OF MICHIGAN

MAR 15 1966

PERIODICAL
READING ROOM

DRAMES ET PROBLÈMES DE L'AFRIQUE

PAR

Robert *ANDERS*, Maurice *BARDECHE*, François d'*ERCE*,
Christian *PELEE*, Pierre *RIMET*, Joanne *SILVESTRI*.

NUMÉRO SPÉCIAL 53-54

Nouv

13e

Mauri

J. SIL
C. P.

R. AN
I. D
III.

R. A.
I. –
— I
— I
C

P. RI

Franç
Gran
Notes
Biblio

Nouvelle Série
13e Année

Défense de l'Occident

Novembre
Décembre 1965

N°s 53-54

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

Pages

Maurice BARDECHE : *Aider l'Afrique* 3

I. — L'AFRIQUE D'HIER

J. SILVESTRI : *Le Peuplement africain* 13
C. P. : *Le Regroupement de l'Afrique Occidentale* 16

II. — L'AFRIQUE D'AUJOURD'HUI

R. ANDERS : *Nationalisme et internationalisme en Afrique* 25
I. Du Cairé à Zanzibar. — II. De Stanley à Tschombé. — III. — Peut-on encore sauver le Congo ?

III. — L'AFRIQUE DE DEMAIN

R. A. : *Pour ou contre la Coopération* 47
I. — *Le cas portugais,* par Christian PEBE 57
— II. — *La Rhodésie,* par Robert ANDERS 65
— III. — *La République sud-africaine,* par Robert ANDERS 76
CONCLUSION 86

IV. — REFLEXIONS

P. RIMET. — *Sur la décolonisation* 89

V. — DOCUMENTS

François d'ERCE : *Vers une prolétarisation de l'Afrique* .. 98
Grandes dates de l'histoire africaine 115
Notes géographiques, économiques et politiques 119
Bibliographie 133

58, rue Mazarine - PARIS (6e) - C.C.P. 653565 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de .....
à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

SIGNATURE :

Prix numéro ordinaire : 2,50 F.

Abonnements. — 1 an : 22 F.

Etranger : 1 an : 27 F.

Propagande : 50 F. et 100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 58, rue Mazarine, Paris-6e
C.C.P. 65-35-65 Paris

Maurice ***BARDÈCHE***

Aider l'Afrique

Dans la tradition politique nationaliste, le problème de l'Afrique, tel qu'il s'est posé en ce moment, est un problème entièrement nouveau. Il n'a pas de précédent. Il n'a pas d'analogue. La tradition nationaliste est étrangère au colonialisme : elle ne l'a pas approuvé, elle concevait tout autrement les rapports de métropole et de comptoir, et le colonialisme est finalement une démocratique entreprise, un hypocrisie démocratique et un échec démocratique dans lesquels le nationalisme n'est pas engagé.

Ces faits sont assez connus pour qu'on puisse se borner à un rappel très bref. Les opérations coloniales ont été montées en France, sous l'impulsion des partis de Gauche, et notamment de Jules Ferry. Elles se sont heurtées dès le début à une opposition acharnée des partis nationaux qui voyaient dans les expéditions coloniales des opérations de diversion ayant pour résultat de détourner l'attention de la sacro-sainte ligue bleue des Vosges et l'on soupçonnait Bismarck de favoriser cette entreprise excentrique. D'autre part, la tradition nationaliste se représente tout autrement que les démocrates, l'entrée des peuples nouveaux dans la communauté nationale. Elle se défie de la conquête proprement dite et encore plus de l'absorption administrative au moyen de fonctionnaires francs-maçons. Elle imagine, au contraire, le roi ou le chef d'Etat visitant les nouveaux sujets, recevant l'hommage des chefs coutumiers, respectant la structure des Etats et les privilèges et droits locaux, comme on l'avait fait pour chacune des provinces du royaume, et dirigeant comme suzerain une communauté d'Etats qui conservent leurs franchises, que nous appelons aujourd'hui leur autonomie interne. En d'autres termes, cette conception de la suzerainété passe par dessus le stade colonial et constitue, dès l'abord, l'empire en commonwealth. Ajoutons que la fonction fondamentale du roi ou du chef d'Etat, comme le prouve l'histoire des provinces françaises, est la protection des populations

locales contre l'arbitraire et l'exploitation des féodaux : c'est-à-dire tout le contraire de ce qui a été fait en 80 ans d'histoire coloniale.

La tradition nationaliste est donc aussi étrangère à l'initiative et au développement du colonialisme qu'elle l'a été à la honteuse débandade qu'on appelle sa liquidation. Elle se trouve, vis-à-vis de l'Afrique, devant une situation neuve dont elle est en droit de refuser le passif.

Bien au contraire, la tradition nationaliste peut dénoncer, dans la conduite de la politique coloniale, un phénomène typiquement démocratique. Elle voit d'abord, dans la conquête, une entreprise essentiellement jacobine pour répandre l'idéal démocratique : l'infanterie de marine apporte dans ses bagages le drapeau tricolore, l'abolition de l'esclavage, l'instruction primaire, la vaccination obligatoire et le service militaire, tout comme les soldats de l'an II. La tradition nationaliste dénonce en même temps l'hypocrisie démocratique qui, promettant tout cela, installe en réalité des proconsuls prévaricateurs, des sociétés qui exploient la main-d'œuvre indigène, des fonctionnaires insolents et qui fait régner généralement la politique du pillage et du knout. Il y a eu, certes, parmi les coloniaux, des hommes intègres, d'autres qui ont montré beaucoup de dévouement et d'affection pour les populations qui leur étaient confiées ; d'autres qui, tout en s'enrichissant, ont rendu des services immenses et transformé des régions entières, sans compter les saints, les fous et les apôtres dont notre histoire coloniale est particulièrement riche.

N'acceptons pas l'idée toute faite des méfaits de la colonisation : si les Etats d'Afrique ont tous aujourd'hui une dot matérielle qui leur permet de vivre, même pauvrement, s'ils possèdent tous cette plate-forme élémentaire de l'organisation du travail et de l'hygiène, s'ils ne sont pas une région de pistes abandonnées au tam-tam et aux sorciers, c'est à leurs organisateurs qu'ils le doivent. Ce qui n'enlève rien à l'hypocrisie démocratique essentielle, car la démocratie leur avait promis tout autre chose, la liberté qui n'est qu'un leurre, l'instruction qu'elle ne pouvait pas leur donner, et l'égalité dont les discours des démocrates parlaient toujours et n'accordaient jamais. La tradition nationaliste peut même reprocher aux démocrates d'avoir été à l'origine de la révolte des peuples de couleur au XX^{e} siècle. Car ils ont combiné les promesses vaines et l'exploitation réelle, ils n'ont jamais songé qu'à tirer de l'argent, des matières premières, du matériel humain de leur domaine colonial, sans se soucier du niveau de vie et de l'avenir des peuples qu'ils avaient pris en charge. Ils ont été bons administrateurs parfois, excellents constructeurs presque toujours, ils ont défriché et équipé, mais constamment avec une arrière-pensée de profit. Il leur a manqué l'humanité, la générosité, le désir d'être utile par affection, et surtout il leur a manqué de regarder les noirs comme des êtres différents d'eux, mais qui avaient comme eux le droit au bien-être et à la considération. Tout démocrates qu'ils étaient, ils ont été et restent essentiellement des racistes parce que l'égalité qu'ils proclament est purement formelle et vaine et qu'elle n'est jamais traduite dans

les faits ni accordée dans leur cœur. Ils ont vendu aux Noirs leur alcool intellectuel frelaté, leur drogue démocratique qui a fait ensuite des aigris et des révoltés (tout comme en Europe d'ailleurs), mais ils ne leur ont jamais tendu loyalement la main. Les nationalistes n'ont rien à voir avec cette banqueroute frauduleuse qui est le résultat des principes que nous avons toujours dénoncés.

Il n'en faut pas moins regarder l'abandon précipité du domaine colonial français comme un acte de haute trahison. Quoi qu'on pense du principe de la décolonisation, l'abandon de territoires immenses couverts par le pavillon national ne pouvait être réalisé sans une décision solennelle du peuple français autorisant le Gouvernement à ce retrait du pavillon. Les hommes qui ont dirigé, couvert ou exécuté cette capitulation irrégulière sont techniquement des traîtres au sens du code de justice militaire qui définit la lâcheté et l'abandon de poste. Un des moindres inconvénients de cette manière de procéder est qu'un régime nouveau en France serait en droit de contester la validité de cette procédure d'abandon irrégulier et d'en discuter les effets.

Mais la situation des anciennes colonies françaises n'est qu'un problème partiel de l'Afrique. Les nationalistes français, qui ne sont responsables ni de la colonisation ni de la décolonisation, se trouvent, comme tous les nationalistes, en présence d'un fait historique nouveau, l'existence d'un continent africain formé d'une mosaïque d'Etats indépendants. C'est cette situation qu'ils ont à examiner avec un regard neuf ; tous se préoccupent des principes de colonisation ou de décolonisation qui leur sont étrangers, mais pour la juger, en signaler les périls ou les avantages et examiner comment elle peut se développer.

La première faiblesse la plus évidente de ces nouveaux Etats est leur vulnérabilité stratégique et politique. Par la faiblesse de leur effectifs militaires aussi bien que par leur inexpérience politique et leur absence de traditions, ces Etats sont exposés à des aventures et à des coups de main qui étaient impossibles lorsque de grandes puissances assuraient l'inviolabilité de leur territoire. Ils sont devenus des zones faibles et constituent autant de proies. Or, le nouveau colonialisme ne s'annonce pas comme l'ancien, par des débarquements d'infanterie de marine, mais par l'ouverture d'ambassades et de consulats, par l'envoi de techniciens et de propagandistes, par des expéditions clandestines d'armes à des minorités agitées, par des complots enfin, toutes opérations qui préludent à l'installation d'un régime d'obédience étrangère, russe ou chinoise, qui équivaut à une protection par personnes interposées et quelquefois à une annexion. Les nouveaux Etats d'Afrique sont donc pour la plupart des candidats à un nouveau statut colonial, mais ils le sont à leur insu et sans que nous puissions les protéger. Déjà la colonisation de l'Afrique par le communisme soviétique ou asiatique est commencée et il n'est pas douteux que cette colonisation sera beaucoup plus meurtrière et beaucoup plus dure pour les populations indigènes que la précédente.

Dans cette situation, les Etats musulmans sont généralement mieux équipés que les autres pour se défendre en raison du ca-

ractère constructif du Coran, qui leur fournit une base culturelle rebelle au communisme. Mais ces Etats peuvent être surpris comme les autres, par des putschs, des coalitions ou des rébellions locales. Ces dangers sont augmentés dans tous les Etats d'Afrique par le caractère arbitraire des frontières fixées à l'époque coloniale et qui ne respectent pas la complexité des peuplements. L'instabilité actuelle des Etats africains, les troubles, les complots, les mesures d'exception prouvent que ces Etats ne sont pas mûrs pour la démocratie : on peut même se demander s'ils le seront jamais, la démocratie étant un état contraire à la nation qui n'est fondée que sur la fraude et l'hypocrisie et il n'est pas démontré que la race noire soit aussi douée que la race blanche pour l'emploi de la fraude et de l'hypocrisie.

Les difficultés de l'économie ne sont pas moins embarrassantes. Ces nouveaux Etats sont incapables de produire et de vendre. L'accroissement rapide de leur population annule les progrès qu'on peut attendre de leur productivité (voir la démonstration impressionnante de G. Bouthoul que nous avons résumée dans notre n° 52). Il est inévitable que la population de ces Etats pauvres soit insatisfaite et aigrie. D'autre part, leur faiblesse économique les expose constamment à un protectorat camouflé. Les Etats qui les aident ou ceux qui acceptent de leur acheter à des prix anormaux leur unique production prennent ainsi une hypothèque sur leur indépendance et font réapparaître sous une forme sournoise la colonisation d'autrefois. Les grandes puissances d'aujourd'hui paient au lieu d'entretenir des garnisons, mais ces dépenses ne profitent à personne puisque les Etats bénéficiaires n'avancent pas vers une indépendance véritable et elles sont un moyen de protection infiniment moins sûr contre la subversion parce qu'une occupation militaire arrête net toute entreprise de conquête déguisée, tandis qu'un protectorat économique est impuissant contre un coup d'état.

Ces faiblesses congénitales des Etats africains sont encore aggravées par idéologie destructrice de l'anti-racisme. Les Noirs admettent trop facilement qu'ils n'ont pour amis que ces champions de l'hypocrisie démocratique qui ne recherchent en réalité qu'un nouveau camouflage de l'exploitation. Ils deviennent ainsi les déides et les prisonniers de politiciens malhonnêtes qui ne les conduisent que vers une forme nouvelle, mais plus hypocrite de la sujétion. En réalité, les rapports entre Noirs et Blancs ne peuvent être définis qu'en termes de race, puisque c'est la nature qui nous impose cette distinction. Mais cette évidence peut être exposée en termes honnêtes et satisfaisants pour les deux parties. Il est parfaitement stupide de parler de supériorité d'une race sur une autre : un tel jugement suppose une hiérarchie des valeurs qui est du domaine de la spéculation philosophique. De fait, les Noirs sont supérieurs aux Blancs lorsqu'il s'agit de danse, de chasse, d'instinct, de certaines formes de musique, de course à pied, de saut en hauteur, etc. Mais les Blancs sont supérieurs aux Noirs pour construire des ponts, des usines, diriger des machines, défricher, organiser, produire. Mais les Noirs et les Blancs sont oussi incapables les uns que les autres de se gouverner

eux-mêmes, car les peuples n'ont jamais été dirigés au cours de l'histoire que par des chefs ou des élites qui sont aussi rares parmi les Blancs que parmi les Noirs. Il se trouve seulement que cette égalité fondamentale des races a ceci de particulier en ce moment que les Blancs sont mieux qualifiés que les Noirs pour la mise en place et la conduite d'une civilisation industrielle. La conséquence de ces constatations évidentes est que la collaboration des Blancs et des Noirs est absolument nécessaire en Afrique : et ce sont des formes de collaboration qu'il faut rechercher en s'abstenant de compliquer le problème par le recours à une idéologie périmée dont la faillite est manifeste.

La position des nationalistes à l'égard des Etats africains doit donc être une position réaliste. Nous n'avons pas à revendiquer, à nous plaindre, à gémir sur le bon vieux temps : nous sommes devant une situatîon donnée, voilà tout ; et nous avons cet intérêt commun avec tous les Africains qu'il est capital pour nous que les Etats d'Afrique échappent à l'influence soviétique ou chinoise et que l'Afrique ne soit pas à nouveau colonisée par des puisances qui la transformeront en base opérationnelle contre l'Europe. Nous sommes donc des défenseurs et des alliés naturels des Etats africains quels qu'ils soient, et nous ne faisons pas de différence à ce propos entre les Etats noirs d'Afrique et les Etats blancs d'Afrique. Cette question est si grave, si capitale pour l'avenir de tous les Européens que nous pensons qu'ils ne seront jamais trop renseignés sur la situation véritable des Etats africains.

Nous ne voulons rien faire d'autre dans ce numéro que d'inviter à la réflexion. Pour cela, nous exposerons dans leurs grandes lignes les données du problème africain dans les différents Etats. Mais cette description serait inutile si nous ne lui donnions pas dès maintenant sa signification politique.

La plupart des Etats nouveaux en Afrique sont des constructions fragiles et précaires. Très peu d'entre eux peuvent espérer trouver rapidement leur équilibre politique et économique. Et, pour tous, le vrai problème est le danger d'une nouvelle colonisation. Ce danger existe de la part des démocraties ploutocratiques, mais il existe beaucoup plus encore de la part du communisme : car la colonisation communiste est sans appel, elle est définitive et irréversible. Nous ne pourrons rien faire pour les Etats africains qui tomberont sous cette dictature, mais nous pouvons mettre en garde ceux qui sont encore libres.

Ce sont les Africains eux-mêmes qui doivent se défendre contre la pénétration communiste. Nous ne pouvons pas le faire à leur place. Ils doivent se réfendre intellectuellement d'abord en comprenant que l'aide politique offerte par les Soviets ou la Chine aux peuples de couleur n'est qu'un piège de l'impérialisme soviétique et chinois. Les Russes et les Chinois ne revendiquent la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes que pour prendre en Afrique la place occupée naguère par les Français et les Anglais. Les Africains doivent en outre savoir se défendre pratiquement en limitant les équipes d'infiltration et de subversion installées sur leurs territoires par les pays communistes sous le nom d'ambassades et de con-

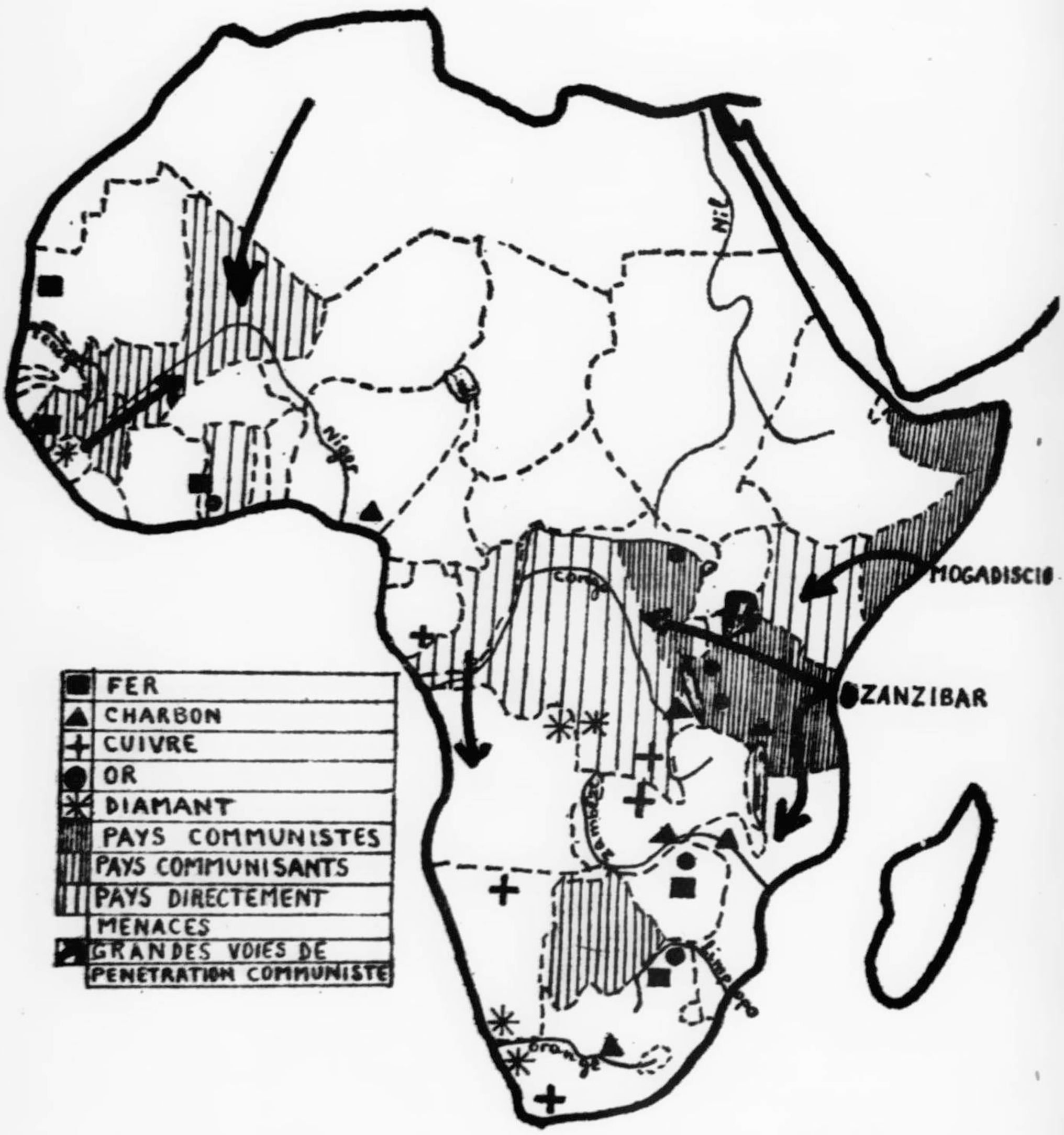
sulats. Ces délégations pléthoriques ne sont en réalité que des brigades d'agents dont la mission est de préparer un gouvernement à direction communiste. Il en est de même des « techniciens » envoyés avec le matériel ou les équipements industriels qu'il faut éviter et entourer d'un cordon sanitaire comme l'a fait le gouvernement égyptien qui leur a interdit tout contact avec la population. Les Africains doivent enfin se défendre politiquement en interdisant les groupements minoritaires communistes ou crypto-communistes, subventionnés et très souvent armés par l'étranger, et qui n'ont pas d'autre but que de créer les conditions d'un coup d'Etat communiste et d'une intervention militaire ? Presque aucun des nouveaux Etats africains ne peut s'offrir le luxe ruineux d'une mise en scène démocratique. Plutôt que de copier cette mise en scène politique des grandes puissances, ils agiraient sagement en confiant leur destin à quelque dirigeant sage, honnête et d'un anti-communisme éprouvé. Les Etats d'Afrique n'ont pas besoin en ce moment d'hommes de génie, car leur situation ne permet pas de miracles : ils ont besoin d'hommes sûrs.

Les pays d'Europe sont les alliés naturels des Etats africains et spécialement des nouveaux Etats. Par l'expression, pays d'Europe, nous nous entendons non seulement les nations qui s'étaient acquis des exclusivités territoriales en Afrique, mais tous les Etats européens sans exception parce qu'ils peuvent tous apporter leur aide et qu'ils ont tous également intérêt à voir naître une Afrique véritablement indépendante. Il est clair que l'Afrique se défendra d'autant mieux contre le communisme qu'elle sera plus prospère et mieux équipée. Il n'y a aucune raison sérieuse pour que les Allemands, les Suédois, les Hollandais ou les Suisses ne soient pas invités à cette collaboration indispensable, tout comme les Français et les Anglais.

Mais les jeunes intellectuels et les représentants des Etats africains doivent se faire une idée juste des conditions de cette collaboration. Une large et puissante collaboration des Blancs en Afrique exige la sécurité des personnes et des capitaux. Or, cette double sécurité, si nous parlons en toute franchise, peu de nouveaux Etats sont en mesure de la garantir actuellement. Une collaboration efficace suppose donc que les Blancs disposent dans les Etats africains de privilèges capables de rétablir leur confiance. Ces privilèges devraient être de juridiction et de sécurité, par des tribunaux spéciaux et des éléments de protection, allant même dans les zones installées ou exposées jusqu'à des comptoirs à statut demi-autonome du type de Tanger. Ces privilèges devraient être conçus sur une échelle assez vaste pour couvrir des implantations de travailleurs relativement importantes, dont l'effectif est indispensable pour réaliser de grands travaux en collaboration avec la main-d'œuvre locale. Si ces garanties d'autonomie de la population européenne étaient accordées, de vastes accords d'équipement d'Etat à Etat ou à groupes d'Etats pourraient être étudiés et ces accords se substitueraient progressivement au système anarchique et stérile de subventions, impuissant à constituer un cycle économique. Dans certains cas, en raison de l'immensité des tâches de structuration et d'équipement à accomplir, il pour-

rait être utile de passer un contrat avec des compagnies à charte, qui détermineraient avec les Etats à équiper à la fois les conditions d'exploitation des ressources locales et les conditions de leur propre sécurité. En somme, l'avenir des Etats africains, si on le considère avec réalisme et sans se nourrir de phrases, nous ramène loin en arrière et nous oblige à réfléchir sur les rapports qui s'étaient établis avant l'ère coloniale entre les Etats indigènes indépendants et les Etats européens. En examinant les conditions de sécurité des Européns, les privilèges qui nous paraissent indispensables ressuscitent ce que le langage diplomatique appelait autrefois les capitulations. Et en recherchant les conditions les plus efficaces d'un équipement massif des nouveaux Etats, c'est la Compagnie des Indes qu'on fait renaître de ses cendres, avec cette différence essentielle que la Compagnie des Indes achetait seulement, ce qui est une action stérile, tandis que le problème actuel est d'équiper, ce qui est une action utile.

Mais il est évident aussi que ces rapports nouveaux qui peuvent et qui devraient se créer entre les Etats européens et les Etats africains, ou plutôt entre l'Europe et l'Afrique, complémentaires l'une de l'autre et indispensables l'une à l'autre, ne peuvent s'établir qu'en dehors de tout esprit de croisade. Il est impossible de bâtir l'avenir sur la méfiance et la haine. Une collaboration ne peut être fondée que sur l'espoir que peuvent vivre côte à côte en Afrique des communautés noires et des communautés blanches liées entre elles par des rapports et des contrats dont la forme peut être variée selon les lieux et les circonstances, mais qui doivent toujours s'inspirer de la confiance et de la sympathie. On nuit gravement à l'établissement de tels liens par des campagnes idéologiques passionées et des actes de violence irraisonnée. Nous souhaitons que l'élite des Noirs acquière rapidement une maturité politique suffisante pour admettre que des solutions très différentes peuvent coexister sans aucune difficulté dans un pays aussi vaste que l'Afrique, pour comprendre qu'il importe de tenir compte des situations de fait créées par l'histoire, et pour conclure d'eux-mêmes que les attitudes rageuses et les complexes de l'antiracisme correspondent à un point de vue réactionnaire et périmé qui ne traduit que l'hypocrisie des Etats ploutocratiques et ne débouchent sur aucun avenir constructif. Nous souhaitons cela parce que nous avons de la sympathie pour les Noirs, que nous croyons en leur bon sens et en leur bonne volonté et que nous les voyons avec tristesse obéir à des réflexes purement passionnels qui ne peuvent entraîner pour eux que l'impuissance et le chaos pour aujourd'hui, et la servitude pour demain.


MOGADISCIO
ZANZIBAR
FER
CHARBON
CUIVRE
OR
DIAMANT
PAYS COMMUNISTES
PAYS COMMUNISANTS
PAYS DIRECTEMENT
MENACES
GRANDES VOIES DE
PENETRATION COMMUNISTE

MAURITANIE
MALI
NIGER
TCHAD
SOUDAN
SENEGAL
GUINEE
REP. VOLTAIQUES
NIGERIA
ETHIOPIE
SIERRA LEONE
COTE D'IVOIRE
REP. CENTRAFRICAINE
LIBERIA
GHANA
TOGO
DAHOMEY
CAMEROUN
SOMALIE
OUGANDA
KENYA
GABON
CONGO LEO
ROUANDA-OURUNDI
CONGO-BRAZZA
TANZANIE
ILE DE ZANZIBAR
PAYS FRANCOPHONES
PAYS ANGLOPHONES
MALAWI
ANGOLA
ZAMBIE
MOZAMBIQUE
RHODESIE
SUD-OUEST AFRICAIN
BECHUANA LAND
MADAGASCAR
REP. SUD-AFRICAINE

LES SEPT COULEURS

27, *Rue de l'Abbé-Grégoire*

PARIS (6)

NOUVEAUTE

N. H. W. De Villiers
Président de la Cour Suprême du Cap

DANGER EN AFRIQUE DU SUD

Préface de Francis Napier-Broome
Pérsident de la Cour Suprême du Natal

En souscription jusqu'au 20 décembre. Prix de souscription : 8 francs. In-16 couronne de 180 pages.

Les Sept Couleurs, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6). – C. C. P. 218219 Paris.

- *L'HEURE DES PAYSANS*, par P. Fontaine et J. Leblanc, Penaud.
- *LA JEUNESSE*, par Maurice Bradèche, Liliane Ernout, J.-A. Faucher, Fr. Ferrière, P. Fontaine, F. Laroche, Jean Mabire, F. d'Orcival, J. Portal.
- *LA QUESTION NOIRE AUX U. S. A.*, par Maurice Bardèche, D.-G. Smith, Dorothy Noland, Ph. Kolt, J.-L. Cazals, F. Laroche, P. Hofstetter, P.-A. Cousteau.
- *CRIMES DE GUERRE DES ALLIES*, par Maurice Bardèche, Austin J. App, J. Fons, Fabrice Laroche, L. Rohrbacher, R.-P. Reichenberger.

AUX EDITIONS DES SEPT COULEURS :

- R. Pattee. — *Le Portugal dans le monde*, 225 p. ..... 12 F
- R. Anders. — *L'Afrique africaine*, 242 p. ..... 12 F
- A. Nicol. — *La Bataille de l'O. A. S.*, 242 p. ..... 12 F
- P. Fontaine. — *Les Secrets du Pétrole*, 225 p. ..... 12 F
- R. Brasillach. — *Lettres écrites en prison*, 225 p. .. 12 F

27, rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6e)

by *Défense de l'Occident*, 1965

Le Peuplement Africain

1) *Les migrations des néolithiques sahariens :*

Au milieu du 3ème millénaire avant Jésus Christ, le déssèchement saharien s'aggrave. Les populations émigrant vers le Sud à la recherche de l'eau, en suivant d'une part l'Oued Azaouak qui aboutit au fleuve Niger et d'autre part l'Oued Dilliz qui aboutit au lac Tchad. L'extention primitive du puissant bloc Haoussa du Nord du Nigéria actuel correspond à peu près à cette région comprise entre l'Oued Azaoua, le Ténéré et le plateau Baoutchi. L'habileté artisanale et commerciale des Haoussa n'est d'ailleurs pas sans faire penser à celle des pêcheurs néolithiques du Ténéré. De même le réseau de voies naturelles joignant le Nil au Tchad laisse supposer que des influences venues de Napata et de Méroé (Soudan) ont pu aboutir dans la région de Baoutchi (Nigéria) en empruntant la "vallée vivante" de la Yobé Kamadougou.

Entre 2500 et 500 des néolithiques sahariens connaissant l'agriculture arrivent dans la région comprise entre Niamey (Niger) et Abéché (Tchad). Grâce à leur supériorité culturelle vis à vis des paléolitiques qu'ils rencontraient, ils purent s'y fixer et s'étendre. Il est tentant de mettre en rapport le dessèchement du Sahara avec la naissance de l'agriculture "soudanaise", peut-être aussi avec la constitution du groupe Soninké, ancêtre des Sarakolés actuels, fondateur du plus ancien royaume noir connu : le Chana.

Contemporains des négrides pêcheurs-agriculteurs, des pasteurs bovidiens vivaient dans les massifs montagneux du Sahara néolithique.

Les migrations sahariennes sont mal connues mais nous savons que des contacts entre le Nil et le Soudan ont été possi-

bles, ce qui explique des ressemblances anthropologiques et linguistiques dans des régions aussi éloignées que le Sénégal et l'Egypte. Ces contacts ont été transmis par les migrations de pasteurs.

L'afrique dans l'Antiquité :

Au début du premier millénaire avant Jésus Christ, le Kénya avait une population très différente au point de vue anthropologique, du "type éthiopien" ou "caucasoïde", répandu encore aujourd'hui en Afrique orientale. Ces hommes néolithiques étaient des sédentaires cultivant les céréales.

A la même époque, se développait une autre civilisation néolithique beaucoup plus évoluée, au centre du Nigéria actuel : La "Nok figurine culture", civilisation purement africaine, développée à l'intérieur d'une population nègre, sans aucune influence extérieure, du moins à ses débuts.

Migrations bantoues :

Le terme bantou est un terme linguistique et non anthropologique ou culturel. En effet la diversité physique des Bantous est très grande, et leur unité n'est que linguistique, bien qu'il existe 350 langues bantoues. On a supposé et les historiens l'ont confirmé par la suite, qu'un peuple venu du Nord serait descendu vers le Sud équatorial en imposant sa langue et en diffusant la métallurgie.

Les Néolithiques sahariens, chassés du Sahara central s'étaient implantés dans la région soudanaise, y apportant la culture du mil et d'une espèce de riz. Il s'ensuivit une forte poussée démographique ce qui provoqua une migration vers le Sud. Ces migrations se heurtèrent à la forêt équatoriale et la contournèrent vers l'est, vers les plateaux de l'Oubangui, soit par voie fluviale, en empruntant les bras du fleuve Congo, soit par voie terrestre en contournant la forêt pour aboutir au rebord occidental de la chaîne des Grands Lacs.

Les Bantous se divisèrent en deux foyers : l'un occidental dans la région occupée par les Bakongo, l'autre, dans la région orientale occupée par les Loubas.

Migrations caucasoïdes :

D'autres populations, installées au sud du Zambèze (actuelle Rhodésie du sud), probablement à partir du cinquième siècle, connaissaient les métaux de cette région riche et exploitaient

l'or, le cuivre, l'étain et savaient fabriquer le bronze. On pense que leur origine serait une migration de Caucasoïdes venus de l'Est de l'Afrique. Les premiers éléments de cette migration vers le Sud auraient donné, par métissage avec les populations primitives, les Hottentots.

Migrations indonésiennes :

Elles sont très mystérieuses et peuplèrent l'île de Madagascar, introduisant en Afrique des plantes alimentaires nouvelles telles que banane, igname et noix de coco qui permirent l'occupation des zones forestières.

Conquête arabe :

Le Soudan géographique est entré dans l'histoire avec la pénétration des Arabes attirés par l'or et les esclaves. C'est dans cette région que se sont développés les plus grands empires du Moyen-âge.- Le royaume Kanem est né au 8e siècle de la rencontre de nomades arabes et berbères, chassés d'Egypte ou d'Arabie, avec la population noire des Sao, dans la plaine située au Nord-est du Lac Tchad. Ce mélange donnera les Kanembous (gens du sud). En 1085 leur roi se convertira définitivement à l'Islam.

- Le royaume Sonrhay s'est formé de la même manière dans la région de Gao, à partir du 7e siècle. En 1010 le Dia Kossoi se convertit à l'Islam et consolide ainsi son royaume.

- Le royaume de Ghana, probablement le plus grand, existait déjà avant l'arrivée des Arabes. A sa tête se sont succédés des princes berbères de race blanche et des rois Noirs. Il a dû son importance à la richesse des régions qu'il recouvrait. Son or attira de tous temps un trafic commercial intense. De 950 à 1050, il atteignit l'apogée de sa puissance. Son déclin fut marqué par la mort d'Abou Bakr Ibn Omar, en 1807, dernier conquérant arabe du Ghana.

Au début du 13e siècle, le roi du Royaume païen Sosso s'empara du Ghana et en chassa les Soninké musulmans.

- Le Royaume du Mali. En 1235, Soundjata parvint à vaincre le roi Sosso et étendit son empire sur les trois grandes régions aurifères alors exploitées. C'est avec Kankan Moussaké que le royaume du Mali connut l'époque la plus brillante. Pourtant sa décadence devait être rapide au 15e siècle et la dynastie des Keita (dont le chef actuel du Mali est un descendant) régna jusqu'en 1645 sur un territoire de plus en plus réduit.

- Sur la côte orientale d'Afrique les Arabes de Mascate fonderont un puissant empire s'étendant de Zanzibar aux Grands Lacs. Cet empire qui dâtait de 1740 s'effondra sous la poussée des envahisseurs européens.

Siovana Silvestri.

Le Regroupement de l'Afrique Occidentale

En Afrique occidentale, la France et la Grande-Bretagne se livrent à une lutte acharnée pour le contrôle de territoires que l'on croyait, un peu à tort, très riches du point de vue minier. Bien sûr, il a fallu se rendre à l'évidence par la suite ; l'Afrique occidentale possédait beaucoup moins de ressources minières qu'on ne l'avait tout d'abord imaginé. Leur exploitation, en outre, se révéla difficile en raison de l'éparpillement des gisements, du manque de voies de communications naturelles, et du dépeuplement de certaines régions vidées de leurs habitants par la traite des Noirs.

Fidèle à son principe, la Grande-Bretagne manœuvra habilement pour écarter l'Allemagne et pour laisser au « coq gaulois le sable du désert à gratter... » d'où un découpage qui favorise l'Angleterre : les riches territoires côtiers (Nigéria, Ghana) sont attribués aux Britanniques.

L'Allemagne, de son côté, obtiendra le Togo et le Cameroun, grâce à l'initiative de ses explorateurs qui parviendront à gagner le Tchad en dépit des oppositions franco-britanniques.

Les Français furent cependant relativement favorisés d'une part parce qu'ils étaient implantés sur la Côte occidentale (au Sénégal par exemple), depuis le début du XVII[e] siècle, et que, de l'autre, ils surent s'assurer la sympathie de certains chefs indigènes avec lesquels ils conclurent des traités avantageux pour la Métropole.

Ajoutons que les Européens eurent à lutter le plus souvent par les armes contre certains Etats qui résistèrent à l'invasion (Dahomey, Tchad, etc.). Dans toute l'Afrique occidentale, les Musulmans s'étaient révélés comme de grands « bâtisseurs d'empires ». Les Français leur firent une longue guerre. Le royaume du Ouadai résistera jusqu'en 1910 aux troupes françaises.

Il est intéressant de remarquer que c'est précisément en utilisant le mythe de la résurrection de ces empires défunts que les leaders noirs pousseront leurs concitoyens à réclamer l'In-

dépendance (Empire du Mali, du Ghana, du Benin, de Zimbabwe, de Bakongo...)è Certains leaders comme Sekou-Touré n'hésiteront pas à se faire passer pour des descendants directs des grands rois.

EXPLOITATION COLONIALISTE :

Il est difficile de faire la part du colonialisme et de la colonisation en Afrique occidentale.

D'une part, on trouve des missionnaires, des éducateurs, des médecins et, dans une certaine mesure, des administrateurs, des commerçants, des techniciens et des ingénieurs, qui œuvrèrent pour le bien commun, même si certains s'enrichirent, comme ce fut le cas pour ceux qui pratiquèrent le commerce de traite.

Ce dont on peut être certain par contre, c'est que les grandes entreprises commerciales, industrielles et minières qui firent tant de mal aux Africains n'ont pas été touchées par la décolonisation. M. Sekou-Touré a chassé les « colons », mais à ma connaissance, Pechynet contrôle toujours la production minière de la Guinée.

Le Sénégal, par exemple, a été longtemps aux mains des comptoirs ocmmerciaux s'intéressant aux oléagineux. L'arachide était achetée à bas prix aux Indigènes qui ignoraient à peu près la valeur de l'argent. Ces trusts s'opposèrent toujours à la venue de colons européens indépendants, car une arrivée massive d'agriculteurs blancs aurait, d'une part, augmenté une production d'arachides qui auraient dû être payées plus cher et, de l'autre, les Indigènes seraient devenus beaucoup plus exigeants au contact des nouveaux venus. En un mot, ils auraient appris la valeur de l'argent, ce qui n'était pas du goût de ces messieurs des huileries qui payaient les Indigènes (qui les escroquaient devrais-je dire) à l'aide de misérables quincailleries achetées en Europe à des prix dérisoires.

J'ai cité l'exemple du Sénégal parce que nombre de lecteurs, anciens militaires ou autres, savent parfaitement qu'à moins d'être sérieusement « pistonnés », ils ne pouvaient aller s'installer comme colons au Sénégal, et plus généralement dans les ex-colonies françaises d'Afrique occidentale, territoires réservés à la « noblesse des annuaires ».

A quoi servaient donc ces colonies ?

— Tout d'abord, la France, peu peuplée, chercha toujours à recruter des soldats dans ses territoires d'Outre-Mer. On sait le rôle joué par ses tirailleurs sénégalais durant les deux guerres et jamais on ne reprochera assez à nos gouvernements d'avoir amené des troupes de couleur au cœur même de l'Europe. En outre, il est odieux d'avoir engagé ces malheureux dans un conflit qui ne les regardait pas. Ce faisant, nous apprenions aux Noirs qu'il était possible de tuer un Blanc... Nous préparions sur le Rhin les sanglantes tueries d'Indochine, d'Al-

gérie, du Maroc, etc., et, par contre-coup, du Congo belge, puisque l'exemple français contamina rapidement toute l'Afrique.

— Ensuite, la France puisa dans ses colonies, et en particulier en A. O. F., des matières premières dont elle avait besoin pour son industrie et, en échange, elle exporta ses produits manufacturés.

— Enfin, la France tira de ses immenses possessions d'Outre-Mer un prestige international qu'il lui était difficile d'obtenir avec ses quarante millions d'habitants concentrés dans l'hexagone. Nous allons voir que les Africains supportèrent la colonisation, mais ne l'acceptèrent jamais.

LES DEBUTS DU PANAFRICANISME :

Le Panafricanisme a pour cause essentielle un ensemble de circonstances favorables et doit en fin de compte très peu à l'initiative des Noirs eux-mêmes.

Le Panafricanisme a vu le jour, non en Afrique, mais en Amérique, et plus particulièrement aux Etats-Unis. Là, des millions de Noirs déracinés, ayant rompu avec leurs traditions, se sont vus imposer une civilisation nouvelle. La formidable expansion industrielle des U. S. A., à laquelle ils ont tous plus ou moins été mêlés à partir du XIX• siècle, a mûri l'esprit de ces Noirs prolétaires. Les injustices, les mauvais traitements, les dures conditions de vie qui leur étaient imposées dans les taudis enfumés des énormes cités ont réveillé en eux le souvenir de ce paradis naturel dont ils avaient été brutalement arrachés. Ainsi est né dans l'esprit de ces gens simples, pour la plupart illettrés, le désir de retourner au pays des ancêtres. Rêve irréalisable d'ailleurs, car aucun d'entre eux n'a jamais eu vraiment envie de quitter cette Amérique qui les a vus naître et qui est leur patrie.

C'est en 1903 que Du Bois, ancien esclave, étendit la question du problème noir au Panafricanisme, concrétisant ses aspirations dans la « Ligue des gens de couleur ». Ainsi, le premier pas était fait, ouvrant la voie à une foule d'associations ayant à leur programme toutes sortes d'ambitions, de projets dérisoires et absurdes, de révoltes et de réalisations affectives transformant lentement le Panafricanisme.

Marcus Gravey, révolutionnaire authentique, imprima un caractère violent à la révolte noire. Il organisa à Harlem « L'Universel Negro Improvment Association », dont le but était de réunir tous les Noirs dans une même patrie.

Mais Marcus Gravey était un mystique qui fut éliminé par les Yankees d'une façon déloyale. Peu soucieux de voir la main-d'œuvre noire leur échapper, les financiers américains firent emprisonner Gravey sous une inculpation d'escroquerie.

Price Mars réhabilita la Civilisation africaine aux yeux du Monde. Il est le précurseur de la « négritude », terme inventé par Léopold Sedar Senghor dont il était l'ami.

Les idées et les revendications des Noirs se concrétisèrent entre 1919 et 1945 par de nombreux congrès.

Celui de Paris obtint la mise sous tutelle des ex-colonies allemandes. Divisés, les Européens ne surent, à partir de cette date, s'opposer aux revendications de plus en plus insistantes des leaders panafricanistes.

En 1921 et en 1923, le Congrès de Londres et celui de New-York (1927) marquèrent le succès de M. Du Bois qui sut s'attirer les sympathies des socialistes français et anglais.

Mais la seconde guerre mondiale relègua les Noirs et leurs préoccupations au second plan. L'Occident n'eut plus le temps de s'intéresser aux revendications des Panafricanistes et l'on en reste là. Il est certain que lorsque les historiens étudieront plus tard l'évolution des idées qui ont entraîné la libération du continent noir, ils constateront que le mythe de la décolonisation et de l'émancipation des gens de couleur est né en Europe. L'esprit de Bandoung, dont les Afro-asiatiques sont si fiers, n'aurait eu aucune conséquence pratique sans l'esprit d'abandon qui poussa les Blancs au désengagement.

Pourtant, durant la seconde guerre mondiale, de nombreux Noirs vinrent faire la guerre en Europe et dans le Pacifique, et ils comprirent que le Blanc n'était plus invincible.

A partir de 1946, le Panafricanisme va entrer dans l'ère des réalisations.

LE PANAFRICANISME DE 1945 *à* 1960 :

Les Alliés s'étaient soi-disant battus pour sauver le monde de la tyrannie nazie. Les populations de couleur qui prirent part au conflit se chargèrent de le leur rappeler dès 1945.

En 1946, la première organisation politique (le « West African National Secretariat ») est créée. L'année suivante, le parti progressiste de Gold Coast (United Gold Coast Convention) réclame l'indépendance du Ghana. Le Nigéria, de son côté, demande l'indépendance et la réunification du Cameroun au pays.

Parallèlement à ces activités politiques, on peut enregistrer une intense activité culturelle. « Présence africaine » publie son premier numéro en 1947 : au programme : Sartre, Camus, Gide et Mounier.

Mais en 1959, le Congrès de Rome perd son caractère culturel et Sékou-Thouré dénonce « l'oppression française en Afrique ». La France est en effet vaincue en Indochine et sur le point de l'être en Algérie. Encouragés en Europe par la fine fleur de la trahison, les Etats africains menacent.

L'Angleterre, qui a accordé brusquement l'indépendance au Ghana, place les autres Etats coloniaux dans une position difficile. Un véritable vent de panique s'empare de certains leaders politiques blancs qui, soucieux de ne pas compromettre leur avenir politique, cherchent à garantir les marchés coloniaux. La négociation est dans l'air. Il est inutile ed revenir sur le rôle néfaste des leaders de gauche : Deferre, Mitterand ou

Mendès-France, qui ont des attaches avec la Haute-Finance internationale connues, ce qui rend leur position anti-colonialiste pour le moins suspecte.

1958 sera une année cruciale. La liquidation commence. L'Angleterre a commencé, la France suit bientôt, puis la Belgique.

En 1960, l'Afrique est libre... ou plutôt se croit libre car, jusqu'alors, les ordres émanant des capitalistes internationaux étaient transmis par l'intermédiaire des gouvernements européens aux administrateurs chargés de les faire respecter à la colonie. Maintenant, ces mêmes ordres sont transmis directement à la colonie par l'intermédiaire d'un fonctionnaire noir grassement payé pour agir et se taire. La Haute-Finance ne s'est pas opposée au sens de l'Histoire, bien au contraire elle a éliminé le colon et l'administrateur blanc qui représentaient un obstacle gênant à leur plan de domination. Qui oserait prétendre que les peuples guinéens, ghanéens, maliens, sont libres, alors que des hommes sont depuis des années couverts de chaines ou exécutés les uns après les autres, selon le bon plaisir de quelques roitelets sanguinaires (1). Nous connaissons à Paris des Africains qui viennent nous demander de l'aide en nous suppliant de ne pas révéler leur identité : leur père, leur mère sont dans leur pays d'origine et ils ont peur. N'est-il pas curieux que ces malheureux viennent s'adresser à des Nationalistes français pour les tirer d'embarras ?

LES ESSAIS DE REGROUPEMENT :

Incapables de s'entendre pour réaliser les Etats Unis d'Afrique, les leaders noirs vont essayer, à partir de 1961, de créer des regroupements régionaux.

Nous avons expliqué dans ce numéro les principaux obstacles qui s'opposent à ces tentatives de regroupement (2).

Essayons de dégager quelques grandes lignes capables d'illustrer ces tentatives. Nous verrons que toutes ont pratiquement échoué pour de nombreuses raisons, mais en particulier parce que les Africains n'ont pas réussi à se libérer véritablement des ingérences étrangères et ils n'ont pu le faire parce qu'ils n'ont jamais été assez réalistes pour reconnaître leurs véritables amis.

Les conférences intéressant l'Afrique peuvent se classer comme suit (A) :

a) Les conférences interafricaines ;

b) Les conférences réunissant tous les pays du Tiers-Monde.

Il serait vain d'étudier chacune de ces conférences. Elles présentent toutes un caractère commun : revendication, lutte contre l'impérialisme, le colonialisme ou l'apartheid sont des thèmes qui reviennent sans cesse et semblent être utilisés par les leaders africains pour masquer une réalité qui devrait paraître évidente : pour l'instant, les Africains sont incapables d'affronter de façon pratique et durable les problèmes qui se posent à eux.

Du 15 au 22 avril 1953, l'Ethiopie, le Liberia, la Lybie, le Maroc, la R. A. U., le Soudan, la Tunisie et le Ghana se réunissent à Accra. Tous ces pays ne parviendront pas à masquer les profonds différends qui les opposent et ne retrouveront leur unité que pour condamner la France en Algérie et le colonialisme.

Accra sera, par la suite, le lieu de rendez-vous de plusieurs leaders africains qui tenteront sans succès d'organiser un ensemble ouest-africain. Mais leur échec se comprend : Sekou-Touré, N'Krumah et Modibo Keita, respectivement leaders de la Guinée, du Ghana et du Mali, ont une trop forte personnalité pour que l'un s'efface au profit de l'autre. Chacun veut bien accepter une fédération, mais à la condition d'en être le chef. Or si l'on sait que le Mali, par exemple, ne peut vivre que dans le cadre d'une fédération lui donnant un accès sur la mer, on peut imaginer le chantage que les Etats côtiers peuvent exercer sur les Etats continentaux.

Il faut cependant noter que certains pays francophones se montrèrent beaucoup plus réalistes et réalisèrent des unions douanières et administratives entre ex-colonies françaises.

Le 11 juin 1959, sept Etats (Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Haute-Volta, Dahomey, Mali, Niger et Sénégal) signèrent à Paris un accord douanier permettant la libre circulation des marchandises. Parallèlement les tarifs intérieurs fiscaux, lse impôts, les salaires furent alignés.

Cependant, il faut noter que l'entente n'est pas toujours parfaite entre les membres de l'U. D. A. des Etats de l'Afrique occidentale. Le Sénégal et la Côte-d'Ivoire apparaissent comme les véritables chefs de file en raison de la personnalité des Présidents Senghor et Houphouet-Boigny et de la relative prospérité économique de leurs pays. Ces deux états entretiennent de bons rapports avec la Haute-Volta dont le Président Yaméogo est un ami politique du Président ivoirien. Les deux hommes sont modérés, mais irréductiblement opposés au Communisme dont ils ont maintes fois dénoncé les méfaits et les dangers (3).

Remarquons, et nous aurons bien entendu à en reparler longuement dans « Défense de l'Occident », que dans les années qui viennent, l'Union politique d'un grand nombre d'Etats africains se fera *contre les Communistes, et surtout contre la Chine,* dont l'ingérence dans les affaires intérieures africaines se précise de jour en jour. En effet, plus que des regroupements éphémères ou de toutes façons inviables, nous assisterons sous peu à un rapprochement entre les hommes politiques africains pro-occidentaux et les leaders révolutionnaires prochinois (4). Mais il est évident qu'à quelques exceptions près, les problèmes économiques peuvent faire basculer à plus ou moins brève échéance certains Etats neutres dans le camp communiste. Le Niger, le Tchad ou la République centrafricaine sont gouvernés par des modérés, mais que se passera-t-il si, faute d'avoir pu planifier leur économie, les problèmes sociaux qui se posent actuellement à ces Etats ne sont pas résolus ? Or, la résolution de ces problèmes passe obligatoirement par la réussite des tentatives de regroupements régionaux permettant

aux Etats pauvres ou coupés de la mer de trouver des débouchés en direction des Etats plus riches, d'exporter librement leurs produits ou du moins, à la rigueur, leur surplus de main-d'œuvre. Et la Chine ne s'y trompe pas puisqu'elle a récemment proposé au Niger et à l'Algérie d'achever le transsaharien afin de relier Colomb-Béchar à Tombouctou. Après quoi, comme le remarque Jacque Ploncar d'Assac, les Communistes auront les mains libres de la Méditerranée au Niger.

Parallèlement à l'union des Etats d'Afrique occidentale, une union douanière et administrative entre les Etats d'Afrique équatoriale fonctionne depuis le 23 juin 1959. Cette union groupe la République centrafricaine, le Gabon, le Tchad et le Congo. L'accord intéresse les questions fiscales, commerciales, scientifiques, ainsi que celles des Postes et Télécommunications.

Ajoutons qu'en 1964, les représentants des quatre Etats de l'U. D. E. ont conclu un accord avec le Cameroun, faisant ainsi bénéficier ce pays des avantages accordés aux membres de l'Union douanière équatoriale.

LA CONFERENCE D'ADDIS ABEBA :

A Nouakchott (30 avril 1964) et plus tard en février 65, un ensemble d'Etats francophones essayeront de trouver un terrain d'entente sans y parvenir réellement. Cependant, la plupart des chefs d'Etats réaffirmeront leur anticommunisme et feront des avances à Tschombé. Mais c'est à Addis Abeba que les Etats africains et malgaches tenteront de concrétiser leurs espérances.

Du 14 au 24 juin 1960, le Libéria, le Maroc, l'Ethiopie, la Libye, la R. A. U., la Tunisie, le Soudan, le Ghana, le Cameroun, la Guinée, le G. P. R. A. et la Somalie se réunissent pour la seconde fois à Addis-Abeba et prépareront la grande réunion d'Addis-Abeba qui eut lieu en mai 1963. On se souvient des commentaires délirants de la Presse internationale. Un nouvel Etat venait de naître : les Etats-Unis d'Afrique et nos informateurs les plus autorisés ne tarissaient pas d'éloges sur la sagesse des dirigeants africains qui, brûlant les étapes, avaient enfin su se mettre d'accord... Plus de problèmes... Le colonialisme, l'impérialisme allaient être balayés. Sud-Africains et Portugais seraient à genoux dans quelques mois et les Américains eux-mêmes n'avaient qu'à bien se tenir, sinon les jeunes Etats d'Afrique balaieraient les vieux Etats-Unis d'Amérique. A Pretoria, à Lisbonne, on se contenta de hausser les épaules et de ramener l'événement à sa juste valeur. Des chefs d'Etats s'étaient mis d'accord autour d'une table, avaient même accepté d'apposer leur signature au bas d'un ensemble de textes, mais on savait que cela n'irait pas plus loin et qu'à peine rentrés dans leurs capitales, ils oublieraient les engagements qu'ils avaient pris la veille.

Quels étaient d'ailleurs les points essentiels sur lesquels ils étaient tous tombés d'accord ?

Tout d'abord, les Etats africains réunis à Addis-Abeba réaffirment leur soutien total aux peuples qui luttent pour leur indépendance. On s'y attendait, mais résultats pratiques ? Aucun de ces Etats ne peut entreprendre une action contre la R. S. A. ou le Portugal. Beaucoup entretiennent d'ailleurs des relations commerciales avec l'Afrique du Sud, relations qui sont vitales pour l'économie de leur pays.

Les Etats africains réclament en outre la lutte effective contre l'Apartheid. Suivent un ensemble de recommandations aussi inapplicables les unes que les autres.

Enfin, les Etats africains réclament une plus large audience aux Nations Unies (on croit rêver), invitent les grandes puissances à désarmer, etc.

La dernière résolution porte sur la coopération économique, politique et technique interafricaine. On a l'impression que les Africains auraient bien dû commencer par là.

Un ensemble de mesures sont adoptées, tendant à développer les échanges commerciaux entre les différents pays africains. On se préoccupe également des problèmes qui se posent aux différents Etats indépendants, mais sans manifester outre mesure l'intention de les résoudre. Il est évident qu'il est plus facile de comploter dans les couloirs de l'O. N. U. plutôt que de décider les masses noires à s'accrocher au travail.

BILAN D'UNE INDEPENDANCE :

Il est trop tôt pour faire le bilan de l'indépendance. Dans tous les domaines, il apparait cependant que ce bilan est négatif.

Grassement payés, quelques élites minables hantent les grandes capitales européennes, cherchant à se rendre fonctionnelles en soulevant des problèmes abstraits. Avec une absence totale de scrupules, ils extorquent l'argent des paysans misérables et n'hésitent pas à se livrer au chantage et à la mendicité pour conserver leur emploi lucratif.

Ceux qui sont au Pouvoir sont prêts à tout pour y rester. Ceux qui sont dans l'opposition légale ou illégale sont prêts à tout pour s'en emparer. S'est ainsi que les complots succèdent aux coups d'états. Il ne se passe pas une semaine sans qu'un nouveau drame ensanglante l'Afrique. Les chefs d'Etats ne se maintiennent en place qu'en s'entourant de précautions infinies et en s'assurant de la protection des troupes françaises, belges ou britanniques. On sait que les soldats anglais intervinrent au Kénya, au Tanganyika et en Ouganda... que les Belges rétablirent le calme au Congo tandis que les Français sauvaient le Président Mba et intervenaient au Congo.

Economiquement, le marasme est total. La civilisation recule partout en direction de la côte et des grands centres où s'entas-

sent des centaines de milliers de chômeurs. Si l'aide occidentale (5) venait à être supprimée brutalement, des millions de personnes sombreraient dans la misère... La famine et les épidémies créeraient une situation explosive, et l'insurrection effacerait à jamais la civilisation du continent africain.

Communistes et Internationalistes attendent que l'Afrique à genoux s'affaisse pour se ruer à la curée. Comme le montre Robert Anders dans son chapitre sur la coopération, seule une entente avec l'Occident peut encore sauver l'Afrique.

G. P.

Notes:

(1) « Paris-Match » a fait récemment le point sur cette importante question et publié des photos représentant les esclaves de N'Krumah enchainés par le cou depuis des années.

(2) Cf article sur la coopération.

(3) MM. Houpoust-Boigny, Yaméogo, Tairanana ont maintes fois dénoncé l'ingérence communiste dans les affaires intérieures de leurs Etats.

(4) Cf carte en fin de numéro.

(5) Cf notice sur l'aide aux pays sous-développés en fin de numéro.

Nationalisme et Internationalisme en Afrique

DU CAIRE A ZANZIBAR.

« Rhodes était un poète et un visionnaire », disait jadis Lord Roseberry, c'est bien possible. Ce qui est moins certain, c'est que l'on puisse appliquer ces qualificatifs au gendre de Rothschild. Visionnaire, certes, ce dernier l'était ainsi que nous allons le montrer, mais poète, on peut en douter si l'on en juge par l'acharnement avec lequel les Internationalistes tentèrent — et tentent toujours — de briser, par la ruse ou par la force, la résistance des nationalistes noirs et blancs en Afrique (1).

Rhodes est en effet une personnalité attachante à bien des points de vue. Il représente ce type de Britannique que nous admirons. A vingt ans, lors d'un séjour en Afrique du Sud, il conçut le projet de donner un empire à sa patrie. Pour réaliser ce plan, il eut la patience et la ténacité voulue pour retourner en Grande-Bretagne terminer ses études afin d'acquérir les connaissances qui lui permettraient de passer efficacement à l'action.

Puis, Rhodes ayant très bien compris que la construction d'une Afrique britannique passait obligatoirement par la création d'un vaste empire continu allant de l'Egypte au Cap, il chercha des appuis auprès des puissances politiques et financières de son pays et devint lui-même un très grand financier. Ce faisant, on peut admettre qu'il avait bien l'intention d'utiliser les capitalistes apatrides qui grouillaient alors autour des milieux politiques de Londres... ; mais, en fin de compte, ce furent eux qui l'utilisèrent à des fins infiniment moins nobles.

La réalisation de son plan audacieux allait rencontrer de sérieux obstacles. Les visées impérialistes de la Grande-Bretagne allaient en effet se heurter tour à tour à des adversaires plus ou moins déterminés qu'il fallait vaincre par la persuasion, la négociation ou la force. Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur une carte économique (2) pour se rendre compte que les régions convoitées par Rhodes étaient les plus riches du Continent noir. Rien d'étonnant à ce que les financiers « britanniques » aient soutenu son entreprise.

EN EGYPTE LES INTERNATIONALISTES JOUENT ET PERDENT.

Nous ne nous étendrons pas sur le cas égyptien, l'Afrique du Nord n'étant pas traitée dans ce numéro. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans les prochains mois (A). Contentons-nous de remarquer que, le 23 juillet 1952, le peuple égyptien, conduit par le colonel Nasser, brisa la conjuration des forces internationalistes et libéra l'Egypte.

J'ai expliqué dans « DEFENSE DE L'OCCIDENT » (3) comment le foyer national juif de Palestine fut créé. Le principe de cette création fut définitivement admis en 1917. A cette époque, la Grande-Bretagne avait besoin de l'aide des Juifs américains pour la cause alliée. Lord Balfour (1), dans une lettre rendue publique le 2 novembre 1917 et adressée à Rotschild, souligne que le Gouvernement de Sa Majesté soutiendra le plan sioniste de récupération de la Palestine (4).

La honteuse opération de Suez fut une tentative internationaliste et sioniste tendant à réoccuper l'Egypte. Tout le monde sait que la Grande-Bretagne évacua ce pays sous réserve qu'en cas de menace contre le canal, les troupes anglaises interviendraient sans préavis... lI était dès lors aisé de pousser les Israëliens dans une guerre contre l'Egypte. Elle justifiait ainsi la « protection » du canal. La protection peut-être, mais pas les opérations dirigées contre l'armée mal préparée du colonel Nasser. En France, c'est un gouvernement socialiste qui décida de participer à cette opération. Impérialistes, Internationalistes et Socialistes se trouvaient assez curieusement réunis. Auraient-ils des intérêts communs à défendre ? Cela se saurait, « Le Populaire » nous l'aurait dit. Or, il ne nous a pas dit cela « Le Populaire », il nous a affirmé que nous allions frapper ainsi les terroristes algériens à la tête. Les socialistes auraient-ils été les seuls à ne pas savoir que la « tête » de la rébellion n'était pas au Caire, mais à Paris ?

De tout ceci, retenons une chose. Par son opposition irréductible à toute pénétration internationaliste, le colonel Nasser, quels que soient les différends qui peuvent nous opposer à lui, représente un atout majeur que nous devons utiliser. L'Egypte libre peut et doit devenir non seulement l'alliée de la France, mais un des remparts du Nationalisme. Les Nationalistes sud-africains

l'ont compris, eux qui ont refusé de participer aux opérations de Suez. Les Nationalistes français seront-ils les seuls à ne pas le comprendre à temps ? Il faut, il est indispensable que nous revisions le jugement que nous portons sur le monde *arabe*. Il faut, il est indispensable que les Arabes révisent le jugement qu'ils portent sur les Nationalistes occidentaux et, en particulier, sur les Sud-Africains. Nous devons faire taire nos rancunes et nos préjugés. *Il n'y a pas de victoire possible sans cette réconciliation.*

UNE POSITION CLE : LE SOUDAN.

Le Soudan fut, dès la plus haute antiquité, une importante voie de passage reliant les états méditerranéens aux régions équatoriales. Les armées des Pharaons, celles de Rome et plus tard les troupes coloniales britanniques utilisèrent la voie de pénétration du Nil pour atteindre ce carrefour africain qu'est le Bahr-el-Chazal. Plus pacifiquement, l'Islam se répandit en suivant le même chemin et rencontra les éléments avancés du christianisme qui, partis du Sud dès la fin du XIX[e] siècle, diffusaient au nord du lac Victoria.

Commerçants, trafiquants, négriers, missionnaires, soldats, parcoururent en tous sens les vastes steppes semi-désertiques soudanaises et l'on peut dire plus généralement que le Nil et ses affluents véhiculèrent des idées qui influencèrent profondément les civilisations d'Afrique. Parties d'Afrique centrale et occidentale, de longues caravanes de pélerins (et parfois aussi malheureusement d'esclaves) traversent chaque année les régions du Haut-Nil en direction de Port-Soudan, où l'on s'embarque vers La Mecque.

Il est donc normal que divers intérêts impérialistes se soient heurtés dans ce pays. Pour nous limiter, nous dirons que trois puissances tentent ou ont tenté de contrôler ce pays : les Occidentaux, l'Islam et les Communistes.

— Les Français, désirant, comme le dit Van Zuylen : « rouvrir la question d'Egypte », se heurtèrent aux Britanniques, aux Belges et aux Musulmans. Ils furent éliminés après Fachoda. En 1898, Kitchener a écrasé la révolte des Mahdistes et les Britanniques, forts de leur puissance et sous le vague prétexte de garantir les droits de l'Egypte, mettent fin aux ambitions de Léopold II sur le Soudan (5). Pour des raisons intéressées, l'Allemagne et l'Italie cautionnent cette politique, tandis que la France, à qui l'on a laissé les mains libres au Mahgreb, se retire du jeu.

Entre temps, Disraeli réussit à acquérir 177.000 actions du canal de Suez (1875). Le plan impérialiste « britannique » se précise.

Aujourd'hui, l'Angleterre est éliminée de la compétition à son tour, et seuls restent en présence : la Haute finance internatio-

nale, le Communisme et Nasser. Il est peut-être prudent de soutenir, dans toute la mesure du possible, celle de ces trois puissances qui est la plus occidentale.

FIDELES A LA FRANCE, LES DJIBOUTIENS SONT DELAISSES.

Ouvrons une parenthèse pour traiter d'une vieille terre française, actuellement délaissée par les Pouvoirs publics.

Je connais la plupart des colonies ou ex-territoires français. Et, exception faite pour les Gabonais, je n'ai jamais rencontré d'Indigènes plus fidèles à la France que ne le sont les habitants de Djibouti. Or, sur ce territoire de 23.000 kilomètres carrés, pauvre, désertique, s'entassent plus de 50.000 âmes vivant dans des conditions misérables. En 1958, malgré l'abandon de cette Métropole qu'ils aiment, 75 % des habitants de la Côte française des Somalis manifestèrent leur attachement à la Patrie. Faudra-t-il attendre que les quelques excités qui réclament l'indépendance soient pris au sérieux par une population affamée pour que la France se rappelle qu'elle a des devoirs à remplir envers ceux de ses enfants qui, en dépit de leur éloignement et du « sens de l'histoire », lui restent attachés ?

Economiquement, tout est à faire. Nous étudierons ultérieurement les problèmes que pose le développement économique et social de Djibouti (A).

Du point de vue politique, la situation se présente ainsi :

Une minorité ambitieuse, se prétendant représentative, réclame l'indépendance de la Côte française des Somalis. Les uns sont partisans du rattachement à l'Ethiopie ; les autres, les plus nombreux, entendent être rattachés à la Grande Somalie. Mais il convient de remarquer deux choses : d'abord, que les partisans de l'Indépendance *ne représentent rien*. Certes, de nombreux Somaliens que je connais souhaiteraient une plus grande autonomie régionale. Ils pensent, à juste titre, que tout est à faire sur cette petite enclave française, mais ils veulent le faire avec la France, et non contre elle. Un jeune étudiant somalien me disait d'ailleurs dernièrement : « Ce que les Juifs ont fait en Palestine pourrait être réalisé chez nous avec infiniment moins d'argent et d'efforts ».

D'autre part, il faut noter que l'Ethiopie ne laissera jamais annexer Djibouti par les Somaliens indépendants, car son économie dépend du chemin de fer qui relie Addis-Abeba à la Côte. D'un autre côté, la radio communiste de Mogadiscio entretient le mythe de la Grande Somalie. Les frontières artificielles séparant des peuples pasteurs, de même race, pour lesquels le problème vital est la nourriture du troupeau, ne sont plus valables à l'heure de la décolonisation. On peut être certain, par conséquent, que les Somaliens indépendants ne toléreront jamais que les visées éthiopiennes sur Djibouti se concrétisent. Notons que les bureaux du « Front de Libération de la Côte des Somalis » se trouvent à Mogodiscio. Me Nur Elim a récemment demandé à

l'O. N. U. d'inscrire la question de la Somalie française à l'ordre du jour. A Mogodiscio, on a créé un ministère nouveau : celui des « Affaires somaliennes », destiné à accélérer la libération du territoire somalien encore occupé par les Français.

Il n'en est pas moins vrai qu'aux confins des Somalies, de l'Ethiopie et du Kénya, règne une situation explosive que les Communistes travaillent sans relâche (6) et qui aurait coûté la vie à la Côte française des Somalis si Paris n'avait à temps reconnu le régime de Pékin.

Résumons donc la situation : cette terre française est convoitée actuellement par les Communistes, les Américains qui verraient d'un bon œil une internationalisation des installations portuaires. Ils seraient ainsi à peu près certains de contrôler financièrement un des points stratégiques fermant la Mer Rouge. Enfin, français, mais musulmans, certains Somaliens écoutent la voix du Caire qui aurait son mot à dire si la France « se désengageait » une fois de plus.

Poursuivons avec Rhodes, vers le Sud, le vieux rêve impérialiste britannique et voyons ce qu'il en advint.

LE KENYA, UN EXEMPLE DE COLONISATION (G).

J'ai déjà expliqué (7) que les Britanniques préféraient en général contrôler une colonie plutôt que de l'occuper. « A peine installés dans le pays conquis, ils créent une élite locale éduquée le plus souvent dans les universités métropolitaines et profitent de leur domination pour tisser entre leur possession et la Grande-Bretagne un réseau étendu et complexe de relations à la fois économiques, culturelles, politiques et sentimentales. La vaste usine qu'est l'Angleterre dispose d'une flotte puissante (la première du monde aujourd'hui) desservant avec régularité les états associés. On vient y chercher les matières premières et on apporte des produits de transformation. »

Une exception doit cependant être faite pour le Kénya où, en raison du climat favorable régnant sur les Highlands, une nombreuse colonie britannique s'est anciennement fixée, apportant la richesse et la prospérité pour tous Noirs et Blancs. Le Kénya était une des positions-clé de l'Empire oriental britannique.

En 1884, les droits de la Grande-Bretagne sur le Kénya furent reconnus, par l'ensemble des puissances participantes. Le 1er novembre 1886, les zones d'influence allemande, anglaise et zanzibarite furent délimitées.

Les Allemands reçurent le Tanganyika, les Anglais le Kénya, et le Sultan de Zanzibar étendait son autorité sur Pemba et Zanzibar.

Le cas de l'Ouganda n'était pas réglé. Les Allemands envoyèrent Peters au secours d'Emin Pacha, mais il ne put passer en raison des troubles graves qui sévissaient au Tanganyika.

Stanley étant parvenu à mener à bien sa mission en 1888, Emin Pacha fut libéré et dût se retirer. Mais, entre temps, les Alle-

mands, par l'intermédiaire de Peters, avaient réussi à traiter avec le Kabaka (chef religieux) d'Ouganda, et les Anglais proposèrent un marché que les Allemands acceptèrent finalement. Contre l'île d'Heligoland, ils cédèrent l'Ouganda aux Britanniques.

On sait comment, au lendemain de la première guerre mondiale, les Anglais « récupérèrent » le Tanganyika et créèrent le « British East Africa ».

Les Belges, qui avaient envoyé des troupes à Tabora dans l'espoir d'obtenir des Alliés le droit de prolonger leur Congo jusqu'à Dar-es-Salam, en récompense de leurs bons et loyaux services, durent se contenter du Rouanda-Ouroundi.

Allemands et Belges étaient donc écartés comme l'avaient été les Français à Fachoda, le 4 novembre 1898.

Mais il y eut une puissance que les Britanniques ne parvinrent jamais à neutraliser complètement et qui, en fin de compte, provoqua en partie le désastre de 1964 : l'Islam.

Le 23 février 1885, les pays réunis à Berlin (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Belgique, Suède, Hollande, Italie, Espagne, Autriche-Hongrie, Portugal, Turquie, *Etats-Unis* et *Russie*), reconnaissaient à l'arrière-pays des états qui s'étaient établis sur les côtes africaines. Or, depuis longtemps, les Britanniques entretenaient des comptoirs entre Bogomayo et Malindi. Toutefois, cette pénétration vers le lac Victoria se fit au détriment des nombreux commerçants arabes et arabisés qui s'étaient jadis installés dans le pays.

J'ai montré, dans « AFRIQUE AFRICAINE », qu'en fin de compte, les Musulmans avaient introduit en Afrique orientale une colonisation beaucoup plus souple que celle qu'allaient répandre les Européens. Le problème des terres ne fut, par exemple, jamais résolu.

Les premiers colons blancs trouvèrent en effet des colons arabes vivant en symbiose avec les Kikouyous. Ceux-ci, pâtres-nomades, ignoraient les techniques agricoles, épuisaient les prairies, puis les « louaient » pour 7 ans aux Swahilis (Arabes de la Côte). Durant cette période, ils allaient chercher des pâturages sur les pentes du Mont Kénya et revenaient ensuite reprendre possession de leurs terres qui avaient entre temps été mises en valeur avec profit par les locataires. Mais comme ces derniers concluaient sans cesse de nouveaux contrats avec d'autres tribus, un système de rotation bénéfique pour tous avait été établi et fonctionnait sans heurts à l'arrivée des premiers colons blancs.

Les Européens plus riches n'eurent aucune difficulté, tout d'abord, à traiter avec les Kikouyous. Ils « achetèrent » les prairies un bon prix — et cela n'avait rien de surprenant : ils étaient plus riches, puisqu'ils avaient vaincu les Arabes. De leur côté, les Kikouyous « louèrent » leur terrain. Il est évident qu'en aucun cas, un nomade ne peut céder définitivement le pâturage tribal sans compromettre la vie du troupeau et donc de la tribu tout entière. Mais cela, les Blancs, à l'époque, ne le comprirent pas. Le terme vendre n'existait pas en Kikouyou, du moins en ce qui concerne les terres ; ils utilisèrent donc le terme « vendre-pour-sept-ans », c'est-à-dire, en fin de compte, louer. Les tractations furent verbales ; il n'existait pas de langue indigène écrite à l'époque.

Les pasteurs revinrent sept ans plus tard, et naturellement les Blancs refusèrent de leur restituer leurs terres. Et comme, entre temps, celles-ci avaient été mises en valeur grâce aux procédés modernes, les Kikouyous furent persuadés que les Blancs s'étaient moqués d'eux. Une longue guerre se déclencha, provoquée par l'intransigeance du Sultan arabe de Mombasa. Elle se termina provisoirement par la défaîte des Kikouyous, mais on sait comment les Communistes surent utiliser cette contradiction locale. En 1953, un soulèvement général se produisit dans les Highlands et, dix ans plus tard, les Britanniques évacuaient le Kénya (8),

Le plan communiste était simple. En bref, l'indépendance du Kénya entraînait la remise en question du statut de la Côte (9). Le Sultan de Zanzibar, Seyyid Jamshid, ami et protégé des Anglais, dût reconnaître la souveraineté de Nairobi sur la côte du Kénya. De ce fait, sa position fut compromise. Exploitant à fond le différend qui opposa toujours Arabes et Noirs à Zanzibar, le « Maréchal » Okello, communiste notoire (il fut jadis instruit à Cuba), s'empara du pouvoir. On sait comment le Tanganyika, devenu indépendant, s'unit à cette île pour former l'état communiste de Tanzanie. Les « Rouges » sont donc sur le point de réunir sous leur tutelle les trois états de l'ex-British-East-Africa. L'enjeu est important car il est à noter que dans ces états, au Congo oriental, au Rouanda-Ouroundi, on parle la même langue véhiculaire : le Kiswahili. Cette langue permit jadis aux négociants arabes de se faire comprendre sur les immenses territoires où s'exerçait leur autorité. Elle répand aujourd'hui des slogans révolutionnaires, créant l'excellente situation dont se réjouit le camarade Chou-en-Lai.

Ceci dit, si les Communistes semblent avoir la situation bien en main en Tanzanie, il n'en est pas de même en Ouganda où joue un facteur religieux très important. L'élément chrétien est très puissant dans ce pays. D'autre part, l'Ouganda est riche et la plupart des habitants ont un niveau de vie très supérieur à la moyenne qui règne dans cette région d'Afrique. La famine est inconnue et, grâce à une économie bien organisée, le niveau de vie des Ougandais s'élève sans cesse. Il est à noter qu'en Ouganda, le Blanc n'obtint jamais la permission d'acheter des terres. Les Indigènes ne se sentirent donc pas lésés par l'occupation européenne.

Au Kénya, la situation est plus confuse. Après s'être servi du pro-communiste Jomo Kényatta, les « Rouges » semblent abandonner le Président kenyan devenu trop conservateur à leur gré. Il est évident que Kenyatta sait fort bien comment on peut ébranler un état ,puisqu'il fut le chef occulte des Mau-Mau. Il n'entend pas du tout être renversé de la même manière. Pourtant, l'opposition de gauche n'a pas désarmé. Les troupes britanniques durent écraser une mutinerie en 1964. Le 24 janvier 1914, en effet, les troupes britanniques intervenaient au Kénya et au Tanganyika à la demande des Présidents Kenyatta et Nyereré et désarmaient les soldats rebelles qui avaient tenté de prendre le pouvoir.

Il est de fait que de nombreux Mau-Mau tiennent toujours le maquis sous l'œil bienveillant des Communistes chinois. Moscou

semble, pour sa part, avoir adopté une attitude plus discrète et, par conséquent, plus réaliste vis-à-vis du Gouvernement de M. Jomo Kényatta. Cependant, l'opposition pro-communiste est conduite par M. Oginga Odinga, leader habile et déterminé. Homme d'une volonté de fer et d'une rigidité doctrinale à toute épreuve, il apparaît aux yeux de beaucoup de Kényans comme le futur dictateur du pays.

Si l'on fait le bilan de la colonisation britannique en British East Africa, qui atteint un degré de perfection rarement égalé sur le Continent noir, il apparaît qu'une fois de plus restent seuls en présence : les Communistes, le capital apatride et les Musulmans, plus ou moins inféodés au Colonel Nasser. Dans tous les cas, c'est le peuple britannique qui continue de financer l'aventure internationaliste.

Grâce à une série de manœuvres subtiles, d'intrigues, de coups de force, la Grande-Bretagne s'est assurée le contrôle de l'Egypte, du Soudan dit anglo-égyptien (ingénieuse formule qui dupa beaucoup de monde), du Kénya, de l'Ouganda, de Zanzibar et du Tanganyika. De cet immense empire, il ne reste pratiquement rien. Mais poursuivons le rêve impérialiste de Rhodes et voyons plus au Sud ce qu'il en advint.

Notese:

1) Il est de fait que vers la fin du siècle dernier, la Finance internationale détient en Grande Bretagne le Pouvoir réel. Notons entre autre Disraeli qui fut à l'origine de la conquête du Transvaal. Le leader de Rothschild. A partir ds 1902, nous retrouvons Lord Balfour, ami intime du même Rotschild qui négociera l'abandon de la Palestine aux Juifs ainsi que je l'ai expliqué dans Défense de l'occident numéro 48.
2) Voir à la fin du numéro la carte économique.
3) Défense de l'OccidInt numéro 48 : Le problème palestinien.
4) Dans "le Problème des Réfugiés arabes de Palestine" Le Caire 1962, nods relevons ces indications : "L'Anglteterre a donné la "Déclaration de Balfour" en contrepartie des services que lui avait rendu Weizmann leader du Sionisme, et qui l'ont aidée à gagner la guerre et parce qu'elle voulait gagner à sa cause les Juifs d'Amnrique et llur demander, entre autre, de financer ses opérations de guerre".

Trois tentatives furent faites auprès des Sionistes. La première en Mars 1916, époque où la Russie chancelait et où l'armée française était assiégée devant Verdun. La seconde au printemps 1917, époque où la Grande Bretagne entrait en compétition avec la France en Syrie. La dernière, en Novembre de la même année. Les Juifs avaient en effet promis de mobiliser leurs ressources mondiales au profit des Alliés si ceux-ci s'engageaient à soutenir le droit des Sionistes sur la Palestine. On lira dans "Défense de l'Occident" numéro 48 la lettre qu'adressa Lord Balfour à Rotschild le 2 Novembre 1917 lui annonçant la décision de son gouvernement d'aider à la restauration du foyer national juif sionistl.
5) Sous prétexte d'aller secourir Emin Pacha, prisonnier des Mahdistes, Stanley se lança dans une aventure visant à occuper la région du Haut-Nil.
6) Les communistes chinois ont installé à Mogadiscio une puissante station émettrice entretenant en permanence un esprit de révolte et de violence parmi les populations côtières. Les "Editions Sept Couleurs,, publieront prochainement un ouvrage consacré entièrement à la pénétration communiste en Afrique.
7) Afrique africaine Ed. "Sept couleurs" de Robert Anders. Page 106 et suivantes.
8) Afrique africaine : les causes de l'insurrection des Kikouyous. Page 109.
9) La Côte du Kénya était avant l'indépendance de ce pays louée par les Anglais au Sultan de Zanzibar.
A) La letrre "A" indique que nous traiterons ce problème dans un numéro prochain de DEFENSE DE L'OCCIDENT.
G) La lettre "G" renvoie le lecteur à la notice géographique à la fin du présent numéro.

(II)

Le Congo de Stanley à Tschombé

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR L'EXPLORATION ET LA CIVILISATION DE L'AFRIQUE CENTRALE.

Une chose est certaine : sans la forte personnalité de Léopold II, la Belgique n'aurait jamais eu de colonie et peut-être aurait-elle évité bien des ennuis. Le Belge, bourgeois paisible et sédentaire, ne fut jamais tenté par l'aventure coloniale. Leur roi Léopold, à force de ruse, de ténacité et d'argent, parvint à créer l'Etat indépendant du Congo et en fit don par testament à son pays. Il est intéressant de noter que le Gouvernement belge hésita longtemps avant d'accepter cet héritage jugé par trop encombrant. Il est non moins intéressant de remarquer qu'après les sanglants événements de 1960, l'immense majorité des Belges a tourné la page de façon définitive et cherche maintenant sa voie dans l'unification européenne.

Mais revenons à 1876, date à laquelle Léopold réunit à Bruxelles une conférence internationale de géographie. Déjà, à cette époque, germait en lui un plan d'impérialisme dont il confiera la réalisation à un Anglais (américain d'adoption), Henri Morton Stanley.

Il faut remarquer qu'à partir de 1871, un ensemble de facteurs vont déterminer les grandes puissances à se jeter dans la mêlée (le Scramble disent les Britanniques) pour l'Afrique.

Relevons en particulier des causes matérielles : une certaine crise européenne entraîne la recherche de nouveaux marchés et amène, en outre, les puissances industrielles à rechercher outre-mer des matières premières. Ce sera, par exemple, le cas des financiers qui soutiendront l'entreprise de Rhodes.

Du point de vue financier, les grandes banques chercheront dans les territoires coloniaux des taux rémunérateurs qu'il n'est plus possible de trouver dans le vieux monde. Le taux d'intérêt est, en effet, tombé de 5 à 3 % en Europe, tandis que dans les pays neufs, il est passé de 6 à 7 % (1).

Du point de vue moral, la lutte contre l'esclavage va souvent être invoquée pour justifier l'intervention européenne. Remarquons cependant que, dès le 27 avril 1848, la France abolit l'esclavage sur tous ses territoires et, en particulier, aux Antilles. En 1865, les Etats-Unis l'imitent. La razzia d'esclaves en Afrique devient donc à peu près sans objet, puisque les acheteurs vont se faire de plus en plus rares. Il est donc évident que l'impérialisme européen a utilisé des prétextes humanitaires pour justifier l'expansion coloniale.

Enfin, des causes stratégiques politiques (prestige), et scientifiques (exemple recherche des sources du Nil), vont accélérer la colonisation de l'Afrique.

LEOPOL II + STANLEY = CONGO BELGE (G).

Journaliste, aventurier volontaire, Stanley avait traversé le continent noir de Bogomayo à Boma (1874-77) et alla proposer ses services à la Reine Victoria. Celle-ci, bien occupée à régler les problèmes du Bas-Nil, au mieux des intérêts britanniques, ne donna pas suite à ces offres de service. Léopold II s'empressa d'inviter Stanley à Bruxelles et le chargea d'une nouvelle expédition. L'explorateur remontera le Congo, poussera une reconnaissance jusqu'à Kisangani (Stanleyville) et traitera avec les chefs indigènes. On sait comment l'aventurier triompha de toutes les difficultés et créa « l'Etat indépendant du Congo ».

Il est curieux de constater combien Léopold II et Stanley se complètent.

Sans le roi des Belges, Stanley serait peut-être resté un petit reporter sans grand intérêt. Sa « découverte » de Livingstone, dans un pays archi-connu et fréquenté par un nombre incalculable de trafiquants, n'aurait certainement pas suffi à l'immortaliser.

Sans Stanley, le grand rêve de Léopold II ne se serait peut-être jamais concrétisé car, financier habile, homme rompu aux manœuvres politiques les plus subtiles, le roi belge n'était cependant pas capable d'organiser sur le terrain un état quatre-vingt fois plus vaste que le sien, et qu'il ne visita jamais, d'ailleurs.

Ensemble, ils forment une association extrêmement dynamique capable de venir à bout de toutes les difficultés, qui s'opposent à la réalisation de leur projet.

Des difficultés, il y en a.

Les grandes puissances européennes n'ont pas le temps de s'occuper du Congo, jugé à l'époque comme une immense terre stérile, mais elles n'entendent pas laisser les Belges s'y intéresser de trop près. Il faudra toute l'habileté de Léopold II pour détourner leur attention, les opposer les uns aux autres et finalement tirer parti de leur division.

Dans une période de « curée » internationaliste, l'entreprise originale de ces deux hommes apparaît donc bien sympathique.

A Bruxelles, Léopold doit affronter les Anglais, les Français et les Allemands. Le 24 avril 1884, il élimine la France en lui promettant un droit préférentiel au cas où l'Etat Indépendant du Congo serait vendu. Ce faisant, il met l'Angleterre et l'Allemagne dans l'embarras, car il est bien évident que ni l'une ni l'autre de ces grandes puissances ne tient à voir leur puissant voisin s'emparer du nouvel état. A Londres comme à Berlin, on en arrive donc à penser qu'à tout prendre, il vaut mieux laisser agir « la petite Belgique ». Ayant les mains libres de ce côté, Léopold II va s'attacher au tracé des frontières de « son Congo ». On lira avec intérêt l'ouvrage capital de M. Cornevin à ce sujet (2). Bornons-nous à remarquer que l'opération fut menée avec prudence et efficacité, presque toujours à l'avantage du roi des Belges.

A la suite de l'intervention du Président de la Confédération suisse, choisi pour arbitrer le différend franco-belge concernant le nord du Congo, la frontière du nouvel état fut fixée, d'un commun accord, sur l'Oubangui. Les Belges devront cependant céder devant certaines exigences françaises.

La frontière sud-ouest est fixée à l'avantage du Congo. Celle délimitant la Rhodésie et le Katanga est délimitée par l'emploi conjugué de la diplomatie et de la force.

En revanche, Léopold II subira une cuisante défaite au nord-est du Congo, les Anglais lui ayant fait savoir catégoriquement qu'ils s'opposeraient à toute tentative de pénétration au Bahr-al-Chazal.

Le Congo indépendant fut reconnu par l'ensemble des grandes puissances (Etats-Unis en tête) en 1885, lors de la conférence de Berlin.

Restait à mettre en valeur cet immense territoire.

LE CONGO BELGE = UNE FERME MODELE.

Nous ne nous étendrons pas sur ce qu'a été la colonisation belge au Congo. Ce que les Belges avaient fait dans cet état sauvage est tout simplement magnifique. Certes, il y aurait beaucoup d'observations à faire sur les méthodes employées avec les Indigènes, qui ne furent pas toujours très correctes... Mais les Belges n'étaient que des hommes ayant à affronter des difficultés qu'il est difficile d'imaginer si l'on ne connait pas le pays et les Noirs qui l'habitent.

Malgré cela, ce qu'ils réalisèrent en soixante-dix ans est stupéfiant (E).

A la fin du siècle, les Arabes qui écumaient le Congo sont écrasés après une série de sanglantes batailles. Le Congo avait toujours été pour eux un réservoir d'esclaves. L'armée belge mit un terme à leurs activités.

Puis, on mit sur place une administration responsable, travaillant en étroite collaboration avec les chefs indigènes. Une infrastructure fut rapidement organisée. Les premiers colons belges ne tardèrent pas à s'installer en même temps que des mis-

sionnaires et des médecins qui assurèrent le développement des œuvres sociales, éducatives, et luttèrent contre les maladies épidémiques.

Bref, en quelques dizaines d'années, le Congo était devenu une ferme modèle, où l'indigène était considéré comme un enfant gâté, un peu « irresponsable » oserais-je dire, mais en tout cas heureux et bien traité.

La politique belge, à l'égard du Noir, était paternaliste. On l'a assez répété. En résumé, les Belges pensaient que les Indigènes avaient un retard à combler et qu'il fallait un certain temps pour que les plus évolués puissent atteindre le niveau intellectuel et moral des colons blancs. Les plus optimistes pensaient que vingt ans étaient suffisants, les plus pessimistes en prévoyaient cinquante. Optimistes et pessimistes se trompaient. Ils se trompaient dans leur raisonnement, car ce que les Belges n'ont jamais compris c'est qu'un Noir du Congo n'est et ne sera jamais ni un Wallon (quoi qu'en disent les Flamands), ni un Flamand (quoi qu'en disent les Wallons). Jamais les Congolais ne « rattraperont » les Blancs parce qu'ils ne sont pas engagés sur la même voie que ceux-ci. Et puis, ils se trompaient parce que le Congo n'était pas un vase clos dans lequel on pouvait tenter en toute sécurité n'importe quelle expérience. La France, sur l'autre rive du Congo ou de l'Oubangui, par inconséquence, par idéalisme parfois, ou tout simplement par sordides combines politiques, allait accélérer dangereusement le cours de l'histoire.

Une anecdote fera mieux comprendre.

Au Congo, les relations sexuelles entre Européens et femmes noires étaient rares. Celles entre femmes blanches et Noirs l'étaient encore plus (je n'ai personnellement connu qu'un scandale de ce genre). Mais au Congo français, tous les anciens combattants indigènes racontaient leurs aventures avec des Françaises et un instituteur congolais que je connaissais bien me disait, l'air extasié : « Quand même, je voudrais bien habiter le Congo des Français ».

Plus grave encore fut la conduite des femmes de colons en territoire français. Leur arrogance ou leur laisser-aller envers les Indigènes causèrent un tort irréparable à la colonie, et indirectement au Congo belge.

Le Congo vécut heureux cependant jusqu'en 1953, date à laquelle éclata l'incident de Faradjé.

LE COUP DE SEMONCE DE FARADJE.

En 1953, les Belges, inquiets, commencèrent à comprendre que le vent de la décolonisation ne les avait pas épargnés. « La colonie modèle et heureuse... », « le bon rire belge des Noirs... », de tout cela, les Communistes allaient s'occuper avant longtemps. C'était l'époque où la « Sûreté » tentait vainement de dépister les « agents marxistes » qui franchissaient secrètement

la frontière d'Ouganda. Pourtant, peu de colons croyaient réellement à la menace rouge ; la guerre qui, alors, faisait rage au Kénya leur semblait être un phénomène purement local, dû à « l'incapacité du colonisateur britannique ».

Et pourtant... aucun pays africain n'était plus vulnérable que le Congo, avec ses frontières extérieures tracées en dépit du bon sens et au gré des intérêts étrangers les plus divers, ses provinces sans unités géographiques, souvent inviables du point de vue économique, jalousées les unes des autres et réunies par la force à un pouvoir central déjà chancelant (3)... En outre, plus grave encore que la trop grande inégalité des pouvoirs d'achat entre Noirs et Blancs, fut la maladresse dont firent preuve les Belges dans leurs relations avec les Indigènes en général, et les évolués en particulier. On ne peut pas tout à fait donner tort à Lumumba lorsqu'il affirme : « Nous avons dû subir les ironies et les insultes parce que nous étions des Nègres ». Ceci n'était pas important au début de la colonisation, mais devint dangereux peu avant l'indépendance. Et je dois ajouter par souci de vérité que les Wallons, dans ce domaine, se révélèrent beaucoup plus maladroits que les Flamands qui se montrèrent durs avec les Noirs, sans toutefois porter atteinte à leur dignité.

Enfin, la situation devint catastrophique lorsque les Noirs s'aperçurent que, peu à peu, l'angoisse du Blanc faisait place à la peur. Dès 58, des scènes navrantes eurent lieu dans les grandes villes du Congo. Des Blancs furent insultés, frappés par des Noirs sous des prétextes des plus futiles et, chaque fois, le Noir eut le dernier mot.

C'est dans cette atmosphère lourde, étouffante même, qu'éclata le premier coup de semonce de Faradjé.

Déjà, quelques années plus tôt, on avait assisté à une sanglante guerre tribale opposant les Baloubas et les Loulouas. L'intervention communiste ne fut peut-être jamais prouvée, mais à Faradjé, elle est certaine. Aux frontières nord-ouest du Congo vivent de nombreux Swahilis, arabisés, descendant des négriers. Ces Indigènes sont restés étroitement dépendants du point de vue culturel des Noirs de la côte où abondaient alors les agents subversifs. Le soulèvement de Faradjé, bref, mais très violent, fut rapidement écrasé. Mais, pour la première fois, on vit au Congo de longues colonnes de réfugiés blancs fuyant vers le Sud-Ouest, et ceux qui furent témoins de cet exode comprirent que la fin du Congo belge était proche.

INDEPENDANCE.

Le mot indépendance avait été lâché, les scènes de violence redoublèrent. Les leaders noirs furent acculés à la surenchère sous peine d'être politiquement distancés par le président des évolués : Patrice Lumumba, lequel promettait n'importe quoi aux électeurs (4).

Le règne de Lumumba, parvenu au pouvoir grâce à la maladresse des Belges, fut court. Les conséquences de ce règne furent incalculables. Politisant les oppositions naturelles, Lumumba ne put que les aggraver en les actualisant.

Lumumba, me disait récemment un de ses amis, M. Gerlache, qui a bien connu l'ancien leader du MNC (5), était un charmant garçon, mais ulcéré par les brimades dont il avait été l'objet de la part des Blancs. Sa rancœur maladive vis-à-vis de l'ex-colonisateur devait le pousser à commettre les pires sottises lorsqu'il fut au pouvoir. S'il n'hésita pas à vendre aux Américains le développement économique de son pays pour 100 milliards de francs congolais (6), il traita par ailleurs avec les Communistes dont il devint très vite un agent d'exécution (7).

Mais les Communistes avaient, d'une part, surestimé la valeur de leurs partisans congolais, plus préoccupés de se servir du Marxisme que de le servir ; plus anti-blancs que prochinois. En outre, ils ne tinrent pas compte de la capacité de résistance de l'Occident et surtout de l'Union minière, laquelle n'entendait pas se laisser évincer du Katanga. Enfin, ils méconnurent un grand homme d'état dont on n'a certainement pas fini d'entendre parler malgré son éclipe actuelle : MOISE TSCHOMBE, lequel est irréductiblement opposé au Marxisme.

Cependant, la mort de Lumumba fut bénéfique pour tous. L'expostier avait fait trop de promesses aux foules congolaises. L'avenir politique de tous ses co-équipiers se trouvait ainsi compromis. Sa mort arrangea tout le monde car, alors, il fut possible aux foules excédées par la misère : « Si Lumumba avait vécu... ». En un mot, la mort d'un homme médiocre eut pour conséquence la naissance d'un mythe redoutable. Lumumba est donc devenu un puissant levier révolutionnaire pour les Communistes pour lesquels le leader congolais était peut-être un agitateur valable, mais un homme politique sans envergure.

LES COMMUNISTES JOUENT ET GAGNENT.

Fin 1964, la situation se présente comme suit : les Communistes ont compris qu'ils ne peuvent déclencher au Congo une action d'envergure. En outre, ils savent que la décision ne peut plus être emportée dans les grandes villes, car Tschombé, qui est sorti de son exil volontaire, pèse de plus en plus sur l'avenir du pays. Militairement, les rebelles sont battus partout. La situation économique, sans être brillante, n'est plus si mauvaise. Mis en confiance par le retour du leader katangais, les Européens

commencent à revenir. Une action d'envergure est donc décidée par un comité révolutionnaire comprenant Soumialot, Gbenyé, Moulélé, Olenga. Elle aura pour théâtre la Province orientale, où les rouges comptent de nombreux partisans en raison du désastre économique qui règne dans cette région. En outre, du point de vue stratégique, la Province orientale se prête à la guerilla, car elle est en partie couverte par d'immenses forêts et sa frontière est adossée, à l'est, à celle du Soudan et du Burundi, pays alors pro-communistes.

L'armée rebelle est constituée par des déserteurs de l'ANC (armée nationale congolaise), encadrée par des « techniciens » formés en pays de l'Est et par des mercenaires venus du Burundi. Des bandes de primitifs, levées par les insurgés lors de leur passage, se joindront aux rebelles, mais ne tarderont pas à se soulever contre eux la plupart du temps pour de sordides questions d'intérêt.

On sait comment cette armée hétéroclite s'emparera de Stanleyville, mettant toute la Province à feu et à sang.

Les rebelles ne cherchent pas cependant à s'accrocher à la ville qu'ils savent bien trop dépendante de Léo pour résister longtemps à l'étreinte des troupes gouvernementales, et surtout au blocus. Gbényé, qui a écarté Soumialot, cherche à attirer l'attention mondiale sur la représentativité de son gouvernement (8 septembre 64), et à chasser par la terreur et la violence les derniers Blancs qui vivent encore au Congo afin de compromettre l'avenir économique du pays. La perte de Stan ou même de toute la Province n'a aucune importance pour les Communistes, dans la mesure où la situation sociale et économique se dégradant, les Indigènes restent à tout moment réceptifs aux slogans marxistes.

C'est la raison pour laquelle on peut affirmer que les Communistes ont marqué un point. D'une part, la situation économique est définitivement compromise et, de l'autre, l'éviction de M. Tschombé par Kasa-Vubu est une faute politique qui lui coûtera son fauteuil présidentiel, sinon la vie.

En éliminant, ou plutôt en tentant d'éliminer Tschombé (car on reparlera de lui, soyons-en sûrs, et cela malgré la complicité d'une presse mondiale qui tente en ce moment de reléguer dans l'oubli l'homme fort du Congo), en tentant d'éliminer Tschombé, ai-je dit, Kasa-Vubu semble avoir voulu réaliser une triple opération :

— D'abord, il a cherché à éliminer un redoutable concurrent pour les élections présidentielles du printemps prochain. Il est évident qu'il va tenter l'impossible dans les mois qui viennent, pour présenter la réussite indéniable de l'ex-gouvernement congolais comme le résultat de son travail personnel. Et les Communistes qui n'ont pu écarter Tschombé par la force jouent le jeu. Il suffit de constater le silence total dont fait preuve la presse internationale autour de M. Tschombé pour se rendre compte à quel point le Monde est déjà empoisonné par le Marxisme. L'observateur le moins attentif ne peut que constater une fois de plus la collusion qui existe entre Communistes et Internationalistes, bien décidés à éliminer tout nationalisme authentique au seul profit de puissances incontrôlables.

Ce faisant, les Communistes espèrent bien abattre, à la fin, les capitalistes apatrides et ceux-ci entendent en fin de compte l'emporter à la longue sur ceux-là. Mais tous deux sont d'accord pour barrer la route à Tschombé qui reste le seul danger qui les menace. Certains objecteront que Tschombé, qui fut l'homme de l'Union minière, ne saurait constituer un danger pour les Internationalistes. Cela ne tient pas si l'on considère la nature des rapports qui existent entre Tschombé et les trusts miniers « belges ». On a beaucoup plus l'impression que le leader katangais a enchaîné ces trusts au char de l'Etat. De toutes façons, les trusts américano-suédois jouent un rôle bien plus redoutable et nous aurons l'occasion de revenir sur cette question (A1).

— Pour en revenir à Kasa-Vubu, ce dernier espère bien renouer avec certains états d'Afrique noire, comme le Congo-Brazza par exemple. Il est bien évident que la personnalité de M. Tschombé et la richesse du Congo Léo sont telles qu'en aucun cas des chefs d'état médiocres n'auraient pu envisager un resserrement des liens avec un leader capables d'unifier l'Afrique sous sa direction.

— Enfin, l'essentiel ayant été fait contre les rebelles qui ne sont plus guère représentatifs que dans quelques recoins du territoire, mais restent puissants à l'étranger en raison de l'aide qu'ils reçoivent des Communistes, Kasa-Vubu va essayer de jouer les réconciliateurs sur le dos du leader katangais. Certes, il se réserve ainsi le beau rôle car que serait-il sans Tschombé ? Un Président en fuite dans quelque capitale d'Europe...

Mais il n'est pas besoin d'être prophète pour prévoir la suite des événements.

D'une part, Moïse Tschombé n'est pas homme à se laisser évincer et il dispose, au Congo comme au Katanga, de l'appui d'une immense majorité de la population qui lui fait confiance. On a critiqué le leader katangais parce qu'il n'a voulu accepter aucun poste dans le nouveau gouvernement. Regrettons que certains de ses amis l'aient abandonné car le jeu de Tschombé est simple. Il sait que l'avenir de son pays est gravement compromis par l'attitude peu réaliste de Kasa-Vubu et ne tient pas à être mêlé à ce qu'il considère déjà comme un échec Il est de fait que le gouvernement de M. Kimba va permettre aux « Rouges » de se remettre en selle et que les Européens, qui avaient confiance dans l'ancien gouvernement, ne tarderont pas à se désengager de l'imbroglio politique congolais (B).

Une fois de plus, nous retrouvons en présence les mêmes puissances : Internationalistes et Communistes s'affrontent au Congo sans que l'Occident, abusé par la propagande, soit en mesure d'intervenir efficacement.

La situation est arrivée à ce point critique. Si l'Occident cesse son double jeu et protège enfin ses alliés, non plus seulement ses marchés, s'il cesse de croire à la fatalité du Marxisme, s'il comprend enfin que la troisième guerre mondiale est déjà commencée et s'il accepte de relever le défi que lui lance au Congo le parti communiste : alors la situation qui menace de se détériorer peut encore se renverser en sa faveur.

Dans le cas contraire, la chute de Tschombé signifie la communisation totale du Congo à brève échéance car Kasa-Vubu n'est pas de taille à s'opposer longtemps aux visées impérialistes de

Pékin. Par voie de conséquence, la reprise de la guerre subversive en Angola est probable. La chute de l'Angola entraînerait celle du Mozambique, pour la simple raison que cette chute entraînerait celle de Salazar, ciment de l'unité portugaise. Avec la « libération » du Mozambique, la Rhodésie du Nord trouverait enfin un débouché sur la mer et, de ce fait, le Président Kaunda, relativement modéré, devrait céder sa place à l'équipe communiste qui déjà attend dans l'ombre. Les conséquences indirectes en Tanzanie seraient immédiates (A) et au Kénya, Oginga Odinga, qui a joué une partie de son avenir politique sur la résolution des problèmes économiques qui se pose actuellement la Rhodésie du Nord, verrait son autorité renforcée.

L'effondrement de la résistance portugaise en Afrique signifierait l'isolement de la République sud-africaine contre laquelle 100 millions d'Africains fanatisés se dresseraient bientôt.

L'Afrique inquiète observe ce combat, aujourd'hui politique, puisque la rébellion armée n'est plus. Le Continent noir craque et vacille, menaçant à tout instant de retourner au chaos. De toute part, des Africains lucides appellent les Blancs à leur aide. Et ce faisant, *même s'ils ne le savent pas encore, ce sont les Nationalistes européens qu'ils appellent*. Or, nous savons qu'il n'est pas bon, qu'il n'est pas souhaitable que les Blancs agissent directement en Afrique. Il faut trouver et aider ceux des leaders africains capables, d'une part, de redresser la situation politique et sociale en Afrique et, de l'autre, de barrer la route à la dictature rouge.

Tschombé est un de ces hommes, quels que soient les points de désaccord qui existent entre lui et nous, il est nécessaire de lui venir en aide.

Si l'ex-leader katangais était vaincu, d'une façon ou d'une autre, à moins d'événements imprévisibles et sur lesquels il ne faut pas trop compter, l'Afrique tout entière finirait par basculer dans le camp communiste et les jours de l'Occident seraient alors comptés.

Notes

I) Epoque contemporaine. L. Genet (Ed. Hatier).
G) Voir notice géographique sur le Congo.
2) Histoire du Congo-Léo de M. Cornevin. Ed. Berger Levrault.
E) Voir notice économique sur le Congo à la fin du numéro.
3) Un exemple : Lors du tract de la frontière séparant la Rhodésie du Katanga, les spécialistes belges firent un peu trop boire les Angalis et en profitèrent pour inclure la plus grande partie des mines de cuivre à l'intérieur de l'Etat indépendant du Congo. On ne tint naturellement pas compte du sort des indigènes.
4) Des mois avant l'Indépendance, des hommes du parti de Lumumba vendirent ferme, la femme, les enfants, la maison, la voiture et les terres de colons belges. On alla même jusqu'à promettre que les Noirs deviendraient blancs s'ils élisaient Lmumba.
5) Mouvement National Congolais. Dirigé par Patrice Lumumba, il comprenait Mobutu, actuel général commandant les troupes de l'Armée nationale congolaise et Alphonse Songolo. Son programme exigeait l'indépendance immédiate.
6) Lire l'ouvrage sur RIVONIA qui sortira prochainement aux Eds Sept Couleurs. Consulter la revue "Documentation des deux Mondes" de Mars 1962.
A1) Les problèmes que posent les ingérences capitalistes au Congo seront traités ultérieurement dans "Défense de l'Occident".
B) Note biographique et politique à consulter à la fin du numéro.
A2) Le problème très important de la voie ferrée que les Chinois projettent de construire et reliant la Zambie au Tanganyika sera également traité dans "Défense de l'Occident".

III

Peut-on encore sauver le Congo ?

Dans un excellent article publié par le journal « Le Monde » (1), Jean Ziegler nous explique que rien ne va plus au Congo ex-belge depuis que les Blancs ont quitté ce pays. « La misère s'est installée partout, la famine tue des centaines d'enfants chaque semaine, les denrées alimentaires les plus indispensables sont inabordables à la population, l'autorité de Pouvoir Central est pour le paysan du Kivou aussi mystérieuse et lointaine que l'Equateur pour un Esquimaud... ».

Tristes constatations faites par Jean Ziegler, mais qui ne sauraient étonner nos lecteurs (2).

J'ajoute que la nullité de la plupart des élites gouvernementales ou rebelles n'a d'égal que leur vanité, leur prétention, et surtout leur ambition. Voici quelques exemples (B) :

Adoula Cyrille, intellectuel prétentieux, ulcéré d'avoir été écarté d'un Pouvoir qui ne lui appartenait déjà plus. Il est l'auteur de ce « plan pour la paix » qui est un chef-d'œuvre de stupidité. Pour résoudre les problèmes qui se posent à son pays en pleine anarchie, Adoula propose entre autre de donner le nom de Lumumbaville à Stanleyville afin d'honorer Patrice. Un Patrice contre lequel il lutta d'ailleurs jadis avec acharnement.

Gbenyé Christophe, probablement le plus intelligent des rebelles et, en tous cas, le plus résolu. Lui, il est tout à fait d'accord avec Adoula... Lorsque son heure sera venue, il verra à transformer Lumumbaville en Lumumbagrad.

Kasavubu, Chinois énigmatique, capable, certes, mais dévoré par l'ambition et inquiet de la popularité grandissante de Moïse Tschombé.

Mobutu, général commandant l'armée congolaise. Des mercenaires européens et sud-africains le disent intelligent et déterminé dans sa lutte contre les rebelles. Pourtant, il parait probable que Tschombé ne put être écarté du Pouvoir que grâce à l'appui qu'il prêta à Kasavubu.

Soumialot, le prophète... L'homme qui affirma devant les caméras de télévision : « Lumumba a dit qu'un homme plus grand que lui viendrait. Je suis cet homme ».

Ajoutons qu'une situation économique désastreuse règne dans certaines provinces touchées par la rébellion. Les colons et les administrateurs ont fui, laissant un pays complètement désorganisé.

Ce dont on peut être certain, c'est que l'ensemble de la population est lasse des intrigues, des violences, et cherche un chef. Celui qui rétablira l'ordre et donnera à manger aux Congolais est assuré d'être suivi par la population (3).

Or, il parait évident que Moïse Tschombé est le seul Congolais capable de rétablir la situation. Certes, l'ex-leader katangais n'est pas un être parfait... Son extraordinaire capacité de manœuvrer ses adversaires le rend suspect à ses amis. En outre, il est évident que la propagande communiste a su admirablement rendre Tschombé douteux en le présentant comme l'homme des mines du Haut-Katanga (M. Tiroir-caisse). Mais douteux ou non, nul ne peut nier que Tschombé est l'homme fort du Congo et qu'il est résolument anti-communiste. Les intrigues des politiciens de Léo l'ont provisoirement écarté du Pouvoir, mais on peut être assuré qu'aucun d'entre eux n'est capable de gouverner le pays. Si, pour une raison ou pour une autre, Tschombé ne parvenait pas à reprendre les choses en main, le Congo retomberait tôt ou tard dans l'anachie, la guerre civile précéderait de peu la prise du Pouvoir par l'équipe rouge de Soumialot ou de Gbényé.

RAPPORT DES FORCES EN PRESENCE AU CONGO.

Dans les pays qui ont arraché militairement leur indépendance, l'armée, née des bandes terroristes, et les syndicats politisés la plupart du temps par les leaders révolutionnaires, constituent les seules forces valabes après le départ de l'ex-colonisateur.

Au Congo, pays qui n'a pas connu la guerre d'indépendance, la situation est un peu différente.

L'ANC (armée nationale congolaise), formée en majeure partie par des éléments venus des anciennes « Forces publiques », est relativement peu politisée. Bien payée, choyée par le Pouvoir, elle est un instrument docile entre les mains de Mobutu et restera à son service, je le répète, jusqu'au jour où un jeune officier congolais se dégagera et s'emparera de ce puissant levier révolutionnaire.

Intégrés théoriquement à l'ANC, on trouve en outre les éléments fortement politisés de l'ancienne gendarmerie katangaise et les anciens mercenaires étrangers (aujourd'hui, eux aussi, intégrés dans l'ANC). Ces deux forces sont généralement fidèles à Moïse Tschombé.

Il n'y a pas au Congo de syndicats bien organisés et capables par exemple de déclencher actuellement une grève générale.

Mais dans ce pays, où les rivalités provinciales ont toujours été très vives, trois cités s'opposent et l'on peut dire qu'autour de ces villes se sont cristallisés les grands courants politiques. Et la situation dans ces cités est d'autant plus tendue que des dizaines de milliers de chômeurs sont venus s'installer, depuis l'indépendance, dans les énormes banlieues, espérant trouver du travail.

Compte tenu de tout ceci, on peut distinguer au Congo trois forces capables de jouer un rôle de premier plan dans l'orientation politique du pays.

— Appuyé par Léopoldville, capitale du peuple bakongo dont il est le leader, Kasavubu peut compter, du moins en ce moment, sur le général Mobutu. Les deux hommes redoutent la popularité croissante de l'ex-leader katangais et ne se sentent pas assez forts pour l'affronter isolément. D'où leur entente provisoire. On peut trouver surprenant qu'un homme aussi intelligent que Mobutu n'ait pas compris qu'il serait éliminé par Kasavubu dès que la situation intérieure le permettra. Car il est évident que ce jeune officier, utile, voire même indispensable aujourd'hui deviendra vite gênant, à moins qu'il n'élimine lui-même le Premier Congolais.

Enfin, derrière Kasavubu, on peut trouver une équipe de politiciens qui ont joué sur lui leur carrière politique. Il parait évident qu'ils ne sauraient, de ce fait, constituer un élément solide, car ils finiront par se ranger du côté du plus fort. Kasavubu bénéficie également de l'appui provisoire des Communistes qui voient en lui une étape dans la conquête du Pouvoir.

— Face à Kasavubu, on trouve Tschombé s'appuyant, lui, sur Elisabethville et les populations du Katanga, et plus généralement sur tous les Congolais las de la « Pendance » et qui voient dans Tschombé l'homme fort capable de ramener la paix et la prospérité, et surtout de les réconcilier avec l'ex-colonisateur.

L'ex-leader katangais peut également compter sur ses gendarmes et sur une partie des mercenaires. En outre, les Européens, qui sont restés au Congo, lui font en général confiance, ainsi que certains milieux financiers occidentaux. Mais il convient de ne pas exagérer le soutien que peuvent lui apporter des capitalistes qui « attendent et observent », bien décidés à trahir « Monsieur Tiroir-caisse » si leur intérêt l'exige. La « Haute finance », déjà convaincue de la victoire finale des Communistes, ménage généralement ses intérêts à gauche.

Enfin, Tschombé est soutenu par des politiciens « en place », qui n'entendent pas céder la leur à l'opposition vacante.

— La troisième force qui s'appuie, elle, sur Stanleyville (7), comprend les rebelles divisés maintenant en deux groupes : les partisans de Gaston Soumialot et ceux de Christophe Gbényé. Ces leaders rebelles bénéficient bien entendu de l'aide des pays communistes et de certains pays africains (Congo-Brazza, Tanzanie, etc.). Au Congo, leur prestige a considérablement baissé depuis les tueries de Stan qui ont été sévèrement jugées par la population. Leur déroute militaire a, semble-t-il, achevé de les discréditer auprès des Congolais. Mais il est à craindre qu'ils regagnent du terrain si Tschombé reste trop longtemps éloigné du Pouvoir.

LA RE-COLONISATION DU CONGO EST NECESSAIRE.

« Le Monde » nous affirme qu'au Congo, la re-colonisation au niveau des planteurs et des assistants techniques est acceptée par la plupart des Congolais, mais que cette recolonisation entraîne dans son sillage un néo-colonialisme inquiétant. J'ai longuement traité la question du colonialisme dans ce numéro (4). D'autre part, dans RIVAROL (5), j'avais déjà, il y a un an, affirmé que la re-colonisation était nécessaire et qu'elle serait d'autant plus acceptée que les colons, au sens propre du terme, n'ont jamais été mal vus des Africains. Travaillant au milieu des Noirs, partageant leur vie, parlant leur langue, le colon était en général considéré come un père par les Indigènes. A cause de la propagande communiste, ils ont servi de « bouc émissaire » et ont été rendus responsables des abus qui ont presque toujours été commis par les fonctionnaires de l'administration coloniale (6).

Le principe de la re-colonisation étant admis, voyons dans quels secteurs doit s'exercer l'autorité des Blancs. Remarquons tout de suite qu'entre tous les Européens, les Belges restent les plus capables d'achever l'œuvre colonisatrice commencée par leurs aînés, il y a plus d'un demi-siècle.

Trois problèmes doivent être résolus au Congo :

Ce pays doit avant tout retrouver une stabilité politique, laquelle, je le répète, ne peut être garantie que par le retour de Moïse Tschombé. Mises à part, les intrigues politiques fomentées à l'étranger, les rebelles n'ont aucun pouvoir et ne représentent rien au Congo. L'armée nationale congolaise doit poursuivre le nettoyage du pays sans se préoccuper des gémissements et des menaces de la « conscience universelle ». En Afrique, c'est toujours le plus fort qui a raison.

Mais la victoire de l'ANC suppose une refonte totale de cette armée.

On sait que le Congo possède trois forces militaires distinctes.

L'armée nationale congolaise aux ordres du Général Mobutu.

L'ancienne gendarmerie katangaise, fidèle à Tschombé et mal intégrée dans l'ANC.

Enfin, la seule force réelle et véritablement organisée que constituent les mercenaires étrangers théoriquement intégrés dans l'ANC, mais qui sont pour la plupart fidèles à l'ancien leader katangais.

Cette armée doit être unifiée sous les ordres de Moïse Tschombé et placés sous l'autorité d'officiers belges dont la valeur et le courage ne sont mis en doute par personne au Congo.

De la résolution de ces deux problèmes dépend la résolution du dernier, c'est-à-dire la réorganisation de l'administration, puis de l'économie du pays.

Il est évident en effet que rien ne peut être fait au Congo sans l'armée qui doit pacifier définitivement le pays et *rétablir impitoyablement l'ordre* troublé par les Communistes afin d'empêcher tout redressement économique, ce qui rend les populations misérables, donc réceptives aux slogans marxistes. Entendons-nous bien. Si la clémence s'impose pour les malheureux

qui, talonnés par la misère, ont suivi les rebelles, elle est à déconseiller formellement en ce qui concerne les Communistes, lesquels doivent être mis hors la loi et traités sans aucune faiblesse.

L'armée peut seule permettre la réorganisation administrative de l'Etat en assurant le quadrillage systématique des provinces peu sûres. Elle reconstruira les voies de communication, les édifices publics, les villages et les villes détruits par l'insurrection. En un mot, elle fera, en plus du travail de rétablissement de l'ordre qui lui est propre, un travail de pionnier sans lequel la réorganisation économique du pays n'est pas possible.

La Belgique peut et doit, en accord avec le Gouvernement congolais, envoyer à nouveau dans ce pays des soldats paysans qui reprendront en main les exploitations abandonnées en 1960, après l'Indépendance.

Ajoutons que les négociations, jadis entreprises par les responsables congolais avec les partenaires du Marché commun, doivent être poursuivis car, du succès de ces négociations, dépend en partie la réussite de la re-colonisation du pays (A).

Certains lecteurs me diront que les Occidentaux, qui se désintéressent de plus en plus du Congo, n'ont aucune envie de retourner dans ce pays.

C'est très possible, mais je ne crois pas que nous ayons le choix. Car si les Belges, ou à la rigueur les Européens, ne veulent pas achever leur œuvre, alors les Chinois s'en chargeront et l'occupation du Congo par les Communistes de Pékin sera le dernier acte d'une tragédie qui finira avec la colonisation de l'Occident par la Chine. Le « Rideau rouge » tombera avant longtemps sur un univers de désolation et de ruines.

ROBERT ANDERS.

Notes:

1) Le Monde du 23 septembre 1965
B) Voir notice biographique
2) Situation que j'ai maintes fois décrite dans Défense de l'Occident, dans RIVAROL (3.12.64-4.4.64-21.1.65 etc..) ainsi que dans "Afrique africaine" Editions "Sept Couleurs".
3) Dans l'interview que m'avait accordée M. Gerlache, consul de France à Stanleyville, nous avions expliqué le désarroi dans lequel se trouvaient les Congolais ne sachant plus à qui obéir. M. Gerlache avait dit notamment : Oui, ils cherchent un chef et à l'heure actuelle, n'importe quelle nation, fut-elle européenne, parviendrait à s'imposer au Congo, pour peu que soient rétablis dans ce pays la paix et la sécurité. (RIVAROL du 31.12.64).
4) Voir l'article sur la Coopération.
5) Rivarol du 10 septlmbre 1964.
6) Lire dans "Afrique africaine" : "Le malaise colonial page 43 à 67.
A) Nous aurons malheureusement à revenir sur la question congolaise.

Pour ou contre la Coopération ?

Le peuple français est toujours prêt à suivre le plus médiocre des démagogues à la seule condition que celui-ci sache lui tenir un beau langage. C'est ainsi qu'après avoir approuvé sans réserve les expéditions coloniales camouflées pour la circonstance en croisades anti-esclavagistes, il vécut plus d'un demi-siècle fort satisfait de posséder l'un des plus vastes empires de la Terre. Puis, les mots « colonialisme », « auto-détermination », « décolonisation » firent doucement leur chemin et nous en arrivons aujourd'hui au « désengagement » de la majorité des Français à l'égard des Africains... En réfléchissant bien, on pourrait presque dire que les Français, vexés d'avoir été dupés, rendent les Noirs responsables de cet état de choses et s'enferment aujourd'hui dans un splendide isolement.

Or, à la vérité, nos compatriotes ont été, sont et seront toujours victimes des démagogues, parce qu'ils attachent trop d'importance *aux mots*, sans essayer de savoir quelle vérité se cache derrière telle ou telle formule qui frappe agréablement leurs oreilles. Combien de Français ont fait la distinction entre colonialisme et colonisation... entre racisme et ségrégation ? L'opinion publique n'est pas préparée à accepter l'indépendance de la Tunisie ? Qu'importe, puisqu'elle accepte d'un cœur léger « l'indépendance dans l'interdépendance ». Pourtant, les belles phrases n'effacent pas les réalités. La coopération franco-algérienne a peut-être atteint sa vitesse de croisière, mais un million deux cent mille Pieds-Noirs sont réfugiés en Métropole.

Aujourd'hui, l'aide aux pays sous-développés a ses partisans et ses détracteurs, mais combien d'entre eux jugent en connaissance de cause, et surtout en toute objectivité ? Des positions extrêmes sont souvent adoptées à la légère pour des raisons d'ordre sentimental.

En ce qui concerne l'Afrique, je pense qu'il faut poser le problème de la façon suivante :

1) Les Occidentaux peuvent-ils se permettre d'abandonner les Africains à eux-mêmes ?

2) Les Africains ont-ils une chance de sortir du chaos et, dans ce cas, comment les aider efficacement ?

3) La France seule peut-elle faire les frais du redressement de l'Afrique ?

SI L'OCCIDENT ABANDONNAIT L'AFRIQUE.

Depuis trente ans, l'Occident fait face à la plus formidable entreprise de démolition qui ait jamais été dirigée contre lui. Tandis que les Communistes maintiennent une extraordinaire pression sur ses frontières, les internationalistes, de l'intérieur, troublent les consciences, détruisent les valeurs et, en un mot, sapent la résistance morale des peuples blancs.

Répétons-le : Stalingrad, Berlin, Budapest, Dien-Bien-Phu, Alger, La Havane, Stanleyville sont les épisodes d'une seule et même bataille, mettant aux prises les mêmes adversaires : d'une part, les Communistes aidés par le Capital apatride et, de l'autre, l'homme blanc soutenant les Nationalistes décidés à s'opposer par tous les moyens à la mise en esclavage de leur patrie. Et le plus souvent nous ne savons pas aider ces peuples, parce que nous refusons de voir clairement les données du problème. Dupés par les Internationalistes, les jeunes Américains ont combattu les jeunes Allemands en s'alliant aux Communistes. Ils ont applaudi lorsque nos soldats ont capitulé à Hanoï et à Alger : « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... » Aujourd'hui, « Paris-Match », dans un reportage photographique saisissant, nous montre la souffrance et la mort des « Marines » dans la jungle viet-namienne. Mais ils portent, ces « Marines », le même uniforme vert des soldats de la Wermacht, de nos légionnaires, de nos parachutistes, et ils affrontent la même armée rouge... Ils sont trahis par les mêmes puissances internationalistes.

En Afrique, la situation est la même. Toutefois, contrairement à ce que l'on pense, rien n'est encore joué sur ce Continent. Nous pouvons encore gagner la partie à la seule condition d'être à la fois lucides et déterminés. Etre lucides, c'est connaître nos ennemis... C'est aussi avoir le courage d'abandonner notre confort moral pour les désigner sans équivoque. Etre déterminés, c'est les combattre intelligemment. « DEFENSE DE L'OCCIDENT » est là pour aider tous les Nationalistes dans leur lutte, et non uniquement les Nationalistes blancs. C'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas ignorer les vagues de nationalisme africain qui peuvent parfois, dans l'esprit de certains, menacer l'Occident, mais qui, en fin de compte, intelligemment guidées, peuvent le soutenir dans sa lutte.

En revanche, si les Blancs se désengageaient et cherchaient le salut dans un quelconque hexagone, il suffit de regarder une carte pour se rendre compte que la prophétie de Lénine se réaliserait très vite. Les Africains, livrés à eux-mêmes, seraient la proie des communistes et des capitalistes qui se livreraient sur

ce Continent à un combat acharné au désavantage de ceux-ci probablement. Quelle que soit d'ailleurs l'issue de cette bataille, l'Occident perdrait un point stratégique de premier plan, des ressources minières colossales et le découragement serait tel que les nations européennes ne sauraient résister longtemps à la formidable pression qui s'exercerait sur ses frontières.

Que le lecteur médite bien les prophéties de M. Houphouët-Boigny : « Ceux qui poussent les Chinois vers l'Afrique font un bien mauvais calcul, affirme le Président ivoirien, car aidés de nos richesses, ceux-ci déferleront comme un flot et balaieront l'Europe comme un fétu de paille ».

Une chose est en effet certaine, nous le montrerons dans ce numéro, nous en reparlerons inlassablement dans DEFENSE DE L'OCCIDENT : *Il n'est pas possible d'abandonner l'Afrique* sans sceller définitivement le destin du Monde blanc.

LES ROIS FAINEANTS.

Il faut avouer que cette Afrique décolonisée (le plus souvent grâce à l'aide de ceux qui, aujourd'hui, l'accablent), nous donne bien du souci. Combien de fois ai-je entendu d'authentiques nationalistes me dire : « Il n'y a rien à faire avec les Noirs, il faut les laisser se débrouiller ». C'est un point de vue, mais je doute que les Chinois soient du même avis.

Certes, tout le monde est à peu près d'accord sur un point : Cinq ans d'indépendance assistée se soldent par un échec retentissant. En Afrique, la misère est partout : la famine tue maintenant des dizaines de personnes chaque jour. Les grandes épidémies que l'on croyait à jamais disparues ravagent à nouveau les régions insalubres du Continent (la peste au Congo par exemple). Les paysans les plus privilégiés en sont revenus au stade de l'économie de subsistance. Les autres vont grossir le flot des chômeurs autour des grandes cités. Ensemble, ils attendent que les affaires reprennent, comme on le leur a promis.

De leur côté, les leaders en place se promènent d'une capitale à l'autre, signent des traités aussitôt remis en cause, s'allient avec les uns, se regroupent avec les autres, se séparent, se réconcilient... cherchant dans les mots, les formules, les associations un remède au mal profond qui ravage leur pays.

En attendant, beaucoup plus « colonialistes » que ne le furent certains Blancs, ils rançonnent, pressurent les populations misérables écrasées par la dictature militaire ou celle du « Parti ». Les plus engagés ont d'ailleurs asservi leur patrie au Communisme ou au Capitalisme. Pour eux, le « non-alignement », le « neutralisme positif » ne sont que prétextes à chantage ou à marchandage. L'O. N. U. et les grandes associations internationales ne sont que des marchés où l'on propose « sa voix » au plus offrant.

Sur place, ceux qui veulent s'en sortir font de la politique. Que pourraient-ils faire d'autres ? Le Gouvernement envoie à l'étranger les plus ambitieux. Ce qui n'empêche pas la formation d'un, deux ou même trois gouvernements en exil.

Nulle part, à quelques exceptions près, une solution n'apparaît dans un proche avenir. Le Colonialisme ? On n'y croit plus. Le Néo-Colonialisme ? On n'y croit guère. L'involution des races noires ? On commence à y croire sérieusement. Le Monde va jusqu'à reconnaître que, bon gré mal gré, la re-colonisation est acceptée par les populations congolaises.

Mais c'est précisément ici que l'observateur objectif se demandera malgré ces symptômes certains de désagrégation sociale, s'il n'existe pas une issue justement dans le cadre de cette re-colonisation. Car, enfin, soyons justes : les Africains ne se sont pas débarrassés du colonialisme et l'aide que nous leur attribuons ne pourra jamais permettre le redressement économique des états africains, car *elle est inadaptée* aux réalités sociales, politiques et économiques qui règnent actuellement sur le Continent.

LE COLONIALISME ENCHAINE ENCORE LES PEUPLES AFRICAINS.

Pour la commodité de cet exposé, je distinguerai ce qui constitue l'héritage du colonialisme et le colonialisme actuel qui est à opposer à la véritable colonisation. Remarquons d'ailleurs que si elle est acceptée par les Africains, la re-colonisation peut être considérée comme une forme, la plus extrême sans doute, mais la plus efficace de coopération.

— J'ai écrit dans « AFRIQUE AFRICAINE » (1) que le Continent noir a été partagé par les Européens en fonction d'intérêts personnels, compte tenu des facteurs économiques, stratégiques, etc., et sans jamais se soucier du sort de l'Indigène. Les races, les tribus, les familles même, furent ainsi arbitrairement divisées. L'emploi souvent obligatoire de la langue européenne du conquérant, incapable par ailleurs de traduire correctement la pensée africaine, aggrava cette situation. En outre, les Blancs dotèrent le pays de voies de communications « nationales » destinées à permettre le drainage vers la côte des richesses coloniales. Conséquence : ces réseaux sont impropres à servir aujourd'hui l'économie des états indépendants. De nombreux pays sont, de ce fait, presque inviables : le Niger, le Tchad, le Mali, la Haute-Volta, etc.

Et ce n'est pas tout. Avant la découverte de l'Amérique, les quelques comptoirs installés tout le long de la côte occidentale permettaient à des commerçants d'échanger l'ivoire, le poivre, l'huile de palme contre des étoffes, de l'alcool, etc. Mais au XVIIe siècle commença la traite des Noirs. En quelques années, des aventuriers accumulèrent des fortunes colossales en négociant des dizaines de milliers de malheureux capturés à l'intérieur du Continent par des bandes armées. Le résultat fut catastrophique : des pays entiers se vidèrent : certains comme par exemple le Gabon, la République centrafricaine resteront sous-peuplés, incapables faute d'hommes d'entreprendre aucune révolution économique.

En outre, on peut affirmer que, même après l'interdiction de la traite des Noirs, la présence de l'autorité coloniale fut souvent néfaste pour les populations africaines.

D'une part, le colonisateur introduisit une administration qui se surimposa à l'administration indigène et le plus souvent finit par éliminer celle-ci. Cela est mauvais, car les Africains avaient leurs lois, leurs coutumes inhérentes à leur race, à leur mentalité. « L'indigène a un comportement, des lois, une patrie qui ne sont pas les nôtres, nous dit Félix Eboué ; nous ne ferons son bonheur ni selon les principes de la Révolution française qui est notre Révolution, ni en lui appliquant le code Napoléon, qui est notre code, ni en substituant nos fonctionnaires à ses chefs, car nos fonctionnaires penseront pour lui et non en lui » (2). L'armature politique du pays fut ainsi brisée et, bien souvent, les masses africaines furent livrées à des politiciens incapables et en tout cas n'ayant aucune influence profonde sur les populations.

D'autre part, la répartition démographique des états fut bouleversée par l'exploitation systématique des richesses coloniales. Des grandes entreprises attirèrent les Indigènes hors de leur village et, au terme des contrats de travail, ceux-ci allèrent grossir le flot des inactifs concentrés autour des nouvelles cités. Ajoutons que ces cités, étrangères à la vie du pays, furent créées pour les Européens et, à quelques exceptions près, périclitent depuis la décolonisation.

Conséquence grave de cette détribalisation : l'équilibre démo-économique, qui existait dans la tribu et qui s'était maintenu tant bien que mal durant l'occupation européenne, est aujourd'hui rompu.

De tout ceci, on peut conclure :

D'une part, que la colonisation stoppa (certains diront retarda) l'involution de certaines races africaines. Le colonisateur blanc mit fin aux guerres intestines, à l'esclavage (après en avoir profité d'ailleurs), à la malnutrition et aux grandes épidémies qui ravageaient les régions insalubres. Mais on peut lui reprocher d'avoir compromis l'avenir africain en introduisant des facteurs de déséquilibre et d'avoir laissé les mains libres au colonialisme.

Aujourd'hui, les Africains se trouvent placés devant une situation extrêmement complexe et qui est en partie née de l'occupation coloniale.

La plupart des Etats sont inviables, je le répète, avec leurs frontières tracées en fonctions d'intérêts étrangers, leur systèmes de communications mal adapté à une économie régionale. Les richesses naturelles ont été partagées, les hommes divisés, souvent même opposés les uns aux autres. La langue européenne, les habitudes et les mœurs nouvelles, de même que les nouvelles lois, ont consolidé cet état de fait. Les tentatives de regroupement répondent à un désir de rétablir de grands ensembles économiquement viables. Mais ils se heurtent à des difficultés pour l'instant et pour longtemps encore insurmontables. D'abord, les leaders africains, jaloux de leur autorité, entendent bien prendre le commandement des nouveaux ensembles, chacun pour leur compte personnel. Ne nous moquons pas des Africains, car après

des années de conférences et de palabres ininterrompues, les Européens n'ont même pas été capables de construire leur marché commun. Ensuite, le découpage colonial a permis la naissance d'états qui restent un puissant facteur de division. Jamais, par exemple, le Maroc n'entrera dans un groupe comprenant la Mauritanie, puisque l'état chérifien revendique la Mauritanie comme partie intégrante de son territoire.

L'hygiène, la médecine, une meilleure alimentation, la « paix européenne » ont permis à certains états africains de se repeupler, mais ce repeuplement n'a fait qu'accentuer le déséquilibre humain existant déjà, à savoir : les régions agricoles sont restées sous peuplées au détriment des régions urbaines qui se sont encombrées. A cette surpopulation physique s'est ajoutée une surpopulation psychologique née de l'augmentation des besoins. Il est évident que, grâce aux moyens techniques favorisant la transmission de la pensée, grâce à l'instruction publique, les jeunes Africains d'aujourd'hui sont bien plus exigeants que ceux d'hier. Cet élément est peut-être le plus important de tous. Nous en avons longuement parlé dans « DEFENSE DE L'OCCIDENT » (3).

Enfin, aussi longtemps que toute forme de néo-colonialisme (déguisée ou non) n'aura pas cessé en Afrique, ce Continent restera divisé, et les dirigeants seront incapables de promouvoir la moindre réforme économique. Nous traiterons dans un autre article le problème du néo-colonialisme. Bornons-nous pour l'instant à dénoncer sans équivoque les ingérances étrangères dans les affaires intérieures de l'Afrique.

Capitalistes et Communistes, assez curieusement réunis, se livrent en ce moment, et par l'intermédiaire d'hommes de paille noirs, au pillage de l'Afrique et asservissent systématiquement les peuples africains. Car jamais, en dépit de ce que peuvent nous raconter les « décolonisateurs », l'homme noir n'a été aussi lourdement chargé de chaines. Certes, le drapeau tricolore n'est plus là et l'administrateur blanc est parti, mais l'Africain obéit à un fonctionnaire noir télécommandé de Moscou, de Pékin, de Washington ou de Tel-Aviv (E).

LES BASES DE LA VERITABLE COOPERATION.

Nous avons vu qu'il ne pouvait être question d'abandonner l'Afrique. D'une part, et quelles que soient nos chances de réussite, nous n'avons pas le droit d'abandonner les jeunes états africains. Nous nous sentons solidaires des Nationalistes africains et nous devons les aider à construire leur patrie, à libérer leurs peuples du colonialisme étranger. De l'autre, nous pouvons être persuadés que notre désengagement aurait pour conséquence le débordement de l'Occident par la Méditerranée. Lénine lui-même n'a-t-il pas affirmé : « L'Europe sera tournée par l'Afrique » ?

Ceci dit, les « inconditionnels » de la coopération se trompent quand ils prétendent qu'il suffit d'investir en Afrique, de faire des campagnes contre la faim, d'envoyer des techniciens pour redresser une situation catastrophique depuis l'indépendance. Cet argent, ces secours distribués à tort et à travers ne feront que prolonger l'agonie de la plupart des états africains sans soulager le moins du monde la misère des populations noires. Et comme se plaisent à le répéter les Marxistes : « Ces états deviendront communistes avec l'argent des Occidentaux ». Après s'être trompés eux-mêmes (car ce sont eux qui sont à l'origine de la décolonisation), ces « inconditionnels » dupent le contribuable en exploitant la générosité naturelle des Blancs. Mais à qui profite cette générosité ? Jadis, et pour employer la terminologie progressiste, les capitalistes pillaient les richesses africaines. Aujourd'hui, ils se sont adaptés très vite au sens de l'histoire et poursuivent en toute tranquillité leurs opérations par l'intermédiaire de « fonctionnaires noirs ». Un changement cependant. Durant la colonisation, certains états relativement prospères payaient en partie leurs fonctionnaires. Aujourd'hui, c'est le contribuable européen qui le paie. Le capitalisme international a donc fait un opération bénéfique. Un exemple : la Guinée est indépendante, mais Péchinet exploite toujours les richesses minières de ce pays.

En revanche, les partisans du « désengagement » se trompent lorsqu'ils refusent d'aider les états africains sous prétexte que cinq années de coopération n'ont mené à rien. Nous savons maintenant que s'il n'est pas possible de nier la sous-capacité des Noirs (je dirais, moi, difficulté d'adaptation à un univers qui n'est pas le leur), il faut tenir compte des difficultés presque insurmontables actuellement que posent à la fois *l'héritage colonial* et le *néocolonialisme*.

La solution existe. Elle suppose des efforts déterminés dans quatre directions.

— Premièrement, il faut d'une façon ou d'une autre mettre un terme au déséquilibre démo-économique qui existe dans la plupart des jeunes états africains. C'est ce que nous avons expliqué dans « DEFENSE DE L'OCCIDENT » (3).

Depuis cinquante ans en effet, un certain nombre de facteurs ont joué en faveur de ce déséquilibre.

Les bienfaits de la colonisation ont permis une repopulation souvent rapide dans certains états. Mais en même temps, on a augmenté les besoins des indigènes, ce qui constitue encore une véritable augmentation de population. Car, ainsi que le fait remarquer M. Bouthoul (4) : « Dans une société donnée, la simple aspiration à un niveau de vie meilleur correspond à lui seul à une augmentation de population (surpopulation psychologique) ».

L'instruction publique n'a rien arrangé dans la mesure où l'on a fait des bacheliers, et non des ouvriers et des techniciens. Car tout en restant improductifs, ceux-là ont des besoins plus importants que ceux-ci.

La concentration de la population dans certaines régions occupées par les Blancs a encore aggravé cette situation. Depuis la décolonisation, ces régions périclitent du point de vue économique et, chassés par la misère, les paysans s'y entassent, d'où une

surpopulation de ces régions urbaines et sous-population dans les campagnes.

En revanche, la production stagne depuis le départ des Européens. Il s'ensuit un déséquilibre que la coopération sous sa forme actuelle ne fait qu'accentuer, puisqu'elle procure sans cesse de nouveaux besoins sans permettre une augmentation réelle de la production, ou freiner l'accroissement démographique.

On envoie au Tchad un groupe de jeunes institutrices pour aider, éduquer les jeunes ménages tchadiens et lutter contre l'analphabétisme. Dans deux ans, lorsqu'elles reviendront en France, elles auront tout simplement introduit « une aspiration à un niveau de vie meilleur », sans avoir modifié la capacité de production qui restera inchangée. Par leur aide généreuse certes, mais *inadaptée* aux nécessités profondes du pays, elles auront aggravé le déséquilibre démo-économique. Le contribuable français sera obligé de payer de sa poche les nouvelles exigences qu'elles auront fait naître. Il est évident qu'ayant appris à lire, par exemple, les Tchadiens chercheront à se procurer des livres, des revues, qui élargiront leur horizon et créeront de nouveaux besoins. Mais la production ne suivant pas, comment pourront-ils satisfaire ceux-ci ?

Au Congo, les Belges ont été vaincus par les intrigues des « Clercs », non par l'hostilité de l'ensemble de la population. Les Belges avaient très bien compris qu'avant de créer des intellectuels, il fallait donner un métier à chaque Congolais afin de leur permettre de gagner leur vie. Malheureusement, par soucis d'économie, beaucoup de sociétés, d'administrations ont embauché des employés de bureau indigènes. Dès lors, cette immense catégorie d'inutiles, aussi prétentieux qu'incapables, se croyaient d'emblée en mesure de remplacer les Blancs et de gouverner le Congo. Ce fut le cas de Lumumba, modeste postier qui présida un temps l'association des « évolués » de Stan. Dans l'esprit des Belges, le Noir pouvait être classé comme évolué s'il savait lire et écrire. En réalité, tous les Noirs, qui ne travaillaient pas de leurs mains, possédaient une chemise blanche et des lunettes fumées, se considéraient comme des « super-citoyens » et entraient vite en conflit avec le Blanc. D'ailleurs, les insurgés de Stan ne s'y sont pas trompés puisque, comme me l'expliquait mon ami M. Gerlache, Consul de France, la première réaction des « Simbads » fut de massacrer impitoyablement tous les Noirs qui portaient une chemise blanche. Simple règlement de compte.

Pour conclure cette première partie, nous dirons avec M. Bouthoul (4) que : « ... Si l'irruption démographique se produit, planification et assistance s'engouffreront dans un tonneau des Danaïdes. Pourquoi les Nations assez évoluées pour diriger leur natalité abaisseraient-elles leur niveau de vie et se ruineraient-elles pour permettre à tel ou tel pays, de mentalité archaïque, de mener encore quelques dizaines d'années un train démographique démentiel ? »

« Des bienfaits en pure perte sont-ils vraiment des bienfaits ? Ils retardent l'échéance. L'explosion n'en sera que plus dévastatrice. Aucune planification n'est viable si elle ne porte en même temps sur les ressources et sur la population ; aucune assistance

n'est sérieuse si elle n'est assortie de conditions démographiques. Sans quoi les secours ressembleraient à des aumones distribuées au hasard, à des mouvements de pitié destinés à procurer un vague confort moral aux donateurs. »

— Le deuxième point sur lequel nous voulons attirer l'attention du lecteur, c'est qu'aucune coopération valable n'est possible si les entreprises internationalistes visant à coloniser l'Afrique ne sont pas mises en échec. Si la subversion communiste est la plus turbulente, la plus manifestement agressive, elle n'est pas la plus redoutable. Nous ferons le point de cette question dans un autre article.

— La coopération suppose avant tout des échanges humains entre l'Afrique et l'Occident. Ces échanges ne seront bénéfiques qu'à partir du moment où les relations entre Noirs et Blancs seront nettes. Or, elles ne le sont pas, loin de là.

Il convient tout d'abord d'éliminer toute forme de racisme dans la mesure où cette attitude postule un jugement de valeur sur la supériorité de telle race ou de telle civilisation. Les Africains ont une autre civilisation que la nôtre, une mentalité différente, mais ils ne sont pas « inférieurs ». Et si cela était, nous n'aurions pas le droit d'ajouter à leur inégalité naturelle une autre inégalité sociale, donc conventionnelle. Nous devons les aider dans la voie qui leur est propre. Nous sommes ensemble sur le même océan, mais nous ne sommes pas poussés par les mêmes vents.

Si le refus du racisme doit être définitif, la ségrégation doit être appliquée aussi longtemps que Noirs et Blancs n'auront pas recouvré leur dignité de race, c'est-à-dire leur âme. Car plus encore que le métissage biologique, nous devons redouter le métissage spirituel. Les Juifs l'ont bien compris, eux qui, depuis plus de trente siècles, n'ont jamais accepté le moindre compromis en ce domaine. Tuer par le métissage l'esprit de race, c'est tuer l'âme des peuples, c'est stériliser spirituellement et les rendre inaptes au grand combat pour la vie.

Le cas portugais sera analysé plus loin. Mais on peut dès maintenant se demander ce que deviendraient les populations des provinces d'Outre-Mer si la Métropole n'était pas là pour faire fonctionner l'immense appareil politico-administratif.

— Enfin, il faut bien admettre qu'en 1960, aucun état africain n'était mûr pour l'indépendance. Que les Blancs aient été directement ou non responsables de cet état de fait, c'est possible, mais leur désengagement ne s'explique pas pour autant. Abandonne-t-on un enfant à lui-même parce qu'il n'a pas été bien élevé par ses parents ? Il est toujours possible de critiquer les Belges au Congo, par exemple... J'ai moi-même, dans « AFRIQUE AFRICAINE », relevé quelques défaillances dans leur administration (1), mais il faut bien reconnaître que ceux qui, en réaction contre ces maladresses, ont exigé l'indépendance et le départ de la puissance coloniale, sont ou de froids calculateurs bien décidés à s'emparer des richesses congolaises, soit des irresponsables qui se sont profondément mépris sur le niveau d'évolution de l'ensemble des populations congolaises.

De toute façon, on peut être certain que ce pays ne sera sauvé que dans la mesure où, d'une façon ou de l'autre, l'œuvre entre-

prise par les Blancs sera achevée. Ce qui est vrai pour le Congo l'est pour la plupart des états africains qu'il faut re-coloniser. Il n'y a pas, à l'heure actuelle, beaucoup de paysans africains qui s'opposeraient au retour des Français. Les dirigeants lucides et honnêtes souhaitent, sans toujours oser le dire, la reprise en main, pour une période déterminée, des affaires intérieures de leur pays par le Blanc. N'oublions pas que les Congolais, par exemple, étaient partisans d'une simple autonomie interne pour cinq ans et que, seul, le démagogue Lumumba réclama l'indépendance immédiate. Ce qui obligea les autres leaders à lui emboîter le pas sous peine d'être distancés lors des élections car l'ex-postier de Stan promettait n'importe quoi aux masses primitives.

Tout ce qui a été fait en Afrique, on le doit à ceux qui ont jeté sur ce Continent déshérité la dure armature des volontés européennes. L'œuvre entreprise sera achevée par les Blancs ou l'Afrique est perdue pour les Africains. Ils seront à nouveau colonisés par les Chinois et tout laisse à supposer que d'ici quelques décades, le Continent noir, rapidement vidé de ses éléments autochtones, sera devenu un Continent jaune.

Que l'on comprenne bien. La re-colonisation, ce n'est pas le néo-colonialisme. Il ne s'agit pas de livrer l'Afrique et les Africains aux hommes d'affaires apatrides, sous prétexte de les sauver du Communisme. Ils auraient tout perdu au change. On se débarrasse plus aisément de la dictature rouge que de la finance internationale.

Mais ici, on ne manquera pas de me faire une objection : comment l'Occident, lui-même en partie colonisé par les Internationalistes, peut-il prétendre aider les Africains ? Je sais parfaitement que la solution des problèmes qui se posent à la jeune Afrique passe par la régénération et la libération de l'Europe. Mais je crois que les forces vives et encore libres des peuples blancs peuvent et doivent trouver un appui chez les éléments sains qui existent en Afrique, que nous devons *trouver... éclairer.

C'est pour cela que nous devons accepter le principe de la coopération, même si nous devons, ainsi que nous l'avons montré, en modifier l'application dans l'intérêt même des Africains et dans celui de nos contribuables.

ROBERT ANDERS.

Notes :

1) Afrique africaine. Ed. Sept Couleurs de Robert Anders.
2) Nouvelle politique coloniale de Félix Eboué, Brazzaville 1944.
3) Défense del'OccidInt No 52 : Article sur la Surpopulation.
4) Gaston Bouthoul : La Surpopulation Ed. Payot.
5) La Lettre "E" [illegible] économique en fin de numéro.

L'Afrique de demain

(I)

Le cas portugais

La colonisation portugaise en Afrique ne peut pas être comparée à d'autres types de colonisation parce que le Portugais est lui-même un personnage singulier dont le comportement est souvent différent du nôtre.

Le Français qui, toute question d'amour-propre mise à part, n'a pas tellement été éprouvé par une « décolonisation » que tout le monde désirait plus ou moins, ne comprend pas pourquoi les Portugais s'obstinent à ignorer le « sens de l'histoire ». Seule la dictature de Salazar, le primitivisme des Portugais et l'impression que la perte des colonies porterait un coup fatal à l'économie du pays, expliquent cette résistance, pensent certains de nos compatriotes.

Certes, le Docteur Salazar est un chef d'Etat peu ordinaire. Son inébranlable fermeté, lors des tragiques événements d'Angola, a eu un profond retentissement sur le moral des terroristes qui n'ont pas tardé à se diviser après l'échec de leur entreprise.

Si l'on appelle « évolués » ceux qui, comme le souligne le Président Salazar, « par subtilité, abandonnent leurs amis, rejettent leurs responsabilités, violent la parole donnée... », alors les Portugais sont bien des « primitifs ».

Mais il convient de rechercher pourtant ailleurs les raisons de cette obstination. Ne nous y trompons pas. Les Portugais n'ont pas relevé le défi en Angola parce que M. Salazar est à leur tête, mais on peut être certain que M. Salazar reste à leur tête parce qu'il a relevé le défi en Angola. Si le Président portugais avait cédé sous la menace terroriste (telle n'a jamais été d'ailleurs son intention), le peuple aurait immédiatement exigé sa destitution et réclamé sa comparution devant une « Haute-Cour » qui l'aurait sans nul doute inculpé de trahison. L'erreur incompréhensible de certains membres de l'opposition est de ne pas avoir compris que M. Salazar n'est que l'interprète de la volonté populaire quand il affirme : « Le Portugal africain peut être victime d'agression, mais il n'est pas à vendre ». Leur erreur,

c'est d'avoir été chercher à l'étranger des mots d'ordre, des slogans, des idées même qui n'éveillent aucun écho parmi les masses de leur patrie. Car un politicien qui, au Portugal, fera campagne pour « l'autodétermination » des territoires d'outre-mer ne peut plus être considéré comme « Portugais » pour la simple raison que le Portugal est un état plus continental, s'étendant à la fois en Europe et en Afrique, et peuplé de citoyens portugais, parlant la même langue, ayant les mêmes mœurs, la même religion.

Pour nous, Français, il nous est très difficile de comprendre la position portugaise parce que nous avons toujours considéré les habitants de notre empire comme des amis peut-être, mais avant tout comme des étrangers, plus encombrants qu'utiles. Qu'on le veuille ou non, et cela, malgré tous les efforts déployés par la propagande officielle, un Français se sentira longtemps encore différent d'un Noir, d'un Arabe ou d'un Vietnamien. Les intégrationistes tout comme les ségrégationistes prouvent, chez nous, par la violence de leur engagement, à quel point la notion de « race » est ancrée dans l'âme du peuple français. Pour les Portugais, au contraire, *la colonisation fut une rencontre missionnaire entre deux peuples différents*. Salazar affirma jadis : « Le Portugal devint ainsi un état unitaire, pluricontinental, multiracial, basé sur l'égalité des races ». Le mot « race » impliquant ici, non une opposition, mais une complémentarité. Cette complémentarité est vécue, selon Martin Prata, dans l'unité séculaire éthico-politico et socio-historique de la Nation portugaise. Depuis cinq siècles, les Portugais ont créé une société nouvelle, originale et stable.

Comment les Portugais ont-ils réussi où nous avons échoué ? La question est délicate. Je n'entends pas la résoudre. Au cours de mes voyages dans les porvinces portugaises d'Afrique, je n'ai pu que constater cette réussite (sans partager toujours le point de vue portugais d'ailleurs — et notamment en ce qui concerne la politique de métissage). De toutes façons, la réussite portugaise est indéniable et il faut bien chercher à comprendre les raisons de ce succès.

LE PORTUGAIS EST UN DES PLUS GRANDS AVANTURIERS DU MONDE.

Il m'est arrivé, au cours de mes voyages, de me trouver à la limite de ce qu'il convient d'appeler le monde civilisé, de ce monde qu'en Europe on appelle inconnu, parce qu'il ne nous est pas familier. L'étude de la « faune humaine » qui vit dans ces « no man's land » désolés est intéressante à faire. On peut classer sommairement ces aventuriers en trois catégories : ceux qui réussissent, ceux qui végètent, ceux qui retournent dans leur patrie.

En règle générale, ceux qui, dans ces régions déshéritées, abandonnent ou végètent, sont victimes de l'alcool ou du dépaysement. Ce sont les Germains et les peuples du Nord (à l'exception peut-être des Britanniques). Certes, je connais des Allemands,

des Scandinaves, des Belges, etc., qui ont très bien réussi, mais ces peuples résistent mal à l'isolement ; ils ne peuvent supporter un éloignement prolongé ou définitif hors de leur patrie d'origine. C'est pourquoi ils tenteront toujours de recréer à la colonie l'ambiance familière dans laquelle ils ont grandi.

Ceux qui réussissent ne connaissent pas ce *dépaysement* qui finit par abattre l'étranger vivant dans des régions où règnent des conditions climatiques extrêmes. Les Latins résistent assez bien. Mais j'ai remarqué que deux ou trois peuples en particulier ignorent le dépaysement, ce mal qui ravage le moral des peuples européens : les Grecs, les Juifs et les Portugais.

Les Portugais ont toujours été très à leur aise sur les océans et sur les terres lointaines. Pour ce peuple d'aventuriers, la mer n'a jamais limité un état portugais. Ceux-ci, voici déjà cinq siècles, surent l'élargir aux dimensions de la Terre tout entière. Si les océans ont toujours été, pour nous autres continentaux et sédentaires, des régions du globe où l'on ne se hasardait que très exceptionnellement, ils furent pour eux de véritables boulevards où des Vasco de Cama, des Diaz et des Magellan circulaient bien plus aisément qu'ils ne l'auraient fait sur terre. Le Portugal européen fut pour eux une « mère-patrie » beaucoup plus tournée vers les grands horizons que vers une Europe où elle joua toujours un rôle très effacé.

Il est donc normal que ce peuple d'aventuriers se soit lancé sur les mers, édifiant un vaste empire lusitanien. Il est normal que cet empire ait survécu en grande partie à tous les cataclysmes parce que ceux qui le fondèrent s'adaptèrent au pays, y vécurent en y créant des colonies de peuplement intégrées à la « mère-patrie ». Il est évident qu'en s'abstenant au départ d'introduire toute forme de racisme dans leur rapport avec les Indigènes, les Portugais simplifièrent considérablement les problèmes que pose toute coexistence entre plusieurs communautés différentes. « L'invasion » portugaise ne provoqua d'ailleurs pas de réactions à une époque où les Primitifs, n'ayant aucune audience internationale, accueillirent les nouveaux-venus un peu comme des divinités.

Remarquons que les Portugais ne cherchèrent pas à imposer une race ou une civilisation dans les pays conquis. Ils n'ont jamais tenté d'absorber ou d'éliminer les vaincus. Ils ont toujours eux-mêmes considéré qu'en imposant dans ces pays la notion de patrie et le christianisme, ils civilisaient en même temps le Portugal européen et le Portugal d'Afrique. Portugais blancs et noirs s'attendaient pour se compléter, s'épanouir et former une civilisation nouvelle. Il y a des siècles que des chefs noirs ont été admis à la Cour sans soulever la moindre objection de la part de la noblesse portugaise.

L'état multiracial et pluricontinental portugais est donc une réalité profondément ancrée dans la mentalité portugaise. L'exemple de Coa est édifiant. Après quatre ans d'occupation par l'Inde, le Gouvernement de M. Shastri n'oserait même pas organiser un référendum dans l'ancien territoire portugais. En 1963, le parti indien, lors des élections, n'a pas réussi à enlever un seul siège.

Lorsque le Président Salazar affirme : « L'Angola est et restera portugais », ce sont peut-être ses propres convictions, mais il est certain qu'elles coïncident avec celles du peuple portugais, peuple qui lui a rappelé d'ailleurs à maintes reprises sa décision inébranlable de faire face à l'adversité. Rappelons qu'au moment des attaques communistes contre le nord de la province angolaise, des centaines de milliers de Portugais ont *exigé* de Salazar l'envoi immédiat de renforts en Outre-Mer.

J'ai reçu souvent des lettres de lecteurs critiquant sa position politique vis-à-vis du Portugal. Les plus intéressantes sont celles dans lesquelles on me dit : « Comment pouvez-vous défendre l'apartheid en Afrique du Sud et admettre l'intégration portugaise ? ».

Il est évident que je n'épuiserai pas les problèmes que pose cette question dans le cadre de cet exposé (A). Toutefois, je tiens à noter que ceux qui, en général, me font cette remarque, sont souvent ceux-là mêmes qui ont défendu « l'Algérie française »... Une France s'étendant de Dunkerque à Tamarasset aurait été tôt ou tard peuplée de 55 millions de Métis. Je crois, pour ma part, qu'il est plus difficile d'intégrer un métis musulman (métis qui constituent en partie la population algérienne) qu'un Noir ou un métis chrétien. Mais là n'est pas la question.

Je me suis toujours refusé à étudier un problème avec des idées préconçues. Certes, ce que j'ai vu du métissage dans le monde ne m'a pas semblé encourageant. Chaque race a une âme. On peut même dire que l'âme d'un peuple, c'est sa race. La race qui se métisse perd son âme. C'est pourquoi je salue dans le Dr Verwoerd, dans M. Ian Smith, tout comme dans les leaders du « Black Muslim », des combattants lucides et des bienfaiteurs de la civilisation. Je ne puis donc terminer cette courte analyse qu'en reconnaissant tout simplement que, malgré les explications que j'ai essayé de fournir et qui proviennent *d'une expérience directe,* et non livresque ou partisane, le cas portugais reste pour moi un mystère et, vu l'immensité et la solidité de l'empire lusitanien, je n'ose même pas dire : « L'exception qui confirme la règle ». Jamais, de toutes façons, je ne me sentirai le droit de rejeter hors de notre communauté ces hommes noirs, blancs ou métis qui n'ont, au cours des mois que j'ai vécu en leur compagnie, donné tant de preuves de leur attachement à la patrie portugaise et à nos valeurs occidentales. Si la ruée des terroristes fut brisée en Angola, si des milliers de « colons blancs » furent sauvés d'une mort atroce, c'est parce que des Portugais noirs et métis les ont protégés et ont fait de leur poitrine un rempart vivant. Rappelons qu'il n'y avait pas de troupes blanches en Angola lors de l'agression communistes.

Un grand chef songa (Mr Eduardo Cuna, chef des pays Machelé comprenant 3.000 familles imposables (douc plus de 5.000 en réalité), me fut présenté par M. Bastos, agent gouvernemental de la colonie de Limpopo, au Mozambique. Comme je lui demandais pour quelles raisons les rapports entre ses tribus et l'autorité gouvernementale était si cordiaux, il me répondit :

« Du temps de mon grand'père (1), nous dépendions du fleuve et des sorciers qui obtenaient ou n'obtenaient pas d'eau en période de sécheresse.

« Puis les Portugais sont venus. Ils ne nous ont rien demandé, ils nous ont donné. Mointenant, ils ont aménagé le fleuve et nous ne dépendons plus des caprices de la nature, mais des Portugais. On peut s'expliquer avec des hommes, on ne s'explique pas avec un fleuve. Toutes les tribus Tsonga, qui dépendent de mon autorité, *n'ont qu'une partie, le Portugal, et qu'un chef, le Président Salazar.* »

Je comprends l'attitude portugaise qui refuse un référendum sur l'autodétermination de ses provinces d'Afrique. L'Angola, le Mozambique et la Guinée sont terres portugaises et il n'est pas utile de le prouver par des élections à M. N'Krumah ou Nyerere, lesquels ont par ailleurs bien des difficultés pour rester au pouvoir dans leurs pays décolonisés. Mais je ne peux m'empêcher d'imaginer la tête que feraient des ténors de la décolonisation portugaise en contemplant le résultat des élections. Je connais bien les Provinces portugaises d'Afrique et j'ai la ferme conviction qu'en cas de consultation populaire, et *quelles que soient les « précautions » prises par l'ONU pour faire respecter la liberté de vote,* plus de 90 % des Portugais noirs, blancs et métis d'Afrique, se prononceraient pour Salazar. D'ailleurs, il est bien évident que si le Portugal ne jouissait pas de l'appui total des populations d'Outre-Mer, il y a bien longtemps qu'il aurait dû abandonner la partie et « décoloniser ». Comment un tout petit pays (90.000 kilomètres carrés), pauvre, peu peuplé (9 millions d'habitants), et situé à des milliers de kilomètres de ses provinces d'Outre-Mer, pourrait-il s'imposer *actuellement* à des pays riches immenses (2.000.000 de kilomètres carrés) et peuplés par plus de 11 millions d'habitants ?... « Dictature... » « Police politique », « terreur », « occupation militaire » ? Mais non. Tout simplement fidélité des habitants de Mozambique, de Guinée et d'Angola à la mère-patrie.

OU VA LE PORTUGAL ?

Le Portugal a dans le monde de nombreux ennemis et, comme il ne fait pas exception à la règle, ces ennemis ne sont pas tous des étrangers au sens juridique du terme.

On connait le rôle néfaste de l'Eglise libérale. On sait que de nombreux prêtres ont partie liée avec les meneurs ambitieux qui espèrent prendre le pouvoir sur les ruines de leur patrie. Nous, Français, savons très bien que les traîtres les plus acharnés, les plus engagés furent les chrétiens « progressistes », et trop souvent hélas ! des religieux.

Quant à l'opposition libérale écrasée lors des dernières élections, elle se prétend victime des brimades gouvernementales... Imaginons qu'un candidat aux élections présidentielles axe son programme politique sur l'autodétermination de l'Alsace ou de la Bretagne. J'ignore d'abord si on le lui permettrait, car je crois bien que nul n'a le droit de mettre aux voix une partie du territoire français, mais de toute façon, j'ai l'impression que ledit candidat aurait bien du mal à se faire entendre, et j'ose espérer que le Gouvernement français ferait l'impossible pour gêner cette candidature.

Au Portugal, l'opposition, je le répète, a eu la bêtise d'inscrire à son programme l'autodétermination de Provinces portugaises au moins aussi attachées au Portugal que le sont l'Alsace et la Bretagne à la France. Rien d'étonnant à ce qu'elle se soit sentie brimée. Si elle avait écouté le cœur du peuple portugais au lieu de traîner dans les couloirs de l'ONU, elle aurait certainement agi de façon plus efficace.

On sait maintenant que Delgado, leader de l'opposition anti-gouvernementale et trouvé mort en Espagne, a probablement été assassiné par ses partisans. Découragé par l'inutilité de ses efforts, Delgado avait manifesté l'intention de se rendre aux autorités de son pays et, étant donné l'importance des secrets dont il était le détenteur, ses compagnons politiques l'ont sans doute exécuté.

Sur le plan extérieur, le retrait provisoire de Moïse Tschombé (partisan d'une solution pacifique dans le problème portugais), la détérioration de la situation politique en Rhodésie du Sud et demain peut-être en Sud-Ouest africain..., la misère en Zambie, au Malawi et en Tanzanie, tout cela peut avoir des répercussions sur la stabilité politique qui règne actuellement dans les provinces portugaises d'Afrique. Mais, en fin de compte, les Portugais en ont vu d'autres. Comme me disait M. Giestera, employé de « Caminhos de ferro » du Mozambique : « Mr Mac Milan affirma un jour à l'un de nos hommes politiques que le vent de l'histoire allait souffler en tempête sur nos provinces africaines et qu'il était plus prudent pour nous de quitter ce pays. Notre représentant tranquillisa l'ex-premier Britannique en lui faisant remarquer qu'il y a trop longtemps que les marins portugais connaissent les vents pour s'effrayer d'une bourrasque » (3).

PROBLEME NUMERO UN DU PORTUGAL AFRICAIN =

LA VENTE.

On a souvent reproché aux Portugais de n'avoir pas mis en valeur les territoires d'Angola et de Mozambique. Le sous-développement de ces territoires expliquerait en partie « l'insurrection » de 1961 et les troubles persistants en Guinée et au Mozambique.

Je me suis expliqué dans « Afrique Africaine » (4) et dans « Rivarol » sur les origines de ladite insurrection en Angola et en Guinée. Je n'y reviendrai donc pas. Quant « aux troubles qui persistent en Mozambique », on en parle certainement beaucoup plus dans les couloirs de l'ONU que dans cette province même où règne le calme le plus complet. Il n'en est pas moins vrai que, malgré les efforts gigantesques entrepris par le gouvernement Salazar pour mettre en valeur les territoires d'Outre-Mer, on peut, à première vue, se demander si tout a été fait. S'il n'est pas possible de produire davantage, d'accélérer la mise en valeur de ces immenses terres déshéritées qui s'étendent dans la brousse et les forêts recouvrant encore la majeure partie de l'Angola et du Mozambique.

Mais les choses ne sont pas si simples. La mise en valeur des provinces portugaises d'Afrique coûte actuellement 60 millions de dollars aux Portugais. Si le Portugal veut intensifier de façon sensible cette mise en valeur, il doit investir de nouveaux capitaux qu'il peut difficilement trouver sans faire appel au capital étrangr. L'opération est pleine de risques en raison des intrigues menées par le capital apatride contre le Portugal. Mais le gouvernement du Dr Salazar, fort de l'appui et de la fidélité des populations d'Outre-Mer, semble avoir accepté ce risque et, à l'heure actuelle, de nombreuses sociétés étrangères investissent en Angola et au Mozambique. A Lourenço-Marquès, centre d'une exceptionnelle vitalité, les hôtels sont remplis de financiers, d'ingénieurs et d'hommes d'affaires français, américains, britanniques, qui viennent étudier les possibilités d'implantation d'entreprises commerciales ou industrielles.

Mais un autre problème se pose au Portugal. Il ne suffit pas de produire, *il faut vendre*. Et les Nations occidentales qui boycottent plus ou moins le Portugal sont mal placées pour reprocher aux Portugais le soi-disant sous-développement de leurs Provinces d'Outre-Mer. Le Mozambique, par exemple, ne peut augmenter sa production qu'à la seule condition de vendre les nouveaux produits. Or, à l'heure actuelle, compte tenu du pouvoir d'achat, il est difficile d'augmenter la vente de certains produits agricoles à l'intérieur même de la province. Il faut trouver des marchés extérieurs. Les pays qui sont disposés à aider le Portugal sont par malheur des pays qui ont à leur charge d'autres nations sous-développées. La République sud-africaine a ses Bankoustans, la Rhodésie du Sud a ses citoyens noirs, la France doit acheter les productions agricoles de ses ex-colonies, tout comme la Grande-Bretagne. Le Portugal doit donc être prudent dans la réalisation de son plan de développement. Une surproduction mécontenterait certains habitants de Mozambique encore un peu primitifs et peu au courant des problèmes que pose une économie moderne.

On nous vante inlassablement les exploits des Juifs en Palestine : les irrigations..., les « Kibboutz »..., la vie arrachée au désert... Mais tout cela les Portugais le font chaque jour, en silence, sans publicité, avec infiniment moins de moyens, sans posséder de marchés privilégiés pour leurs productions, sans toucher de « réparations » de l'Allemagne et surtout en *associant* à leur travail les autochtones vivant sur leurs territoires. Si la plupart de nos informateurs en vogue ne se laissaient pas bercer par le vent de l'histoire, ils s'en seraient aperçus et nous l'auraient dit.

Dans le « Kibboutz » de Limpopo par exemple, sur la rive droite du fleuve, non loin de Cuija (au nord de Lourenço-Marquès), le Gouvernement a décidé de mettre en valeur de vastes surfaces (30.000 ha.), destinées à la culture. Ces cultures sont destinées à l'important centre de consommation de Lourenço. Ce projet a nécessité d'énormes investissements financiers et une importante participation technique et humaine fournie par le Portugal (ingénieurs, machines, etc.), et le Mozambique (ouvriers et manœuvres).

On régularisa le fleuve en construisant un immense barrage qui fut achevé en 1964. Les terres furent irriguées, délimitées

en lots. On construisit dix villages autonomes pourvus d'un équipement ménager et industriel ultra-moderne (frigorifiques, dépôts, abattoirs, conserveries, laiterie, usines diverses, écoles, lycées, hôpitaux, églises, etc.). Lorsque fut tout prêt, on fit venir des régions pauvres du Portugal et du Mozambique des paysans noirs et blancs que l'on mêla dans les villages : 1.500 familles, dont 9.000 Blancs. Les terres et les maisons leur furent vendues à crédit, ainsi que tout le matériel nécessaire. Le paysan doit donner régulièrement un sixième de ses récoltes. Les récoltes sont achetées par le Gouvernement qui retient ainsi chaque année une certaine somme correspondant aux sommes dûes. Chaque village comprend des techniciens, ingénieurs-conseil, médecins à la disposition des villageois (A).

J'ai visité tous les villages et de nombreux colons. Je ne pense pas que le Président Salazar puisse trouver meilleure récompense sur terre que le village illuminé de joie de ces pauvres gens qui lui doivent tout. Comme il est réconfortant de voir, dans ce pays soi-disant en pleine guerre civile, et cela à une époque où le reste de l'Afrique noire sombre dans la violence et la haine raciale, comme il est réconfortant de voir, dis-je, ces petits enfants noirs et blancs qui jouent ensemble dans les rues des nouveaux villages, à des centaines de kilomètres de toute protection militaire.

J'ai l'impression que tous ceux qui se tracassent tant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ont certainement bien du travail et bien des soucis. Je vais leur conseiller un endroit où ils pourront prendre en toute tranquillité des vacances bien méritées : qu'ils retiennent donc des chambres dans les très beaux petits hôtels de la colonie du Limpopo.

ROBERT ANDERS.

Notese:

A) Ces questions seront traitées dansun prochain numéro de Défensl de l'Occident.
I) Les Portugais ont occupé longtemps la côte du Mozambique mais ne se sont profondément enfoncés vers l'intérleur qu'à la fin du siècle dernier. Exception faite pour la régon du Zambèze où leurs fonctionnaires tentèrent vainement d imposer la domination portugaise tout le long du fleuve dans l intention de relier ce pays à leur territoire d'Angola.
3) Les rebelles en Angola sont regroupés autour de reux personnalités qui vivent en exil.
a) M. Mario Pinto de Andrade (extrêmiste) chef du "Mouvement populaire pour la libération de l'Angola". IL a pour ami M. Neto Aghostino. Le MPLA installé à Alger voit actuellement son influence décroître au profit de :
b) "Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil", lequel dirigé par Holden Roberto, grand ami de Kasavubu est installé à Léo.
Pour le Mozambique, les rebelles sont regroupés en Tanzanie. Ils comprennent :
a) 'L'union démocratique du Mozambique", le "Congrès national africain" et "L'union national et démocratique du Monomotapa".
Ils se seraient récemment regroupés en un seul et unique parti : le "Comité révolutonnaire du Mozambique", placé sous la direction de M. Gwambe. Le "CRM" se serait installé à Lusaka en Rhodésie du Nord, car il conteste toute représentativité au "Frelimo".
"Frente de libertaçao de Mozambique", installé en Tanzanie".
4) Afrique africaine. Editions Sept Couleurs.
5) En outre, toujours aux Editions Sept Couleurs j'ai expliqué dans un livre sur la pénétration communiste en Afrique ce qu'il convient de pensIr de ce soulèvement spontané des populations angolaises.
A) Nous traiterons la question du Colonat de Limpopo dans un prochain article.

(*II*)

La Rhodésie

La Grande-Bretagne n'a jamais eu de chances avec ses commissions royales. A force de vouloir ménager la chèvre et le chou, elle s'est toujours retrouvée dans des situations périlleuses qui lui valurent souvent une guerre et, dans tous les cas, la haine des deux parties qu'elle avait ainsi voulu réconcilia mer : ils avancent et reculent, disent les Zoulous. Mais, en fin de compte, on ne sait ce qu'ils veulent... Tandis qu'avec les Afrikonders, nous savons où nous allons.

Cédant à la pression des Sionistes tout-puissants en Angleterre, les Britanniques admirent, comme je l'ai déjà expliqué (1), le droit des Juifs sur la Palestine. Ce pays fut partagé. Un tiers fut remis aux Juifs et deux tiers aux Arabes. Juifs et Arabes furent mécontents. Une commission royale essaya de les calmer en 1936. Mais elle n'y parvint pas. Aujourd'hui, les Arabes haïssent les Anglais, les Juifs les méprisent, un foyer de troubles a été créé dans cette région et, bénéficiant de la situation, les Américains, puis les Russes, et enfin les Français, se sont implantés au Moyen-Orient, au grand désespoir de nos amis britanniques.

Je me suis un peu attardé sur cette commission royale palestinienne, parce que je pense que la Grande-Bretagne est en train de commettre les mêmes erreurs qu'elle commit jadis en Palestine. La situation qui règne en ce moment en Rhodésie n'est d'ailleurs pas sans analogie avec celle qui règne au Moyen-Orient.

lier, dans son intérêt, bien entendu. Les Anglais sont comme

Il est tout de même curieux de remarquer que ces commissions royales, tout comme plus tard celles de la Société des Nations et de l'ONU ou autres, eurent toujours pour objectif de séparer par une ligne de démarcation plus ou moins bien établie, des adversaires qui voulaient se battre. On a séparé ainsi les Irlandais des Anglais, les Indiens des Pakistanais, les Arabes des Juifs, les Grecs des Turcs, à Chypre... En Rhodésie, en

Afrique du Sud, on est prêt, sous prétexte que les Noirs et les Blancs se détestent (ce qui reste à prouver) à employer la force pour les mélanger contre leur gré. Cette attitude pour le moins étrange des puissances intéressées au drame rhodésien suffirait à faire croire qu'elles le sont un peu trop.

Nul ne sait ce qui se passera en Rhodésie du Sud lorsque paraîtra cet article. Mais avant d'envisager les solutions possibles de ce drame, essayons de voir rapidement pour quelles raisons nous en sommes arrivés là.

LE REVE DE CECIL RHODES.

Nous avons vu comment Rhodes et ses successeurs réussirent à force de volonté et d'intrigue à consolider leur emprise sur l'Egypte, le Soudan (appelé anglo-égyptien pour la circonstance), le Kénya, le Tanganyika et Zanzibar Nous aovns vu comment les Français, les Allemands, les Belges, durent se retirer de la compétition. Néanmoins, il reste à montrer comment deux puissances furent-elles aussi éliminées, du moins provisoirement : le Portugal et l'état boer.

Dans ce chapitre consacré à la Rhodésie, nous étudierons le cas du Portugal seulement, nous réservant dans un autre chapitre de relater les circonstances qui amenèrent les Sud-Africains à s'opposer par la force aux visées impérialistes de Rhodes.

En 1880 et 1902, les Britanniques font développer une intense activité dans toute l'Afrique australe. Si l'on admire leur fermeté, leur diplomatie et leur sens des réalités, on peut se demander, avec le recul du temps, comment il est possible que ***tous*** **les peuples européens ne se soient pas ligués contre eux,** tant il est vrai qu'ils ont trompé tout le monde avec une **absence totale de scrupules.**

Quelques dates feront mieux comprendre :

En 1884, les Allemands occupent en partie le Sud-Ouest africain. Les Anglais, qui ne tiennent pas à voir leurs puissants rivaux pousser en direction de l'est jusqu'au pays boer, annexent le Bechuanaland, en décembre 84.

Depuis des siècles, les Portugais étaient installés sur les côtes d'Angola et de Mozambique. En 1885, lorsque les Grandes Puissances admirent à Berlin que la possession de la côte donnait un droit de priorité sur l'arrière-pays, les Portugais intensifièrent leurs opérations de reconnaissance et d'exploration le long du Zambèze, dans l'intention évidente de relier leurs territoires d'Angola et de Mozambique. Mais ce projet se heurtait bien entendu à celui de Rhodes qui entendait construire un empire britannique du Caire au Cap. En outre, toutes ces régions comprenant les Rhodésies, le Katanga, le Transvaal, très riches du point de vue minier, furent l'enjeu d'une lutte implacable entre les Européens.

Désirant avoir les mains libres dans tout ce territoire, Cecil Rhodes somme, le 12 janvier 90, les Portugais d'abandonner la partie. Ceux-ci sont obligés de s'incliner.

En 1814, la colonie du Cap avait été achetée à la Hollande par la Grande-Bretagne.

En 1871, le Bassoutoland fut à son tour annexé.

En 1889, dans l'intention d'éviter une occupation du territoire par les Portugais, les Britanniques placèrent le Nyassaland sous leur protection. Les Portugais perdaient ainsi tout espoir de s'étendre en direction de l'Angola.

Restaient deux choses à régler : le problème des Boers du Transvaal et celui des Noirs qui s'étaient établis depuis fort longtemps entre la Limpopo et le bassin du Zambèze.

Les Portugais entretenaient de bonnes relations avec les Makololos, les Tsonga et les Chonas. En outre, fuyant les persécutions de Tchaka, le tyran zoulou, une tribu ngoni, les Matabélès, avaient fui au sud de l'actuelle Rhodésie. Ces Matabélès étaient parvenus à s'imposer à de nombreuses autres tribus et l'arrivée massive d'Européens perturba l'équilibre social et économique de la région. Les Matabélés se soulevèrent en 1892. Cecil Rhodes prit la direction des opérations et écrasa ses adversaires quelques mois plus tard.

Rhodes a gagné. De nombreux colons britanniques arrivent et mettent en valeur Rhodésies et Nyassaland (E).

En 1902, le sort des Boers sera réglé et plus tard, grâce à la première guerre mondiale, la Grande-Bretagne récupérera directement ou indirectement le Sud-Ouest africain, le Tanganyika. Pendant trente ans, le pavillon britannique flottera de Captown à Suez, pour la plus grande joie des « businessmens » du monde entier, qui accourent vers Londres, la nouvelle Terre promise.

L'agression anglaise contre l'Allemagne nazie, en 1939, sonnera le glas de cet empire (5).

LA FEDERATION D'AFRIQUE CENTRALE.

Dès 1945, une chose est évidente : longtemps contenu, le nationalisme africain gagne du terrain.

D'une part, les techniques modernes permettent de véhiculer des idées nouvelles. La radio, la presse, le cinéma, utilisés par les Communistes et les Internationalistes, introduisent sur le Continent noir des slogans révolutionnaires qui vont secouer de leur torpeur des masses encore trop primitives pour réagir intelligemment.

D'autre part, l'avion a aboli les distances. Des Noirs de plus en plus nombreux viennent en Europe, en Amérique, y font leurs études, nouent des liens d'amitié avec des révolutionnaires blancs. Les soldats noirs, durant les deux guerres, ont appris que le Blanc n'était pas invincible. « Ne faisons pas la guerre entre Européens, les Noirs ne doivent pas assister au spectacle de Blancs s'entre-égorgeant », avait demandé vainement Doering commandant les troupes allemandes au Togo aux Alliés, en 1914. Doering voyait juste. Que de sang et de larmes auraient été évités si on l'avait écouté.

Enfin, la civilisation européenne a aggravé le déséquilibre démo-économique en augmentant la population africaine, ainsi que les besoins de celle-ci, sans toujours donner à ces Africains un pouvoir d'achat leur permettant de faire face aux nouvelles dépenses qu'entraînaient ces besoins nouveaux.

Bref, la Grande-Bretagne, au lendemain de la guerre, huma le vent de la décolonisation. Fidèle à ses principes, elle préféra

négocier plutôt que combattre. Elle n'employa la force que sous l'effet de la surprise, ou persuadée d'avoir épuisé toute possibilité d'arrangement à l'amiable.

En Afrique centrale, le gouvernement britannique va prendre un ensemble de décisions destinées à assainir la situation politique qui se détériore depuis que des mesures libérales ont été prises au Nigéria, en Gold Coast, et surtout depuis que la révolte des Kikouyou a éclaté au Kénya, menaçant de faire tache d'huile dans toute l'Afrique orientale. L'essentiel, pour la Grande-Bretagne, c'est de *conserver des marchés*. L'économie britannique ne peut se passer des richesses minières de Rhodésie, pays qui, par ailleurs, en raison de leur richesse et du haut pouvoir d'achat de ses habitants, constitue un excellent débouché pour les produits manufacturés anglais. Tout va donc être tenté pour conserver ces pays à la Couronne.

Le principe de cette fédération était, au début tout au moins, admis par tous les colons, par les Britanniques et par une partie des Noirs (surtout par ceux de Rhodésie du Sud. Les Colons se sentaient en effet de plus en plus isolés, voir menacée dans une Afrique sur laquelle de sombres nuages s'amoncelaient. A Londres, on voyait dans cette Fédération le salut de l'ancienne « Afrique centrale britannique » qui menaçait à tout instant de voler en éclats. On voulait, par-dessus tout, éviter de voir l'Afrique du Sud s'intéresser de trop près à la Rhodésie du Sud.

Malheureusement si, de Grande-Bretagne, la situation paraissait simple, vue de Rhodésie, il en était tout autrement. « Créons la Fédération, disaient les optimistes ; les choses s'arrangeront d'elles-mêmes après ». Mais à Salisbury, on savait que ce n'était pas si simple. Comment unir dans une même Fédération (et cela, quelles que soient les garanties accordées à chacun des états autonomes) des populations inégalement évoluées du point de vue social et économique ? En Rhodésie du Nord et au Nyassaland, la situation des Blancs était très précaire et l'on pouvait prévoir dès 1953 que ceux-ci seraient très vite débordés. La création d'un collège unique équivaudrait à l'élimination pure et simple de la communauté européenne de ces deux pays. Resteraient donc deux états de fait : l'un noir (Rhodésie du Nord et Nyassaland), et l'autre encore gouverné par des Blancs. Mais cette situation ne pourrait durer parce que le poid de 6 millions de Noirs ferait tôt ou tard éclater les structures politiques établies... à moins que...

Pourtant à Londres, on était en pleine euphorie. Sir Roy Welensky s'imposa tout de suite comme un leader énergique, sut vaincre les oppositions et, en 1953, la Fédération Rhodésies-Nyassaland fut enfin crée. Le 7 septembre, un gouvernement provisoire, présidé par Sir Godfrey Huggins, entrait en fonction. En 1955, l'homme fort du nouvel état prit à son tour le pouvoir : Sir Roy Welensky manœuvra en effet tant bien que mal la barque jusqu'au lamentable naufrage, mars 1963.

Mais en attendant, Rhodésiens et Nyassas observent, pendant que les Britanniques se frottent les mains. A Prétoria, on attend l'inévitable. *On sait qu'une fédération groupant des Noirs et des Blancs n'a de chance de réussir qu'à la seule condition qu'elle regroupe d'une part les Noirs, et les Blancs de l'autre : et ceci, bien entendu, dans le respect des droits et de la dignité de cha-*

cun. Car enfin, ce problème tant à la mode des relations raciales, c'est un peu comme l'œuf de Christophe Colomb. On dépense des trésors d'imagination et de subtilité pour mélanger des populations qui vivent très bien séparées. Le mythe de l'intégration forcée ne sert ni les Noirs ni les Blancs, mais ceux qui, étrangers au pays, utilisent ce levier révolutionnaire pour réaliser leurs sinistres projets de domination. La preuve, c'est que dans d'autres pays on dépense les mêmes trésors d'imagination pour séparer des communautés que l'on a tout d'abord voulu réunir dans leur propre intérêt, en Irlande, à Chypre, aux Indes ou en Palestine, par exemple.

DE L'EUPHORIE AU MARASME.

Les paysans sont lents à comprendre, mais une fois leurs décisions prises, ils sont durs et déterminés. En Rhodésie du Sud, on se méfie de Welensky. Ses attaches avec la Haute-Finance sont connues. On le soupçonne de mener le double jeu. Les colons rhodésiens me diront d'ailleurs cette phrase significative : « Les Etats-Unis ont leur Goldwater, vous avez votre De Gaulle, nous avons notre Welensky ».

On peut dire qu'à partir de 1956, la situation va se dégrader continuellement. L'élimination du Premier Sud-Rhodésien Garfield Todt au profit de Welensky marque, dans l'esprit des paysans nationalistes, un durcissement de leurs positions. Ils jugent en effet celui-ci meilleur que celui-là, mais n'accorderont jamais leur confiance totale à Sir Roy.

Mais entre temps, ce que beaucoup avaient prévu commence à se réaliser. Le Noir est moins productif que le Blanc, et c'est d'ailleurs tout à fait normal puisque le mythe de la productivité est inhérent à notre civilisation matérialiste ; il est moins productif, mais il est envieux et n'a qu'un objectif en général : posséder tout ce qu'a le Blanc. Pour lui, la politique ne sera qu'un moyen de se procurer par la palabre et par l'usure de l'adversaire ce qu'il n'a pas le courage et la persévérance d'obtenir par le travail. Il est donc tout normal que la situation se détériore très vite dans une Fédération où Noirs et Blancs sont mélangés et vivent théoriquement égaux.

Entre 1953 et 1963, cette situation politique se présente à peu près comme suit :

Dans les trois pays de la Fédération, des émeutes plus ou moins graves se sont déjà produites. Elles ont été réprimées sans ménagement.

Mais très vite, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland vont former un bloc contre la Rhodésie du Sud.

Assez curieusement, c'est le Nyassaland qui va devenir le pays-pilote dans la lutte pour l'Indépendance. Le Nyassaland est un pays pauvre, agricole, donc moins soumis aux influences stérilisantes du capital international. Ne trouvant pas de travail dans leur patrie, beaucoup de Nyassas sont allés s'embaucher dans les mines de Rhodésie du Nord ou d'Afrique du Sud. Ils reviendront avec des idées nouvelles, voire révolutionnaires. Enfin, les hommes, les idées, ne sont pas toujours suffisants pour réveiller un pays si un chef ne se présente pas pour in-

carner les aspirations du peuple. Or, ce chef, le Docteur Banda, revint un beau jour au pays, en 1958, après avoir erré douze ans en Europe, en Amérique, et surtout au Ghana, où il devint l'ami de N'Krumah (B). Banda n'est pas un bourgeois au sens propre du terme. Il a lutté dans les mines pour arriver à se tailler une place dans la société. Peut-être a-t-il subi des humiliations de la part des Blancs ? C'est probable. Il rentre au pays avec la ferme intention de détruire cette Fédération qu'il juge comme étant une insulte aux peuples africains et il faut avouer qu'il va agir, conseillé d'ailleurs par N'Krumah, en leader déterminé.

Elu tout de suite au poste de Président du NANC (Congrès africain du Nyassaland), il se met tout de suite au travail et, en quelques mois, c'est partout l'émeute. Le 1er juillet 1964, le Dr Banda obtenait l'indépendance de son pays, appelé désormais Malawi. La Fédération avait vécu.

En Rhodésie du Nord, la situation était quelque peu différente. Dans ce pays minier, un important prolétariat noir, pauvre mais très actif, en perpétuel déséquilibre démo-économique, aurait dû normalement jouer un rôle accélérateur dans la désintégration de la Fédération. Pourtant, il n'en fut rien. Le leader nationaliste, M. Kaunda, pacifiste, convaincu que les problèmes humains ne peuvent être réglés par la violence, freina d'autant plus les activistes qu'il jouissait d'un crédit certain auprès des masses populaires. En outre, vu la situation géographique de son pays, il faut bien reconnaître que le leader nord-rhodésien ne put se permettre d'adopter des positions extrêmes. Toutes les importations et les exportations du pays se font à travers le Mozambique et la Rhodésie du Sud.

Néanmoins, Kenneth Kaunda et Hasting Banda tombèrent d'accord sur un point : détruire au plus vite la Fédération Rhodésie-Nyassaland. Le 23 octobre 1964, c'était chose faite : à son tour, la Rhodésie du Nord devenait indépendante et s'appelait désormais : Zambie.

En Rhodésie du Sud, la situation politique était plus confuse, en raison du manque d'unité totale existant entre les représentants des différents partis politiques noirs, ou du moins entre ceux qui s'imaginaient représenter quelque chose et qui, en fin de compte, comme le fit récemment remarquer M. Smith à M. Wilson, ne représentaient que peu de monde.

Plusieurs extrémistes, dont Nkomo, interné depuis avril 1964, fondèrent tout d'abord le parti Zapu (Parti du Zambèze uni). Mais l'organisation fut interdite et un autre parti nationaliste zambérien (ZANU) fut créé. Nkomo est actuellement chef du ZAPU tandis que Sithole dirige le ZANU, beaucoup moins important par le nombre de ses adhérents, lesquels, au total, ne représentent pas grand monde. Les chefs coutumiers restent en général fidèles au Gouvernement. Ces chefs représentent l'immense majorité de la population : *Nkomo ou Sitholé sont les leaders du prolétariat naissant ou de quelques intellectuels progressistes.*

Sentant venir l'orage, les colons rhodésiens, groupés autour du « Rhodesian Front », durcissent leurs positions. Déjà, à l'époque, l'indépendance de la Rhodésie du Sud était dans l'air, puisque M. Field entendait rompre avec Londres et le gouvernement britannique accordait l'indépendance au Nyassaland.

En mars 63, c'est l'éclatement de la Fédération M. Welensky a cédé sa place à M. Field, lequel la cède bientôt, en avril 64, à M. Ian Smith, en qui les Blancs et une grande partie des Noirs ont toute confiance.

Mais la situation, à partir de 1964, se détériore très vite. Un fait est évident : les Blancs de Rhodésie sont victimes de la démocratie arithmétique. « Un homme, une voix », signifie tout simplement expulsion des Blancs qui ont fait ce pays, à plus ou moins brève échéance, tant il est vrai que, ainsi que comme le dit Gaston Bouthoul (2) : « ... les nations en état d'inflation démographique (les Noirs sont naturellement plus prolifiques que les Blancs) (3) sont des facteurs d'instabilité et d'inquiétude. Elles entretiennent un climat revendicatif de conquêtes et *d'émigration forcée* ». Dans le cas de la Rhodésie du Sud (comme ce fut le cas en Algérie par exemple), ce sont toujours les Blancs, *numériquement moins forts qui émigreront.*

LA RUPTURE.

En levant l'étendard, le vieux Krüger avait vu juste. Car en somme Krüger s'est opposé à Rhodes au sujet des « Uitlanders » qui envahissaient le Transvaal, mais ce faisant, il ne visait nullement les prospecteurs anglais qui venaient travailler honnêtement dans son pays. Il avait compris qu'utilisant ceux-ci, les Internationalistes pousseraient la Grande-Bretagne à annexer sa patrie le moment venu. Ce qui fut fait. Il est bon de rappeler que Jameson, poussé par Rhodes à attaquer le Transvaal, ne réussit pas dans son entreprise, car Rhodes avait escompté un soulèvement des Uitlanders qui ne se produisit pas. Les Anglais se montrèrent fidèles à Krüger.

Et aujourd'hui, ironie du sort. Ces mêmes Anglais, installés dans ce pays qu'on appela *Rhodésie*, ne peuvent plus compter en Afrique que sur les fils de Krüger et sur ces Portugais envers lesquels Rhodes se montra souvent déloyal.

Autre ironie du sort. Ian Smith combattit courageusement durant la dernière guerre des nationalistes qui, refusant le mythe de la démocratie arithmétique, affirmaient implicitement le droit des Britanniques civilisés sur ces régions du monde encore sauvages. Le premier pays à lui avoir fait savoir son hostilité est l'Allemagne fédérale, aujourd'hui démocratique.

Le rêve de Rhodes s'est maintenant effondré, révélant à l'observateur lucide les forces obscures qui, durant presque un siècle, ont mené le jeu. Partout, les nationalistes ont été opposés les uns aux autres, au plus grand bénéfice des Internationalistes qui restaient dans l'ombre. Et de même que ceux-ci ont jadis excité les rivalités entre les Européens, ils tentent aujourd'hui d'opposer nationalistes blancs et noirs. *Car sur les ruines de l'état multiracial qu'ils veulent créer, persuadés que cet édifice en s'écroulant éliminera les colons européens, ils entendent installer leur propre domination.*

Aujourd'hui, 11 novembre 1965, prenant ses responsabilités avec un courage qui force notre admiration, M. Ian Smith a déclaré unilatéralement l'indépendance de son pays. Il est regrettable que le leader rhodésien n'ait pu s'entendre avec M. Wilson.

Mais nous n'avons pas à juger M. Smith, car il a agi en connaissance de cause et il doit voir que, derrière lui, sont rangés les nationalistes français et, espérons-le, ceux du monde entier. Saluons au passage l'attitude du Gouvernement français qui refuse de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Rhodésie.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Des sanctions économiques ne feront certainement pas reculer le peuple blanc de Rhodésie. On sait parfaitement qu'un boycottage économique ne jeut jamais être appliqué trop longtemps. En outre, la Rhodésie peut compter sur le Portugal, l'Afrique du Sud (5), et en fin de compte sur de nombreux pays qu'il n'est pas possible de nommer actuellement sans embarrasser les gouvernements de ces états qui, en principe, soutiennent l'Angleterre. Et puis, la Grande-Bretagne a trop d'intérêts en Rhodésie pour pouvoir maintenir trop longtemps ce blocus.

D'un autre côté, M. Wilson peut difficilement céder, et cela, quelles que soient ses opinions personnelles sur la question, sans risquer d'être à l'origine d'un éclatement du Commonwealth (6).

Restent trois solutions :

Certains pensent que, poussés par l'Angleterre, les Noirs de Rhodésie vont se soulever. Un soulèvement général, massif, est impossible, mais des émeutes dans un pays industrialisé le sont toujours. Ce serait le prétexte d'une intervention des troupes britanniques, envoyées pour « protéger les Blancs ». Cette éventualité n'est tout de même pas envisageable dans un proche avenir, car, d'une part, les Blancs semblent avoir la situation bien en main, et, de l'autre, de nombreux Africains font confiance à M. Smith. Il est évident que l'Indépendance doit entraîner une amélioration de la condition des Noirs qui vivent dans le pays. Si les espérances de la population indigène étaient trahies, une opposition de plus en plus active se manifesterait et les Blancs finiraient tôt ou tard par perdre pied. *L'indépendance doit être bénéfique pour tous, et non pas seulement pour la minorité blanche.* En R. S. A., l'amélioration de la condition des Bantous date de l'Indépendance. Les Noirs ne s'y trompent pas et, récemment, un leader xhosa me disait : « Nous avons confiance dans les Nationalistes blancs, car ils ont tenu les promesses qu'ils nous avaient fait avant l'Indépendance ».

Ceci dit, il ne faut pas écarter l'éventualité d'une intervention strictement britannique. Les Anglais épuisent généralement toutes les possibilités de négociation avant d'agir, mais cèdent rarement devant un coup de force. Le malheur est qu'ils ont, en face d'eux, des colons britanniques qui ne sont pas davantage décidés à capituler. Espérons que M. Wilson, dont la bonne volonté est évidente, ne prendra pas sur lui la responsabilité de déclencher la plus grande tragédie de l'histoire d'Angleterre pour faire plaisir à quelques leaders africains, aussi excités qu'irresponsables. Les Africains ne doivent pas, ainsi que le fait remarquer M. Smith, « croire qu'il suffit de provoquer assez de troubles pour faire chanter le gouvernement britannique ». Car enfin, cinq années se sont écoulées depuis l'Indépendance, cinq années dont les Africains n'ont pas particulièrement raison d'être fiers. MM. N'Krumah, Massembat-Débat et Sékou-Touré peuvent avoir leurs convictions personnelles, mais avant de se

mêler des affaires intérieures rhodésiennes, ils feraient beaucoup mieux de s'occuper de leurs propres affaires, et surtout de leurs ressortissants que nous sommes forcés d'aider, nous, partisans de l'Apartheid. Il est en effet significatif que nombre de réfugiés politiques guinéens, congolais ou autres, viennent s'adresser à nous, anciens « colonialistes », pour trouver un gîte et du travail (7).

Reste l'intervention de l'ONU. Il est de fait que cet organisme se montre de plus en plus indiscret (A). Sous prétexte de faire respecter une « conscience universelle préfabriquée », le principe de l'ingérence dans les affaires intérieures d'un état-membre est admis. Mais, rappelons-nous que ce principe qui menace aujourd'hui la Rhodésie peut mettre un jour à genoux n'importe quelle nation. Ne faisons pas comme ces « Alliés » qui créèrent le principe de crime de guerre avec effet rétroactif et qui pendirent ainsi des soldats fidèles à leur patrie et au gouvernement élu. De jeunes soldats américains sont aujourd'hui exécutés comme « criminels de guerre ». Les pères ont tressé la corde qui sert à pendre leurs enfants.

Avec la bénédiction du Pape, les soudards de l'ONU essayeront peut-être d'exterminer le peuple rhodésien pour lui apprendre à vivre, mais ils doivent savoir que dans le monde et en France, en particulier, des milliers de jeunes n'assisteront pas les bras croisés à ce massacre. L'affaire rhodésienne concerne la Grande-Bretagne et la Rhodésie. Nous avons confiance dans la lucidité de M. Smith et dans celle du « Rhodesian front ». Nous voulons croire à l'attitude généreuse du leader travailliste M. Wilson et sommes persuadés que si ces deux hommes, loin de toutes pressions extérieures, pouvaient s'expliquer, la Rhodésie réintégrerait le Commonwealth parce que les Rhodésiens sont et resteront des Britanniques loyaux envers leur Reine et soumis à la Couronne. Malheureusement, pour des raisons d'intérêt, ils se rendent compte qu'ils sont sur le point d'être sacrifiés à une majorité d'irresponsables prétentieux. C'est la raison pour laquelle ils sont entrés en « rebellion ». Ce drame ne concerne que les Britanniques et les Rhodésiens, et nous n'avons pas à nous en mêler. Cependant, une intervention de l'ONU signifierait l'internationalisation du conflit avec tous les risques que cette internationalisation comporte.

COMMENT REGLER PACIFIQUEMENT LA QUESTION RHODESIENNE.

Il n'est pas exact de dire que l'indépendance proclamée en Rhodésie par M. Ian Smith est un acte irréparable. Il existe maintenant, au contraire, une base de discussion acceptable pour les Rhodésiens et qui doit l'être pour les Anglais REALISTES. Malheureusement, les excités du racisme, tout comme ceux de l'intégrationnisme, faussent les données du problème. Les extrémistes, je le répète, n'ont aucun droit de se mêler des affaires raciales. Or, l'affaire rhodésienne en est une, encore faut-il souligner l'aspect à la fois démographique et économique du problème.

Tout Français est intéressé malgré lui par la question de la coopération. Donc tout Français devrait avoir lu l'œuvre remarquable de Gaston Bouthoul. Or, à la page 123 de son livre : « La Surpopulation », on lit ceci :

« L'introduction dans les compétitions nationalistes d'arguments statistiques a donné naissance à de nouvelles raisons d'inflation démographique. Les revendications de souveraineté sont désormais accompagnées de chiffres. On invite les commissions internationales à des recensements sur place, pour donner raison aux plus prolifiques... Le surpeuplement agit insidieusement sur la mentalité des peuples les plus civilisés. On voit aujourd'hui, en Belgique, Flamands et Wallons se défier numériquement. Est-ce à des compétitions de ce genre que doit nous mener le suffrage universel ? »

« *Avec l'adoption en droit international de la démocratie arithmétique, les multitudes amorphes espèrent leur revanche.* »

« *Le suffrage universel n'est pas applicable aux questions qui relèvent des archétypes archaïques.* C'est-à-dire qui portent non sur des sujets économiques rationnels, mais sur des caractères considérés comme congénitaux (à tort ou à raison), tels que la race, la nation et la religion. En ces matières-là, la démographie arithmétique aboutit à engager la guerre des utérus. Chacun espère submerger l'adversaire par le nombre : le résultat immédiat est soit le génocide, soit le profond avilissement de tous. C'est la dévalorisation de l'homme par l'homme. »

A cet exposé remarquable du Professeur Bouthoul (2), on peut ajouter en conclusion qu'aussi longtemps que les Occidentaux penseront des problèmes raciaux en termes numériques, ils commettront les erreurs qui ont eu pour conséquences les tragédies d'Alger, de Meknès ou de Stanleyville.

On nous dit que les Blancs sont deux cent mille et les Bantous quatre millions... Et alors ? De quel droit quatre millions de primitifs feraient-ils la loi à deux cent mille civilisés ? Certes, il existe parmi les Bantous des civilisés. Dans ce cas, on peut admettre pour eux le principe « un homme une voix »... *Pas autrement*. On nous dit qu'un jour, ces Bantous seront civilisés... C'est bien possible ; je l'espère, et nous devons travailler à cette évolution, mais nous en reparlerons lorsqu'ils seront civilisés. Allons-nous envoyer bébé au service militaire sous prétexte qu'il sera mobilisé à vingt ans ? On nous dit que ce sont les Blancs qui freinent l'évolution des Bantous pour mieux continuer à les dominer. C'est stupide et je renvoie le lecteur à l'excellent article sur la Côte d'Ivoire, paru dans ce numéro. Mais de toutes façons, si cela était, notre devoir serait de tenter d'obliger les Blancs à accélérer le rythme de l'évolution des Noirs, et non pas de demander leur indépendance, puisque nous reconnaissons qu'ils sont encore primitifs. On nous dit que l'Afrique appartient aux Africains. Curieux raisonnement pour des « intellectuels » qui prétendent que la race est une invention diabolique des « fascistes ».

En réalité, si Sir Roy Welensky avait pu construire la « Fédération d'Afrique centrale » en tenant compte de critères raciaux et non plus économiques, il n'y aurait pas actuellement de drame rhodésien ; tout au plus quelques palabres périodiques à l'ONU marqueraient le mécontentement des extrémistes africains. Il était aisé de regrouper les Blancs dans un état et les

Noirs dans l'autre.

Aujourd'hui, si l'on veut éviter le drame, il faudra bien revenir au partage du territoire. Malheureusement, il y a douze ans, ce partage aurait pu être fait dans des conditiins meilleures et en tout cas plus bénéfiques pour les colons européens. Aujourd'hui, le découpage de la « Fédération » ne peut plus être effectué qu'en Rhodésie du Sud.

Il est des lecteurs qui se demanderont s'il n'est pas possible d'éviter cette partition du territoire en créant un état multiracial dans lequel Blancs et Noirs vivront ensemble, sans pour cela renier leur originalité ethnique et culturelle. Je réponds NON. La seule solution en Rhodésie est l'*apartheid* rigoureusement appliqué aussi longtemps que les Bantous de Rhodésie n'auront pas atteint un degré d'évolution qui leur permette d'être mis sur pied d'égalité avec le Blanc. Nous l'avons vu en Algérie, où le niveau d'évolution est infiniment plus élevé qu'en Rhodésie. L'Indépendance a eu pour conséquence l'expulsion d'un million de Pieds-Noirs qui avaient pourtant fécondé ce pays de leur sueur et de leur sang... Quel Rhodésien oubliera jamais le drame des colons belges chassés du Congo après l'Indépendance ? Pour ces êtres encore primitifs, l'Indépendance ne signifie pas autre chose que prendre les maisons, la voiture et surtout la femme du Blanc. Apprenons-leur d'abord qu'Indépendance signifie travail et responsabilité.

Ne nous laissons pas émotionner par les déclarations fracassantes des leaders africains qui siègent à l'O.N.U. Ils ne s'y trouveraient pas si le contribuable blanc et le pauvre paysan noir ne prélèveraient sur leurs maigres ressources les sommes qui leur permettent de vivre grassement de la politique. Car ils ont bien de la voix, ces messieurs de l'O.N.U... ils en auraient certainement moins si les "colonialistes" ne les avaient soignés, nourris et s'ils ne leur avaient appris une langue qu'ils utilisent malheureusement pour nous insulter. Le souvenir de la misère dans laquelle vivaient leurs ancêtres devait les inciter à plus de modestie. Mais l'Africain est ainsi fait[c]: il passe très facilement du complexe d'infériorité à celui de supériorité et commence à haïr le Blanc lorsqu'il se rend enfin compte de la vanité de ses prétentions.

Robert ANDERS

1) Voir "Défense de l'Occident" numéro 48 page 8.
2) "La surpopulation" de Gaston Bouthoul, Ed. Payot.
3) C'est nous qui ajoutons.
4) Les partisans de M. Smith affirment au contraire que M. Wilson ne fut conciliant qu'en apparence. Son intransigeance réelle provoqua selon eux la rupture.
5) Il est cependant difficile à la RSA d'aider ouvertement les Rhodésiens sans se départir de la stricte neutralité que ce paps entend observer dans les affaires africaines. Quand à une intégration de la Rhodésie à la RSA, il n'en est évidemment pas question pour l'instant étant donné que l'Afrique do sud deviendrait très vulnérable en cas de résolution de la crise rhodésienne par la force.
6) Il faut également noter que M. Wilson joue sa carrière politique avec l'affaire rhodésienne. S'il ne parvient pas à rétablir la souveraineté britannique en Rhodésie, l'éclatement du Commonwealth est possible. De plus, l'opinion publique et les Conservateurs le rendront responsable de cet échec. S'il rétablit la "légalité" par la force, ses compatriotes ne lui pardonneront jamais le sang versé. Il apparait évident que M. Smith a profité de la présence au gouvernement des travaillistes pour provoquer une rupture qui pèsera lourd, quoiqu'il arrive sur l'avenir politique de ce parti de gauche.
7) Nous avons dû souvent intervenir pour aider des Africains réfugiés des pays de l'Est (URSS, Allemagne de l'Est et Chine).
E) Voir natice économique.
B) Voir notice biographique.
A) Nous traiterons les problèmes que pose l'intervention éventuelle de l'ONU dans un prochain numéro.

Robert ANDERS

La République Sud-Africaine

Rarement, au cours de l'Histoire, un peuple s'est attiré autant de haine passionnelle de la part des uns et autant de sympathie de la part des autres. Rarement, un peuple a été aussi méconnu, mais aussi indifférent aux sentiments divers dont il pouvait être l'objet. Les Sud-Africains ne demandent pas aux étrangers de penser comme eux. Certes, ils sont fiers de leur pays, de leurs réalisations, de leur passé, et sont toujours agréablement surpris lorsque l'on s'intéresse à leur patrie, mais ils se butent immédiatement si l'on s'attaque à leurs convictions. « Le Monde est contre nous, qu'il y reste », dit-on en Afrique du Sud... « Mais un jour vous serez attaqués et bien obligés d'admettre que ce Monde existe », ajouterez-vous. Et toujours ce sera la même réponse : « Ça, c'est une autre histoire ».

Quel est donc ce peuple étrange qui, sûr de son droit et de sa force, défie quotidiennement la « Conscience universelle » et s'apprête à faire éventuellement face à la plus formidable coalition jamais dirigée contre un seul Etat ?

LA TERRE APPARTIENT AU PREMIER OCCUPANT.

Les « Progressistes » nous ont assez répété au sujet de l'Algérie que les Arabes étaient chez eux parce qu'arrivés au Mahgreb avant les Français. Les Blancs sont donc chez eux en Afrique du Sud puisqu'ils sont arrivés au Transvaal bien long-

temps avant les Noirs et, en tout cas, les premiers colons boers étaient sur la Fish river 130 ans avant que les Xhosas les y rencontrent.

Quelques dates suffiront à résumer l'histoire du peuplement de ce pays.

1845 : le navigateur portugais Diego Cao débarque au nord de Walvis Bay, non loin du Cap. Il est suivi de près par Bartholomy Diaz (1847). Ces deux explorateurs ne rencontreront âme qui vive sur le continent. Pourtant, en 1497, Vasco de Gama ayant débarqué à la Baie Sainte-Hélène y sera blessé, ainsi que trois de ses compagnons, par des indigènes hottentots.

Il faudra attendre jusqu'en 1652 pour que le Hollandais Jean Van Riebeeck installe les premiers colons non loin de la Baie de la Table.

Très tôt, les nouveaux arrivants diffuseront vers l'Est et le Nord. Ils ne rencontreront pratiquement personne sur leur route. Cette diffusion s'accentuera à partir de 1795, date du « Protectorat britannique ». Enfin, en 1835, chassés de leurs terres par l'indiscrétion des autorités britanniques qui ont annexé leur nouvelle patrie, les Boers s'éloigneront vers les régions inconnues situées au-delà du fish-river. Ce sera le Grand Treckk.

Mais à la même époque, partis du Nord, les Bantous Ngonis déferlent à travers le pays en direction du Sud. Chose curieuse cependant, les deux envahisseurs ne se rencontreront pas. Les Boers, ayant franchi l'Orange, se dirigent vers la Limpopo que Trichardt atteindra avec une colonne de Boers. Un groupe de Vortrekkers ayant cru bon d'obliquer vers l'Est, rencontrera les Zoulous du chef Dingaan et sera massacré. L'expansion ngonie a suivi en effet la côte riche en pâturages.

Ainsi, à quelques exceptions près, les Blancs et les Ngonis ne se sont pas disputés les terres puisqu'ils n'ont pas suivi les mêmes itinéraires. Pourtant les Boers achetèrent (confisquèrent parfois) des terres aux Noirs (Zoulous et Xhosas). Ces terres sont aujourd'hui rendues aux Indigènes par le gouvernement du Dr Verwoerd.

En créant les Bantoustan, les Blancs ne « parquent » donc pas les Noirs dans les réserves. Ils ne font que restituer légalement aux Bantous une patrie que les ancêtres ngonis avaient fondée. Parallèlement, les Blancs se voient attribuer les terres conquises et mises en valeur par les Vortrekkers.

LA TERRE EST A QUI LA TRAVAILLE.

Non, la République sud-africaine, ce n'est pas, comme beaucoup le pensent, des villages nègres et quelques bungalows de style colonial dans lesquels se vautrent des [illegible] vivant du travail des esclaves. Rien n'est plus comique que de découvrir

la surprise des voyageurs qui, pour la première fois, déambulent à travers Johannesburg, la cité de l'or.

Des hommes, des réprouvés sont arrivés sur cette terre vierge, il y a un peu plus de cent ans. Résistant à toutes les coalitions dirigées contre eux, surmontant toutes les épreuves, ils ont jeté les bases d'une civilisation qui apparaitra dans un siècle ou deux comme l'une des plus fantastiques réussites de notre époque.

L'étranger qui erre dans les rues des grandes cités sud-africaines pressant déjà le XXI[e] siècle avec ses colossales constructions de verre et de béton, suspendues dans le ciel, ses autoroutes qui s'enchevêtrent, bondissent par-dessus les obstacles ou disparaissent sous terre, ses usines qui crachent le feu dans la nuit...

Ce que ces hommes ont fait, nul ne peut l'imaginer si de ses propres yeux il ne l'a vu. Or, toutes ces réalisations n'ont été possibles que grâce à la persévérance, au courage, à l'esprit d'entreprise des Sud-Africains. Ces qualités caractérisent ce peuple volontaire. Il n'est nul besoin d'être prophète pour deviner ce qui se passerait si les Sud-Africains se soumettaient à la « Conscience universelle ». En quelques générations, les activités industrielles disparaîtraient. Toute la vie économique du pays se concentrerait autour de l'or et du diamant, lesquels appartiendraient à quelques technocrates gouvernant un peuple avachi, par l'intermédiaire d'un ramassi de mulâtres cupides.

Les Blancs d'Afrique du Sud ont fui à pied, du Cap au Transvaal, pour vivre selon leurs coutumes.

Ils avaient tout d'abord abandonné l'Europe, puis ont fait des milliers de kilomètres à pied pour vivre libres ; on ne peut les accuser d'avoir dirigé leurs pas vers le Transvaal pour y chercher de l'or, pour la simple raison que les mines n'ont été découvertes qu'après leur arrivée. Au début de leur installation, ils se mélangeaient facilement aux Indigènes. Un million de métis en témoignent. Ce sont les Internationalistes qui, se servant des Anglais, ont voulu leur arracher le Transvaal pour accaparer les richesses minières. Ce sont eux qui leur ont appris la « fierté de race » et leur ont interdit de se mélanger aux « coloureds ». Ce n'est pas de la faute des Afrikanders si les circonstances ont changé aujourd'hui. Que les Anglais, les Américains, résolvent leur propre problème noir avant de se mêler de ce qui se passe à Pretoria. Les Sud-Africains n'ont pas besoin de conseils pour vivre en paix avec des Bantous qui travaillent avec eux depuis des générations.

IL N'Y A PAS DE RACISME EN R.A.S..

Rien en Afrique ne peut se comprendre si l'on ignore la nature exacte des liens qui unissent les Noirs et les Blancs. Ces

liens prennent racine dans la longue histoire commune à ces deux races. Bantous et Afrikanders se sont d'abord affrontés dans une guerre sauvage. En pays Xhosa par exemple, ce conflit prit naissance en raison d'une conception différente du sens de la propriété. Boers et Xhosa étaient éleveurs de gros bétail. Mais alors que les Blancs pratiquaient l'élevage extensif, les Xhosas considéraient comme leur propriété tout animal qui n'était pas enfermé le soir dans un enclos. Ces pratiques provoquèrent au début de violentes réactions chez les Boers. Mais les hommes ne peuvent pas toujours se traquer et s'exterminer. Alors, ils ont traité, se sont observés, puis ont fini par se comprendre. Comme toujours en Afrique lorsque deux sociétés coexistent, elles s'épaulent et finissent par se compléter. En Afrique australe, le Noir a tout de suite compris que le Blanc pouvait l'aider. S'il n'y avait en présence que les Bantous et les Européens, il n'y aurait aucun problème. Les Bantous sont naturellement accueillants et trouvent pratique de s'appuyer sur le Blanc, ce Blanc qu'ils connaissent et en qui ils ont confiance *parce qu'il ne les a jamais trompé.* Lorsque les Sud-Africains disent aux Bantous qu'ils sont des Noirs, ceux-ci ne se sentent pas humiliés. Ils considèrent qu'ils ont un passé, des mœurs, des traditions que respectent les Afrikanders et qui ne sont pas celles des Blancs. Lorsque les démagogues de Londres ou de Washington leur disent qu'ils sont des Blancs, ils pensent que ceux-ci les trompent et ils ne leur accordent aucune confiance. Les Zoulous disent au sujet des Anglais libéraux : « Ils avancent et puis reculent et on ne sait jamais ce qu'ils veulent. Avec les Afrikanders, au contraire, on sait où l'on va car ils ont tenu les promesses qu'ils nous avaient faites avant de s'emparer du pouvoir ». Seules, les influences extérieures troublent donc les relations amicales qui unissent Afrikanders et Bantous.

En Afrique du Sud, les enfants noirs et blancs sont élevés ensemble et ne sont séparés qu'à l'âge où ils entrent à l'école. C'est pourquoi ils se connaissent si bien. Le Blanc n'oublie jamais son camarade d'enfance et ne tolérera jamais de voir humilier celui qui fut le premier confident de ses joies et de peines. Le Noir sait que le Blanc le connait et qu'il le jugera toujours à sa juste valeur. Il s'ensuit une estime réciproque qui a pour origine le monde merveilleux de l'enfance et ce ne sont certainement pas les propos hystériques de l'O. N. U. qui altéreront cette camaraderie.

Certains se demanderont donc pourquoi les Sud-Africains, qui sont des gens de bon sens, honnêtes et loyaux avec les Noirs, ne mettent pas un terme à cet apartheid qui les oppose au reste du monde. Je pense que c'est précisément parce qu'ils ont toutes ces qualités qu'ils poursuivent, souvent à contre-cœur, cette politique, la seule applicable en Afrique du Sud, du moins pour l'instant.

Ici, je voudrais tout de suite préciser que l'*apartheid*, ou ségrégation, n'est pas le *racisme*. Le raciste pose le principe d'une intégralité des races et prétend que l'une d'entre elles est supérieure à l'autre. Les partisans de l'apartheid pensent que les races sont différentes et qu'elles doivent évoluer selon

leur génie propre. Il n'y a pas plus de racistes en Afrique du Sud que dans n'importe quel autre pays du monde, où coexistent plusieurs communautés ethniques. Rappelons pour mémoire que les Arabes massacrent les Kurdes, que les Juifs ont parqué les Arabes de Palestine ou plutôt ceux d'entre eux qui ont survécu aux massacres organisés par les tueurs de la Hagana ou du Stern, que les Grecs exterminent les Turcs qui leur tombent sous la main à Chypre...

Et puis, plus près de nous, certains Français n'ont-ils pas applaudi lorsque le Général De Gaulle affirma qu'il ne ferait pas l'Algérie française parce qu'un Breton ou un Auvergnat n'était pas un Arabe. Il semble que, si l'on en juge par les résultats du référendum, les Français ont été bien d'accord avec le Général De Gaulle. Alors, pourquoi ces mêmes électeurs prétendent-ils aujourd'hui qu'un Afrikander est un Zoulou ? Pourquoi veulent-ils que les Blancs qui ont un passé, une civilisation bi-millénaire absorbent une autre civilisation qui n'a rien de commun avec la leur, ou soient absorbés par elle ?

En fait, la plupart des Français répondront qu'ils n'ont jamais voulu cela, parce que leur expérience coloniale leur permet de mieux juger les problèmes africains... Ils sont tout simplement victimes des mots et le plus souvent ne connaissent pas l'Afrique du Sud.

Voyons quels sont donc les éléments du problème sud-africain.

LES ELEMENTS DU PROBLEME SUD-AFRICAIN.

Quatre facteurs principaux déterminent la politique des Nationalistes sud-africains.

— D'abord, il existe en R. S. A. des communautés différentes du point de vue ethnique, ayant un patrimoine, une originalité biologique, une langue, des mœurs, des habitudes fort dissemblables. Ces communautés sont implantées en Afrique australe depuis des générations et il serait difficile de contester juridiquement, et en tout cas humainement, leur présence sur ce territoire.

Les Blancs ont occupé un pays peuplé de Boshimans et de Hottentots ; ils y ont fait des métis qui vivent surtout dans la région du Cap. Puis sont arrivés des Bantous qui se sont installés d'abord dans les régions côtières, puis sont venus dans les villes, attirés par les Blancs.

Prenons ces seuls Bantous : ils se divisent en « races » aussi différentes entre elles que le sont en Europe Scandinaves et Latins. Les Zoulous n'entendent pas être confondus avec les Xhosas et pourtant les deux communautés descendent des Ngonis. Les Vendas ou les Shotos se sentent très différents des Ngonis ou des Shenganes... Chaque groupe est fier de son passé

et de ses origines culturelles et techniques. Les Bantous ne veulent pas être sacrifiés en vertu du principe abstrait de « métissage universel », principe enfanté et propagé par des êtres au cerveau malade et n'ayant jamais eu le moindre contact avec la réalité.

— En ce qui concerne les Blancs, voici trois siècles que leurs ancêtres ont mis pied sur la terre africaine. Les Noirs ne sont venus que cent trente ans plus tard. Pourquoi les premiers s'en iraient-ils ? « On ne leur demande pas de partir, mais d'accepter le principe du suffrage universel », diront certains. Mais accepter ce principe équivaudrait à se suicider. L'élimination de l'élément blanc ne serait qu'une question de temps, comme ce fut le cas au Kénya, en Rhodésie du Nord ou en Algérie.

Troisième élément, non moins important : la croissance démographique accélérée chez les Bantous.

Le taux des naissances est chez les Bantous plus élevé que chez les Blancs, parce que les Noirs sont en général très prolifiques, prennent plusieurs femmes et sont encore peu industrialisés.

Dans la mesure où il y a équilibre entre la productivité des Noirs et les besoins sans cesse accrus en raison de l'augmentation du pouvoir d'achat, on ne peut parler de surpopulation. Encore faudrait-il tenir compte de l'aide que fournit l'Etat aux Bantous, sans laquelle le déséquilibre démo-économique apparaîtrait depuis longtemps en Afrique du Sud.

Il est évident que, laissés à eux-mêmes, les Bantous ne seraient pas capables d'harmoniser l'ensemble socio-politico-économique que constitue une nation moderne. Leur seule issue serait de retourner à la vie primitive (comme c'est le cas dans bien des pays d'Afrique), à moins qu'ils n'acceptent, sous une forme camouflée, un quelconque néocolonialisme.

— Et nous arrivons tout naturellement au dernier élément, le plus important peut-être. Si, en Afrique du Sud, il n'y avait que les groupes ethniques sud-africains en présence, tout serait simple. Mais ce pays est attaqué de l'intérieur et de l'extérieur par des individus sans scrupules, ayant des objectifs différents certes, mais qui sont étrangement unis pour la circonstance.

L'ingérence des Communistes dans les affaires intérieures de l'Etat n'est plus à démontrer (1). Mais il n'y a pas que les Communistes qui sont en cause et, pour être souvent les plus tapageurs, ils ne sont certainement pas les plus dangereux. La R. S. A. est en ce moment en butte aux attaques d'un vaste ramassis de forces internationalistes groupant presque toutes les tendances religieuses et agissant indifféremment de Londres, Paris, Moscou, Washington ou Johannesburg.

Les relations humaines en Afrique du Sud sont sans cesse faussées par le jeu de ces forces conjuguées qui freinent et modifient l'évolution naturelle de cette société. Un exemple : le « petty apartheid », celui qui frappe tant d'étrangers dans les autobus, les trains, et en général tous les endroits publics, aurait disparu depuis bien longtemps si les Sud-Africains ne redoutaient que la plus petite transformation dans ce domaine ne soit interprétée comme un acte de faiblesse. « Nous verrons

ce que nous aurons à faire lorsque l'on aura fini de nous importuner », affirment-ils.

Je connais les Sud-Africains... Ils ne lâcheront pas et le monde entier se lassera avant eux.

POURQUOI L'APARTHEID EN R.A.S. ?

Quelles sont, compte tenu des données exposées ci-dessus, les solutions qui s'offrent aux Sud-Africains ?

Excluons tout de suite celles qui sont trop théoriques. Nous avons vu en France quel crédit on pouvait accorder à « la loi-cadre », à « l'indépendance dans l'interdépendance », à « l'association », à la « France africaine »... Toutes ces élucubrations sont des vues de l'esprit. En matière de politique raciale, trois méthodes sont applicables : INTEGRATION, SEGREGATION ou ELIMINATION. Toute autre solution ne peut constituer qu'une étape aboutissant en fin de compte à l'une de ces issues, et destinée de toutes façons à masquer la réalité finale à une population toujours abusée par des mots.

— Les Blancs qui sont en R. S. A. ont bien l'intention d'y rester et si, un jour, ils étaient victimes d'une agression, hommes, femmes, vieillards et même enfants, se dresseraient contre l'envahisseur et se feraient tuer sur place plutôt que de céder un pouce de terrain. De toutes façons, nous qui appartenons à la même civilisation ne pourrions laisser massacrer nos frères sans intervenir. La guerre d'Afrique du Sud serait bien plus atroce que ne le fut celle d'Espagne, parce que des combattants venus du monde entier s'affronteraient dans une lutte sauvage, à caractère idéologique et *racial*.

Réciproquement, nous ne pourrions laisser massacrer les Noirs par les Blancs, mais comme ceux-ci n'ont pas la moindre intention de le faire, je ne crois pas qu'il soit utile de retenir la solution d'élimination de l'une ou l'autre des Communautés.

— Que vaut la solution d'intégration en Afrique du Sud ? J'ai expliqué dans un article sur le Portugal d'Afrique que les solutions apportées par les Portugais aux problèmes raciaux ne pouvaient être appliqués avec succès en R. S. A. pour la bonne raison qu'il est trop tard pour intégrer efficacement les Noirs aux Blancs. Dans l'état actuel de la situation mondiale, cette intégration signifierait, je le répète, l'élimination des Blancs. Le simple bon sens indique que la fusion brutale de peuples aussi différents que le sont les Afrikanders et les Bantous ne peut se faire par décret. Si cette fusion doit un jour se faire, ce dont je doute, elle résultera d'une acceptation réciproque. La loi ne fera alors que consacrer par la légalité un état de fait existant depuis longtemps. Pour l'instant, le Noir est bien trop étranger à notre mentalité occidentale pour qu'une telle fusion

soit possible. Il vit dans un univers qui n'est pas à sa mesure et, en tous cas, pas à celle de ses propres capacités.

Prenons un exemple :

Donner par décret l'égalité de salaire entre Noirs et Blancs est absurde si l'on ne peut en même temps rendre le Noir aussi productif que le Blanc. Et si, pour des raisons politiques, on s'obstine à le faire, le Noir ne trouvera plus de travail. Il est évident que l'employeur n'acceptera plus de payer au même tarif un Bantou qui lui fait moins de travail qu'un Européen. Noirs et Blancs se retrouveront donc très vite replacés de part et d'autre de la barricade sociale. Et le Noir haïra le Blanc, coupable selon lui de lui refuser une égalité de salaire après avoir été obligé de reconnaître ses qualités professionnelles.

Que va-t-il se passer ? Si le Bantou n'a pas obtenu d'égalité politique, il cherchera à obtenir gain de cause par la palabre et éventuellement par la force. Mais si, entre temps, on a obligé les Blancs à accepter le principe du suffrage universel, alors il éliminera les Blancs de tout pouvoir politique, et dans un pays jadis prospère et bien organisé s'installera l'anarchie. La productivité tombera en flèche. Les Blancs seront naturellement rendus responsables et fuiront, à moins qu'ils ne soient massacrés, au grand soulagement des Internationalistes qui arriveront en sauveur et s'empareront en fait des richesses minières.

La bonne méthode consiste donc à élever séparément les groupes ethniques jusqu'à ce qu'un dialogue utile puisse être amorcé. Un jour peut-être (en Afrique du Sud c'est certain), l'apartheid ne sera plus nécessaire car les Noirs auront acquis une telle maturité politique qu'il ne sera plus utile de créer des lois pour les contenir à leur place.

Depuis cinq ans, les Sud-Africains ont rendu aux Noirs leur fierté de race. Ils leur ont rendu leurs terres, ressuscité les foyers nationaux. Dans dix ans, dans vingt peut-être, nous assisterons à la résurrection de la patrie bantoue et alors, les Noirs ne menaceront plus les Blancs. L'apartheid deviendra inutile, comme il le serait aujourd'hui si les Internationalistes ne menaçaient pas la République sud-africaine.

LA REVANCHE DU PRESIDENT KRUGOR.

Nous avons vu comment Rhodes réussit à gagner la confiance des milieux d'affaires londoniens et jeta les bases de l'Empire britannique en Afrique. Il manœuvra très habilement et écarta successivement tous les concurrents européens. Pourtant, il buta sur la détermination d'un vieux paysan bien décidé à sauver sa patrie des financiers apatrides qui, sous des prétextes humanitaires, entendaient s'approprier des richesses minières nouvellement découvertes.

Dans son ourvage sur la République sud-africaine, Lesourd écrit :

« Les points de discussion entre Rhodes et Krüger étaient au nombre de deux :

« Les droits juridiques et la citoyenneté des uitlanders, c'est-à-dire de ces gens qui s'étaient rués vers le Rand à l'annonce de la découverte des mines d'or..

« La possibilité d'exploitation des mines. Sur ce point, Krüger menait la vie dure aux uitlanders... (3). »

On sait comment Rhodes, bien décidé à établir la souveraineté britannique du Caire au Cap manœuvra pour déclancher le conflit qui entraîna la ruine de l'Etat du Transvaal.

Il tenta tout d'abord de provoquer le soulèvement des uitlanders nombreux sur le Rand. Pour ce faire, il envoya Jameson, un de ses complices, avec mission de provoquer une révolte. Mais Jameson échoua et fut capturé le 2 janvier 1896 par Joubert.

Krüger déclara alors à ses compatriotes que jamais il ne se soumettrait aux Britanniques.

Et ce fut le brutal coup de force. Avec une absence totale de scrupules, les Financiers de Londres poussèrent « leur » pays dans une guerre d'extermination. Laissé soigneusement dans l'ignorance de ce qui se passait réellement au Transvaal, le peuple britannique versera et son or et son sang pour installer le capital apatride sur les ruines des fermes boères. Des milliers de paysans tombèrent, les armes à la main, pour défendre leur terre. Ils durent capituler cependant lorsqu'ils comprirent que leurs femmes et leurs enfants, tous enfermés dans des camps de concentration, ne survivraient pas s'ils ne se rendaient.

MM. Disraeli, Rotschild et autres avaient gagné. Leur victoire, toute provisoire d'ailleurs, laissait un peuple face à l'abîme. Mais qu'importe, à Londres, les valeurs étaient en hausse... On ne s'arrête pas à de si sordides détails lorsque l'on veut la grandeur de... l'Angleterre.

Mais, en 1960, les fils du vieux Krüger (lequel devait mourir de chagrin et de misère en Suisse) proclamaient la République et mettaient un terme aux sinistres projets de la Finance internationale.

Pourtant, aujourd'hui, le combat reste le même. Avec une effiacité et une ténacité redoutable, les ennemis de l'Afrique du Sud tentent d'éliminer les Nationalistes. Ils veulent installer une sorte de gouvernement fantoche leur obéissant en toutes occasions. Mais les circonstances ont changé. D'une part, les Nationalistes connaissent parfaitement les adversaires de la patrie et, de l'autre, ils connaissent leurs moyens d'action. Enfin, ceux qui ont installé la toute-puissance de l'or en sont aujourd'hui prisonniers. Ils ne peuvent, en particulier, boycotter la R. S. A. sans compromettre du même coup leur puissance et leur autorité dans d'autres pays.

Aussi longtemps qu'un peuple reste pur de tout métissage (quelle que soit la couleur de sa peau), aussi longtemps qu'il reste moralement sain et respectueux de ses traditions et de

son passé, IL NE PEUT ETRE VAINCU. Et les Internationalistes ne s'y trompent pas. Dans un intéressant article dont nous aurons à reparler (4), Peter Ritner analyse les possibilités d'action contre la R. S. A. et en vient à se demander si un blocus économique total ou une intervention militaire (A) serait capable d'abattre les Nationalistes. « La mobilisation d'une force internationale qui descendrait sur l'Afrique du Sud parquerait les Afrikanders mâles dans des casernes hygiéniques » pourrait cependant avoir des résultats inattendus. J'ai l'impression que les « casques bleus » risqueraient fort de se retrouver parqués eux-mêmes en quelques heures (5). Et Peter Rietner s'en doute un peu puisqu'il termine son remarquable exposé en nous affirmant qu'il faut patienter, car le Jazz et Freud viendront bien à bout de la résistance afrikandère. Terrible aveu et qui vérifie ce que nous pensons depuis si longtemps : le Jazz et Freud sont en train de préparer de nouveaux esclaves... Ne comprend-on pas pourquoi on veut absolument métisser l'Afrique du Sud ? Parce qu'un peuple pur et sain restera réfractaire à toute forme de décadence... Parce qu'il ne se trémoussera jamais au son de la musique nègre et n'acceptera pas de laisser troubler la conscience de ses fils par les élucubrations d'un juif névrosé sexuel.

Robert ANDERS.

(1) Lire : « Danger pour l'Afrique du Sud », qu, paraîtra prochainement aux « Editions des Sept Couleurs ».

(2) Ces lignes sont tirées d'une série d'articles parus dans « Rivarol », hebdomadaire dans leque j'ai longuement expliqué le problème des relations humaines en R. S. A..

3) L'Afrique du Sud de J. Lesourd - Edition "Que sais-je".

4) Article et Documents numéro : 01717-18 de Août 1965.

5) Les Internationalistes comme on le voit ont de la suite dans les idées. Après avoir exterminés 22.000 femmes et enfants dans des camps de concentration durant la guerre des Boers, ils préconisent aujourd'hui d'y enfermer les hommes. Il est évident qu'ils ne peuvent se résoudre facilement à perdre le contrôle des ressources minières de l'Afrique australe.

CONCLUSION

Nous avons essayé de présenter à nos lecteurs une Afrique telle qu'une assez longue expérience nous permet de la voir. Nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet mais nous avons fait un travail d'approche, cerné quelques problèmes essentiels tels que la Coopération, le Colonialisme et le Néocolonialisme, le Racisme ou l'Apartheid... Nous espérons que certains lecteurs qui ont pris connaissance de ce numéro ne verront plus les Africains avec le même regard. Les Noirs ne sont ni des anges ni des monstres... ce sont des hommes chargés d'un lourd passé héréditaire mais qui, convenablement aidés, peuvent réussir de grandes entreprises car ils sont intelligents et capables de s'adapter très vite à un nouveau rythme de vie. Cependant, aucune coopération n'est possible dans les circonstances actuelles parce que les relations qui se sont établies entre eux et nous depuis l'indépendance ne sont pas saines.

Les Progressistes, les optimistes inconditionnels, lesquels sont par ailleurs les pires racistes que l'on puisse imaginer accordent une confiance totale aux Noirs et cela est mauvais car les faits démontrent qu'actuellement les Africains ne sont pas digne de confiance.

Les réactionnaires de droite n'accordent aux Africains aucune confiance et ont rejeté une fois pour toute les Noirs dans le camp des barbares irrécupérables et cette attitude est stupide car les Africains ne sont pas plus barbares que les Européens (ayant vécu des années en forêt africaine et plus particulièrement dans cette province orientale congolaise actuellement ensanglantée, je dirais même que les Africains ont un sens de l'hospitalité et du respect de l'Etranger que l'homme blanc n'a plus). En outre, si cinq ans d'Indépendance se soldent par un échec, c'est parce que nous n'avons pas aidé les Noirs de façon réaliste... C'est parce que les relations qui nous unissent à eux manquent d'équilibre et souvent d'honnêteté. Les Progressistes, du moins ceux qui prétendent l'être, mêlent à l'idée généreuse de coopération des préoccupations sexuelles. Est-il besoin de

livrer nos filles pour être les amis des Noirs ? Dans ce cas nous n'avons pas besoin de cette amitié malsaine. D'autre part, les capitalistes français, méprisant les Africains, grimacent quelques sourires afin de conserver les marchés.

La Nation européenne, forte de 500 millions d'âmes peut à la rigueur du point de vue économique se passer de l'Afrique, mais l'inverse n'est pas vrai.

Si les rapports qui doivent s'établir entre Noirs et Blancs ne peuvent reposer sur une confiance, une amitié réciproque bien comprise, si ces rapports, par manque de virilité ou par excès de sentimentalisme malsain, s'embourbent dans de sordides histoires sexuelles, alors nous préférons abandonner l'Afrique à son triste destin. Nous voulons aider le Tiers-Monde mais nous voulons aussi rester blanc, sans pour cela mépriser les peuples de couleur. Chaque peuple a une âme et son âme est liée à sa race. Aucun peuple, au cours de l'Histoire n'a résisté au métissage. Si les Noirs américains sont restés physiquement et moralement intacts, s'ils peuvent encore combattre pour leurs droits et pour leur liberté, c'est parce que la Ségrégation les a sauvé du métissage. S'il n'en avait été ainsi, ils ne formeraient plus aujourd'hui qu'un ramassis d'esclaves tiraillé entre les Blancs et les Noirs incapables d'avoir une conscience nette de leurs droits et de leurs devoirs donc, incapables à plus forte raison de passer aux actes pour défendre leur dignité d'hommes libres. Ce n est pas pour rien — et cela, jamais un progressiste ne le comprendra — ce n'est pas pour rien, dis-je, que les membres du parti nazi américain ont toujours été les invités d'honneur dans les congrès des "Black Moslems". Le leader noir américain Malcolm X, lâchement assassiné il y a quelques mois n'avait d'ailleurs jamais caché sa sympathie pour les Nationalistes sud-africains et pour le régime du Docteur Verwoerd.

Maintenant, si les peuples africains et européens refusent de voir la vérité en face, et de prendre les mesures qui s'imposent afin de réformer l'ensemble des liens économiques, culturels, sentimentaux qui les unissent, on peut être certain que les rapports eurafricains se détérioreront très vite. Les Occidentaux se lasseront d'aider les Africains en pure perte et surtout de recevoir des insultes en échange de leurs sacrifices.

Si l'Occident finit par se désintéresser de l'Afrique, point besoin d'être prophète pour prévoir l'évolution de la situation politique dans les prochaines décennies.

La guerre subversve fait rage en Afrique. Elle est le prélude à la troisième guerre mondiale comme la guerre d'Espagne fut le prélude à la seconde. C est une évidence pour peu que l'on se penche un peu sur les données du problème.

La révolution industrielle a directement inspiré une révolution intellectuelle, laquelle ne fait que préparer le terrain à un gigantesque conflit racial dont la guerre idéologique de 1940/45 ne fut que le premier acte. La révolution industrielle née en Occident a enrichi les Blancs. D'autre part, produit de cette révolution, des techniques nouvelles (radio, cinéma, presse...) ont fait miroiter les benfaits de notre civilisation à des populations vivant encore au stade de la subsistance. Aujourd'hui les besoins ne correspondent plus à la productivité. Grâce aux soins dont

ils ont été l'objet, le décalage entre la population et la production s'est encore accentué. Ne pouvant trouver en eux leur propre ferment révolutionnaire, les peuples de couleur resteront assistés et l'Occident continuera de s'enrichir par son travail. Des décrets pris en faveur des Noirs ne changeront rien à cette situation qui ira en s'aggravant. Incapables de s'industrialiser les peuples africains verront la courbe de natalité monter en flèche en même temps que les besoins d'une population maintenue dans un état de malnutrition chronique. L'Occident pour sa part verra la sienne stabilisée et bien nourrie. Ce déséquilibre conduira fatalement à la guerre dont le conflit d'Extrême-Orient n'est que le début.

Aidés par les Chinois, les Communistes africains finiront par effacer les dernières traces de la civilisation occidentale en Afrique. Eux-mêmes seront ensuite "liquidés" et le Continent noir deviendra un Continent jaune très vite transformé en base opérationnelle contre l'Europe. Ne croyons pas trop à notre "force de frappe" pour repousser les Barbares et méditons ces paroles d'un grand leader communiste chinois : "La victoire finale n'appartiendra pas aux peuples qui ont l'arme atomique mais à ceux qui auront de nombreuses baïonnettes".

Robert Anders

Michel RIMET

Réflexions sur la décolonisation

Nous ne donnons dans ce numéro spécial que la première partie de l'étude qui nous a été envoyée par M. Michel Rimet, ***parce qu'elle traite principalement des problèmes spéciaux à l'Afrique.*** *La seconde partie de cette étude, plus générale, et évoquant le cas d'autres régions, sera imprimée dans notre livraison* ***suivante.***

Bénéficiant d'une assez longue période de paix, l'Europe, dans la seconde moitié du siècle dernier et dans les premières années du XX[e], envoya des explorateurs dans les régions vierges d'Afrique ou d'Asie. Des détachements armés ou corps expéditionnaires suivirent les explorateurs et s'emparèrent de territoires importants pour le compte de leurs pays respectifs. Pendant cette curée, la Grande-Bretagne se tailla la part du lion, suivie d'assez près par la France. Plus modestes furent les conquêtes de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique. De hardis pionniers, colons, explorateurs, admisistrateurs, missionnaires, s'installèrent derrière les conquérants, procédant à la mise en valeur économique et culturelle et à l'organisation de ses territoires extra-européens. Pendant ce temps, les Etats-Unis, fidèles à la doctrine de Monroe, se cantonnaient dans leur « splendide isolement » et se contentaient de possessions peu importantes ; ils constituaient d'ailleurs à cette époque un pays moins évolué, culturellement et économiquement, que les nations européennes ; quant à la Russie, encore dominée par les tsars autocrates, elle se trouvait en plein Moyen-Age et se bornait à une expansion dans un territoire d'Asie, immense mais désertique, au climat ingrat et peu susceptible, de ce fait, d'attiser les convoitises des autres puissances dont il se trouvait par ailleurs hors de portée, au-delà de l'Oural, de la Russie d'Europe, et sa conquête allait

permettre à cette dernière puissance de bénéficier de débouchés dans le Pacifique. Seule une défaite des armées tsaristes devant le Japon, en 1904, allait mettre un léger frein à l'expansionnisme de Moscou en Asie. On peut dire par conséquent que, pendant la période considérée, les différentes puissances européennes eurent les mains liées en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Océanie. A la veille de la première guerre mondiale, et même encore en 1918, après la mise en tutelle de certains territoires d'Asie Mineure et d'Afrique, par l'Angleterre et la France, l'Europe brillait d'un éclat incomparable et affirmait sa pré-éminence dans le Monde, tant sur le plan politique, que culturel ou économique. Paris et Londres étaient des capitales qui exerçaient une autorité aussi bien politique que morale ou économique, sur d'immenses territoires qui s'étendaient dans les cinq parties du Monde.

Pourtant, une telle situation n'allait pas durer, car, tandis que les puissances européennes allaient consentir de lourds sacrifices en hommes, en matériel et en argent au cours des deux grandes guerres épuisantes, qui allaient contribuer à ébranler sérieusement les fondations de leurs empires coloniaux, on allait assister à la montée rapide de deux grandes puissances qu'il convient de qualifier d'extra-européennes, bien qu'elles aient toujours été dirigées par des Blancs, et qui sont devenues les deux colosses du Monde moderne. Ces puissances, véritables continents, n'avaient d'ailleurs que très peu contribué à la première guerre mondiale, et n'avaient donc pas eu un gros effort matériel à fournir.

La Russie, à la suite d'émeutes populaires, mit fin, dans le sang, en 1917, au régime des tsars et instaura chez elle un régime républicain et socialiste, basé sur les théories de Marx et de Lénine. La Révolution d'octobre 1917 marqua le début d'une ère entièrement nouvelle et apporta en quelques années des changements radicaux, dans les structures, non seulement politiques, mais sociales de la Russie, qui allait connaître, sur le plan culturel, scientifique et technique, un essor sans précédent. Dans le même temps, les Etats-Unis, enrichis humainement par l'appoint de forts contingents d'émigrés européens (éléments particulièrement dynamiques puisqu'il s'agissait d'aventuriers partis chercher fortune dans le Nouveau-Monde), et matériellement par les prêts d'argent consentis par les Européens, continuaient leur ascension rapide. Parvenus sans grande difficulté à la première place pour la richesse et la puissance matérielle, la grande nation américaine allait peu à peu renoncer à la doctrine de Monroe, pour suivre une politique d'expansionnisme économique dans le Monde sous forme d'investissements privés.

L'émersion rapide et presque simultanée de ces deux géants allait faire perdre au Monde cette polarité européenne qu'il présentait dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle et dans les premières années du XX^{e}. Le centre de gravité de la race blanche, considérée — on ne sait trop pourquoi d'ailleurs ! — comme la plus civilisée, la plus efficiente et la plus dynamique, allait cesser de se situer en Europe, et il devait en résulter une perte de prestige, au moins partielle, de ce continent, aux yeux des peuples colonisés. Désormais, les puissances colonisatrices

n'étaient plus les premières du Monde, et les pays subjugués prirent conscience de ce déclin, et par conséquent de l'espoir de le vaincre un jour. Il faut ajouter que la race blanche subit une perte de prestige quasi-totale, lorsque le Japon, ouvrant les hostilités à Pearl-Harbour, lors de la deuxième guerre mondiale, remporta successivement des succès spectaculaires contre les Nations occidentales les plus puissantes. Le mythe de la suprématie matérielle absolue du Blanc s'effondra. C'était l'époque à laquelle un mouvement nationaliste, le Viet-Minh, prit naissance en Indochine, encore administrée par la France, mais occupée militairement par les Japonais. On sait que les troupes nationalistes luttèrent jusqu'à l'indépendance totale et remportèrent sur la France, en 1954, une victoire éclatante qui eut un retentissement considérable dans le Monde afro-asiatique :: Dien-Bien-Phu, que l'on considère comme le « Valmy » des colonisés. Dès lors, un processus irréversible d'affranchissement des peuples de couleur était engagé inexorablement : il est actuellement en cours. Il est possible de dire que si le XIX[e] siècle fut l'époque de la colonisation, le XX[e] est celui de la décolonisation. Il faut ajouter que ce processus fut hâté par la diffusion, en Afrique et en Asie, de l'instruction et des grands concepts de liberté et d'égalité chers aux démocraties occidentales colonisatrices, qui ont inculqué aux peuplades de ces continents le sentiment de la dignité humaine. Un élan culturel tout à fait dynamique les fit sortir protact avec les principes de la civilisation occidentale et aussi avec ses avantages matériels, scientifiques et techniques. On peut d'ailleurs se demander si le bilan de l'apport occidental chez ces peuples de couleur fut positif. Les Blancs ont, certes, construit dans les territoires d'Outre-Mer des routes, des ponts, des hôpitaux, des dispensaires, pour permettre le dépistage des maladies contagieuses. Tout un équipement technique, médical, culturel, a permis, non seulement d'abaisser le taux de mortalité infantile, mais aussi de transformer ces territoires en pays modernes, bénéficiant d'installations portuaires, de voies de communication, d'une agriculture mécanisée, et aussi d'un commencement d'industrialisation. Pourtant, les Blancs ont aussi apporté avec eux des vices ou des facteurs de destruction.

*
* *

Les peuples de couleur (à l'exception sans doute des Jaunes) se comportent comme de grands enfants, très sensibles à l'attrait de la nouveauté. On dit que les Maoris par exemple, et plus particulièrement les Tahitiens, passent une grande partie de leur existence au cinéma. Dans de nombreux territoires d'Outre-Mer, les « bons sauvages », habitués à l'état de nature, et se contenant de peu, ont pris peu à peu le goût de l'argent, de cet argent qui leur permet d'acquérir les fruits matériels fasci-

nants de la civilisation occidentale. Cependant, l'instinct de propriété et le respect de la propriété d'autrui, qui font partie des normes essentielles de notre civilisation, semblent s'être très peu développés chez ces peuples, de telle sorte que si le sens de l'hospitalité et l'esprit d'entr'aide y sont très développés, le goût de la rapine, du chapardage, du vol sous toutes ses formes, y est aussi très développé. Ceci est vrai dans toute l'Afrique et en Océanie. Pour acquérir une automobile, un frigidaire, etc., il faut évidemment de l'argent que l'on ne peut se procurer que par le travail, intellectuel ou manuel, le commerce (plus ou moins honnête !) et le vol : les Orientaux, en général, ont beaucoup d'aptitudes pour le commerce ; il n'en est pas de même pour les autres peuples de couleur, par ailleurs peu enclins au travail, et dont on devine par conséquent quel peut être le comportement lorsqu'il y a un désir d'acquisition d'un produit de la civilisation occidentale : lorsqu'un Tahitien désire un poste de radio, un téléviseur, une mobylette, etc., il trouve moins fatiguant de se procurer l'argent nécessaire en le volant qu'en travaillant. L'une des erreurs de la colonisation a été d'introduire, fût-ce sous le couvert de bonnes intentions, notre civilisation matérielle parmi les « coloured men » sans inculquer à ces derniers les principes fondamentaux de notre Ethique. Cependant, était-il possible de les imprégner suffisamment des normes de notre Occident chrétien ? Lorsqu'au cœur des années qui suivirent immédiatement la deuxième guerre mondiale, on voulut relever les salaires des Noirs en Afrique française et supprimer le travail forcé, on se rendit compte peu à peu, à l'usage, que les Indigènes se contentaient de travailler un jour ou deux par semaine, subsistant ainsi de revenus très maigres, ce qui entraina une aggravation de la situation économique dans ces territoires. Ainsi, non seulement ces ouvriers noirs n'avaient pas le rendement de l'ouvrier européen, mais n'en avaient pas non plus les ambitions et le style de vie, les valeurs occidentales traditionnelles n'ayant pas cours chez eux. On peut alors se poser la question suivante : devait-on, au nom de l'intérêt supérieur du rendement, de l'efficience, rétablir le travail forcé d'autrefois, quitte à payer les ouvriers indigènes aussi bien que les Européens ou, au contraire, fallait-il, au nom de la dignité humaine et du respect de la liberté d'autrui, qui sont les piliers essentiels de l'Ethique occidentale. fallait-il, disons-nous, laisser à la main-d'œuvre indigène la même liberté d'action qu'aux Blancs ? On peut dire, certes, que c'est une erreur de traiter les Noirs sur le même pied que les Blancs, car, si les uns et les autres sont, en tant qu'hommes, égaux en dignité, c'est-à-dire sur un plan purement abstrait, ils ne sont pas égaux en fait, car ils sont de constitutions physiologiques très différentes, et manifestent des réactions psychologiques souvent opposées, et, répétons-le, des conceptions de la vie, des idéaux très dissemblables. Ainsi, notre dilemne n'a pas à être tranché et notre question demeure sans réponse. Objectivement, il est absurde de soutenir la supériorité de l'Occident sur l'Orient et réciproquement. Comme l'a justement dit Rudyard Kipling : « East is East, West is West, and never the twain shall meet ».

*
* *

Le problème de la colonisation et celui de la décolonisation se présentent très différemment, selon qu'ils concernent les Asiatiques (Jaunes ou Blancs), le Monde arabe et l'Afrique noire.

Ce sont les peuples d'Afrique noire qui se sont montrés les plus passifs à l'égard de l'action civilisatrice de l'Europe ; au contraire, c'est chez eux que l'on a rencontré le moins de résistance et aussi le moins d'efforts constructifs, personnels, dans le cadre de cette action. Doit-on en conclure, comme le vaudrait une logique un peu simpliste, que c'est dans les pays noirs d'Afrique que notre civilisation s'estompera en premier lieu au cours des décades à venir ? Il serait, certes, téméraire de jouer au prophète en pareille matière !

A notre époque, la plupart des peuples afro-asiatiques ont obtenu ce qu'ils appellent leur indépendance (on verra par la suite ce qu'il convient de penser de ce terme !) ; il ne s'agit d'ailleurs que d'une indépendance politique, ce qui signifie que le processus de décolonisation est loin d'être achevé.

Comment se présente la situation des rapports psychologiques entre Européens et peuples ex-colonisés ?

Les Asiatiques, et surtout les Jaunes, depuis la belle victoire de Dien-Bien-Phu, n'éprouvent aucun complexe d'infériorité à l'égard des Blancs. Ils ont le sentiment de les valoir dans l'ensemble. La réciproque est d'ailleurs exacte, car les Occidentaux, et particulièrement les Européens, n'affichent aucun mépris à l'égard des Jaunes ou des Hindous : au Viet-Nam, il n'existe, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, aucun préjugé racial ; il y a quelques années, les mariages entre Français et Viet-Namiens étaient considérés comme parfaitement normaux tant dans la société indochinoise que dans la société française de ce pays. Les Asiatiques ont de multiples et excellentes raisons de ne nourrir aucun complexe d'origine coloniale à l'égard des Blancs. Ils savent que leur continent est le berceau de la civilisation et qu'ils sont dépositaires des plus belles traditions religieuses qui existent dans le Monde. Il est prouvé par ailleurs qu'ils étaient capables, non seulement d'assimiler les principes élaborés par la civilisation blanche, mais aussi d'aller de l'avant et de faire preuve d'initiative en pareille matière. Le Japon bénéficie actuellement de techniques très passionnées : son électronique est la première du Monde et a permis la réalisation de la TV en couleurs, avant même les Américains. Ses appareils photographiques et ses caméras surclassent ceux des Allemands, pourtant réputés. La Chine compte actuellement des savants atomistes éminents, notamment le fameux Tauag-Dao-Les qui fut prix Nobel de physique à 33 ans pour ses travaux sur la dissymétrie de la matière et sur l'anti-matière. Ce pays est maintenant devenu une puissance nucléaire.

Enfin, il fut un temps où vivaient à la même époque, en Inde, trois prix Nobel : Rabindranath Tagore, Sir Jagadis Chandra Bose (botaniste) et Raman (physicien). Signalons aussi le cas

d'un très brillant et très jeune mathématicien hindou : Vichnou Narlikar, ex-auteur, avec le savant britannique Frad Hoyle, d'une nouvelle théorie unitaire du champ de la gravitation. Par la langue et par certains aspects culturels, l'Inde s'est anglicisée.

Le Monde arabe, imprégné d'Islam, s'est peu ouvert aux courants européens. Il a donné un assez grand nombre d'intellectuels, formés à nos disciplines, mais pas (ou très peu) de savants d'envergure. Contrairement à ce qui eut lieu en Asie, les Arabes d'Afrique du Nord, qui furent colonisés par la France, l'Italie et l'Angleterre, n'ont pas éliminé leurs complexes à l'égard des puissances ex-colonisatrices. Ils savent qu'ils n'ont jamais vaincu militairement les Européens et souffrent d'un complexe de « colonisés » à leur égard. On sait aussi que le Maroc et la Tunisie réclamèrent avec véhémence l'évacuation des bases françaises et américaines, implantées sur leurs sols respectifs. Les dirigeants de ces pays voyaient notamment dans l'implantation des troupes françaises sur une très petite portion de leurs territoires une séquelle, un résidu de cette époque colonialisée tant détestée. On sait pourtant que dans le Monde occidental, la question des bases étrangères (aériennes ou navales) est envisagée avec une optique toute différente. De telles bases, en effet, sont louées par bail à un pays étranger (en général les Etats-Unis), ce qui constitue ainsi une source de revenus pour le pays qui les prête. L'origine du drame psychologique, provoqué par les bases françaises en Afrique du Nord, provient du fait qu'elles ne présentent, dans le temps, aucune solution de continuité avec l'époque colonialiste. Veut-on un exemple de ce complexe de « colonisés » des pays arabes ? Tout récemment, des cartes postales furent imprimées en l'honneur de ce que l'on appelle la « coopération » franco-algérienne ; elles représentaient un drapeau français et un drapeau algérien entrecroisés. Plusieurs ministres du Gouvernement Ben Bella furent choqués de voir le drapeau français mêlé symboliquement au leur ; finalement, la police saisit ces cartes qui étaient, selon eux, un symbole du néo-colonialisme. On se souvient qu'à l'occasion de l'entente cordiale, ou bien lors de la visite en France des souverains britanniques, ou d'une visite à Londres du Président de la République française, des cartes postales représentant le drapeau tricolore et le pavillon de l'Union Jack entrecroisés furent éditées et diffusées sans que personne y trouvât à redire. Ceci met clairement en évidence qu'une coopération bilatérale, basée sur l'égalité des parties contractantes, entre une puissance ex-colonisatrice et un pays ex-colonisé, n'est pas possible sur le plan psychologique, surtout s'il y a absence de solution de continuité entre le régime colonial et le régime de l'indépendance avec accords culturels et économiques. Des accords « de coopération » remplis dans de telles conditions — et c'est le cas pour les accords d'Evian ! — ne peuvent que constituer une solution fausse, et reposent sur l'hypocrisie des parties contractantes, chacune espérant secrètement berner l'autre. L' « association » du pot de terre et du pot de fer, dont parlait La Fontaine, produit toujours les mêmes effets, même à cette échelle ! Une association, au sens habituel du terme, n'est possible qu'entre deux états présentant le même degré d'évolution, ayant des normes éthiques sufisamment proches les unes des autres, et complé-

mentaires l'un de l'autre par certains aspects de leur vie économique et de leur civilisation. Des accords de coopération franco-allemands remplissent de telles conditions, et sont donc susceptibles d'être fructueux et d'aboutir aux résultats espérés par les parties contractantes. Si la puissance ex-colonisatrice conclut avec les pays ex-colonisés des « accords de coopération » dans l'intention de maintenir dans ces territoires des privilèges économiques, une telle « alliance » ne peut être qu'une des formes du néo-colonialisme. En général, la puissance normalement développée (Etats-Unis ou pays d'Europe) cherche à s'assurer dans ces pays sous-développés l'obtention de matières premières nécessaires à son industrie, en même temps que des marchés pour l'écoulement de ses produits. Dans de telles conditions, l'industrialisation de ces nations insuffisamment développées devient impossible, du moins si l'on exclut les industries d'extraction des matières premières (mines, gisements pétrolifères). Il y a invasion des capitaux américains ou européens dans le pays ainsi colonisé économiquement, ce qui se traduit par la création de monopoles. Généralement, la colonisation sur le plan politique est un excellent facteur de la colonisation économique, mais n'est pourtant pas nécessaire à cet effet. Il suffit de songer que Cuba, au temps de Battista, était une colonie économique des Etats-Unis et que c'est Fidel Castro qui mit un terme à cet état de choses. Les Américains exercent le même genre de sujétion à l'égard de la République noire africaine de Libéria, politiquement indépendante depuis fort longtemps. Jusqu'à présent, la France accordait l'indépendance à ses ex-colonies d'Afrique en cherchant à leur imposer des accords de coopération économique et culturelle, ce qui signifie que ces pays n'ont pas connu jusqu'à ce jour une indépendance totale.

*
* *

Des accords de « coopération » entre un pays européen et un pays arabe ne peuvent qu'être unilatéraux et voués à l'échec. Les prétendus « accords » d'Evian, signés il y a assez peu de temps, sont déjà caducs : le FLN s'était engagé à respecter la sécurité des personnes et des biens ; pourtant, comme chacun sait, le Gouvernement Ben Bella a « nationalisé » les biens de certains colons européens, et pas seulement ceux des plus riches tels que Borgeaud, mais aussi ceux de plusieurs petits et moyens colons. Ces nationalisations sont purement et simplement des confiscations ; aussi les possibilités d'entente entre l'Algérie et la France sont difficiles. D'une part, en France, l'homme de la rue pense qu'il est particulièrement humiliant pour un pays européen d'envoyer de l'argent, des techniciens, des enseignants à une nation dont les ressortissants se sont aussi mal conduits, et souhaiterait le dégagement. D'autre part, l'Algérien qui vient en France, non seulement dans le but d'échapper à la misère noire qui sévit actuellement dans son pays, mais aussi dans le but de travailler le moins possible et de se faire

entretenir par la sécurité sociale, en simulant la maladie, pense qu'il s'agit là d'une forme d'occupation tout à fait normale, car il a le sentiment qu'à Evian, la France a capitulé devant l'Algérie, et doit payer la note, comme une certaine propagande d'Outre-Méditerranée tend à l'en persuader. Il est évident que dans le cas particulier des relations franco-algériennes, le dégagement aurait l'incontestable avantage de clarifier la situation, surtout du point de vue psychologique. Les avantages que l'on peut retirer d'une prétendue coopération entre ces deux pays sont assez minces du côté français : à l'époque de l'avion transsonique, des bases navales comme Mers-el-Kébir, sises à 850 kilomètres des côtes françaises, sont parfaitement inutiles. Le pétrole saharien est certes une source de profits importants dans l'immédiat, mais on peut se demander dans quelles caisses tombe cet argent ! En outre, on peut entrevoir dans quelques décades une période où l'usage du pétrole, en tant que source d'énergie, sera d'un emploi assez désuet, aussi ridicule que l'emploi des bougies ou des lampes à huile à notre époque. En ce qui concerne le maintien de la culture française dans le Maghreb, elle est bien compromise, car le gouvernement algérien actuel entend bien arabiser le pays ; il a d'ailleurs fait venir d'Egypte des instituteurs de langue arabe, qui sont ainsi payés en partie avec de l'argent français ! ! ! D'ailleurs, les enseignants français d'Algérie rencontrent mille difficultés dans l'exercice de leurs fonctions (entre autres inconvénients, ils sont rémunérés de façon très irrégulière). Le Gouvernement français ne peut plus procéder à des essais nucléaires au Sahara et transporter les installations de la base de Reggane dans le Pacifique.

Il faut considérer que, jusqu'à maintenant, la France et l'Algérie ont vécu dans un état de symbiose très poussé. L'un des éléments de cette symbiose consistait dans l'implantation par les colons français d'un important vignoble au-delà de la Méditerranée. Par leur richesse en tanin et leur degré alcoolique élevé, les vins algériens constituent sur le marché français un complément indispensable, en permettant de réaliser d'excellents coupages. Contrairement à ce que pensent peut-être les viticulteurs languedociens, ces vins ne concurrencent absolument pas les vins métropolitains, mais facilitent au contraire leur vente sur le marché intérieur. Cependant, la persistance de grandes superficies de vignobles sur leurs terres arables rend les Algériens tributaires de l'économie française. Ben Bella l'a compris, semble-t-il puisqu'il a décidé l'arrachage partiel de vignes et leur remplacement par des agrumes. Il ne s'agit là, semble-t-il, que d'une première mesure, et on peut prévoir que, dans quelques années, il n'y aura plus de vins d'Algérie. Le Coran interdit d'ailleurs aux fidèles de l'Islam la consommation de boissons alcoolisées.

Sans en prononcer le mot le gouvernement français s'achemine vers le dégagement, au moins partiel, à l'égard de l'Algérie. Il a tendance à réduire son aide pécuniaire à ce pays ; d'autre part, il a suspendu récemment pour trois mois l'importation des vins d'Outre-Méditerranée. Il y a quelques mois, un ministre de Ben Bella a émis le vœu que l'on procédât à l'expulsion du territoire algérien des quelques 100.000 Français y demeurant encore. Il s'agissait là d'un vœu inutile, car le nombre des Européens

vivant dans ce pays ne cesse de décroître. Le dégagement sera à plus ou moins longue échéance un fait accompli, en dépit de la politique française de 1962 ; c'est une des lignes de force de l'évolution actuelle des rapports franco-algériens, car il semble répondre aux vœux de beaucoup d'Algériens. Il n'est pas sûr cependant qu'il soit total.

Les accords de « coopération » correspondent à la volonté du Gouvernement français de mener une politique de prestige à l'égard des pays africains, mais coûtent assez cher à la Nation. En outre, ils seront toujours tenus en suspicion par les Algériens qui y verront une menace de néo-colonialisme. Nous répéterons donc que de tels accords portent à faux. On ne bâtit rien de solide sur le mensonge et l'hypocrisie.

On sait que la spoliation des colons français a été motivée officiellement par la nécessité de mettre un terme au régime colonial et dans un but de socialisation. Or il s'agit là d'un prétexte mensonger, car les dirigeants algériens n'ignorent pas que le rendement des terres confisquées aux Européens, et « nationalisées », s'abaissera considérablement et que, par conséquent, les salaires des ouvriers musulmans travaillant sur ces terres ne s'amélioreront pas, car il est permis d'émettre quelque doute sur la compétence des « comités de gestion » à la tête de telles entreprises ! C'était donc de simples brimades à l'encontre des Européens.

Sous sa forme intégrale, le *dégagement* consisterait en ceci : évacuation des troupes françaises de Mers-el-Kébir et autres bases françaises en territoire algérien, ainsi que des installations sahariennes; suppression de toute assistance financière et technique à l'égard de l'Algérie, et enfin rapatriement des Européens demeurant encore de l'autre côté de la Méditerranée et dont les vies et les biens sont en danger, cette dernière mesure entrainant comme conséquence logique l'expulsion du territoire français de 500.000 travailleurs nord-africains. La plupart de ces travailleurs s'adaptent mal à la vie occidentale et sont responsables d'une bonne partie de vols, des attaques à main armée, viols, etc., ce qui démontre suffisamment qu'ils ne sont pas faits pour vivre en Europe. Par ailleurs, ils ne constituent pas une main-d'œuvre qualifiée, mais sont seulement aptes à tenir le rôle de manœuvre ; de ce fait, leurs salaires sont peu élevés ; pourtant, ils sont très sobres et frugaux et ont une capacité d'épargne extraordinaire, ne dépensant en France qu'un strict minimum et faisant parvenir la presque totalité de leurs salaires à leurs familles demeurées en Afrique du Nord. Il semble qu'ils pourraient facilement et avantageusement être remplacés par des Italiens du Sud, des Espagnols et des Portugais.

François d'ERCE

Vers une prolétarisation de l'Afrique

Examen de la situation sociale actuelle de l'Afrique francophone à partir d'un exemple concret.

A l'heure actuelle, de tous les pays auxquels la France a accordé l'Indépendance, la Côte d'Ivoire est assurément l'un des plus prospères. Dans l'échelle des revenus nationaux moyens par an et par habitant, elle vient en seconde place après le Gabon avec 184 dollars, précédant nettement des Etats comme le Sénégal (175) ou même la Tunisie (181), qui sont pourtant des exceptions.

A titre de comparaison, en effet, les autres Etats de l'Afrique francophone, y compris le Maroc, se situent autour de 40 dollars à peine. Elle est aussi un des rares pays de ce groupe à posséder une balance commerciale constamment excédentaire : 10,2 milliards de Frs CFA (1) d'exédent en 1962. Cette prospérité peut encore se traduire par d'autres chiffres surprenants : la Côte d'Ivoire est, par exemple, le 3e producteur mondial de cacao ainsi que de café.

Ceci ne l'empêche pourtant pas d'offrir le schéma classique des "pays" en voie de développement" : forte natalité (55%), forte mortalité (35%), mortalité néo-natale et infantile (300%) dix fois plus élevée qu'en Europe, taux d'accroissement démographique important (2,25 par an), économie de type essentiellement agricole, sous-nutrition chronique de la population, structures sociales arriérées, faible niveau d'instruction, etc...

Ce schéma classique porte en Côte d'Ivoire sur une population de 3.350.000 habitants en 1962, dont 15.000 Européens. Cette population se caractérise par une rivalité confessionnelle (catholiscisme, islamisme, animisme, etc...), par une grande diversité ethnique : 60 groupes environ, facteur peu favorable à une quelconque homogénéité "nationale" et par une faible densité :

---

(1) 1 Fr. C. P. A. = 0,02 Fr. français ou 2 anciens Frs. Pour plus de commodité, nous éliminerons la mention « C. F. A. » chaque fois que le sens le permettra.

10,4 habitants au km2 mais qui dépasse les 2.000 habitants/km2 à Abidjan.

C'est à Abidjan en effet que se concentre l'essentiel de la vie du pays et la plupart de ses industries légères de transformation, lesquelles occupent 32% de la population active. La réalisation de son pōrt "a permis l'essor de l'économie, sa magie et ses mirages mettent au cœur de tous les hommes de Côte d'Ivoire les premières manifestations d'un patriotisme, son élaboration a donné un centre de gravité et un noyau de condensation pour l'unification du pays et réaliser une autre originalité de la Côte d'Ivoire, l'ouverture du bloc ouest-africain sur le monde". (2)

Sans nous laisser griser par cette belle prose, reconnaissons cependant que cette métropole, située dans la région lagunaire au climat équatorial de transition et subissant une pluviométrie qui dépasse les 2000mm par an, réunit en effet plus de 325.000 habitants et atteindra le demi-million d'habitants en 1970. Le canal de Vridi, ouvert en 1950 (au temps du colonialisme), a permis l'accès aux navires de grand tonnage (2225 navires accueillis en 1962), de sorte que le trafic du port dépasse aujourd'hui les 2,5 millions de tonnes par an.

Ce développement spectaculaire a été rapidement accompagné de l'extension économique et démographique de la capitale. C'est ainsi qu'une enquête récente (1) a pu prendre pour objet le salarié abidjanais, ce qui nous permet de faire aujourd'hui le point sur l'industrialisation de la Côte d'Ivoire et sur les conséquences sociales, voire politiques, d'un tel effort dans le domaine industriel, en bénéficiant des statistiques les plus actuelles.

UNE MAIN-D'ŒUVRE MEDIOCRE.

Si la Côte d'Ivoire reste essentiellement agricole, elle n'en a pas moins senti, et ce bien avant l'indépendance, la nécessité d'une industrialisation. Aussi la voit-on consacrer actuellement 40% de ses investissements au secteur industriel. Ce brusque changement dans les habitudes économiques du pays n'est

---

(2) G. Rougerie, « La Côte d'Ivoire ».

(1) P.-L. Esparre, « Le travailleur manuel urbain de l'industrie d'Abidjan », Faculté des Sciences Humaines, Dakar, 4e trim. 1965. L'ouvrage consiste essentiellement en une enquête portant sur environ 1.200 travailleurs des industries alimentaires d'Abidjan. Bien que l'auteur y laisse souvent transparaître une formation universitaire encore trop récente et parfois marxisante (« Cette étude est dédiée à tous les travailleurs ivoiriens, en témoignage d'estime et d'admiraton pour les sacrifices qu'ils consentent dans l'espoir de hâter le développement économique et social de leur pays »), il ne peut pas céler les difficultés africaines du moment. Nous lui empruntons la plupart de nos indcations statistiques, ainsi que les citations dont nous n'avons pas indiqué systématiquement l'auteur. On consultera également avec profit, entre autres ouvrages : G. Bougerie, « La Côte d'Ivoire », PUF, 1964 ; R. Dumont, « L'Afrique noire est mal partie », Le Seuil, 1963 ; E. Bonnefous, « Les milliards qui s'envolent », Fayard, 1963 ; Y. Lacoste, « Les pays sous-développés », PUF, 1963 ; diverses revues, dont « Le Monde », etc.

d'ailleurs pas sans accroître le déséquilibre entre les zones agricoles et forestières et les zones urbaines du pays, au profit bien sûr de ces dernières.

Cette "révolution se marque particulièrement par les courants migratoires qui, en provenance du nord, "fondent" littéralement sur Abidjan. L'accroissement démographique de la capitale n'est dû en effet que pour 1/3 à son accroissement naturel. Les 2/3 restant sont imputables à un accroissement migratoire excessif. Cette immigration provient soit de l'arrière-pays, soit même dans une forte proportion de Haute-Volta.

Car la Côte d'Ivoire possède elle aussi ses propres allogènes : sur moins de 1200 travailleurs récemment interrogés, on trouve près de 500 Voltaïques. Il va de soi que ces immigrants sont utilisés aux tâches les plus ingrates : "La main-d'œuvre non qualifiée se recrute surtout chez l'immigrant en provenance de Haute-Volta".

Ce fait surprenant s'explique en grande partie par le mépris dans lequel la population antochtone tient le travail manuel : "L'immigration des travailleurs voltaïques constitue un élément vital pour l'économie de la Côte d'Ivoire où la main-d'œuvre est *réticente* à l'égard des tâches manuelles" (2). Elle est d'ailleurs assurée par un organisme gouvernemental, le "Service d'immigration africain de la main-d'œuvre" et justifie pleinement la boutade du Pr. Drummond : "En Afrique, on ne peut pas envoyer trois hommes en commission sans courir le risque que deux d'entre eux ne conspirent ensemble et ne réduisent le troisième en esclavage". Cette utilisation d'un "sous-prolétariat" voltaïque présente en effet quelque analogie avec l'antique esclavage inter-africain : "ces travailleurs représentent une masse disponible, rendue docile et malléable par la précarité de sa condition économique".

Mais ce qui est certain, c'est que, quelle que soit son ethnie, le travailleur africain se révèle des plus médiocres. Son rendement n'atteint à peine que 50% de celui de la main-d'œuvre européenne et, selon les déclarations d'un agent de maîtrise, "bien que sa rémunération semble peu élevée, en réalité la main-d'œuvre locale coûte cher : il faut parfois 2 ou 3 personnes pour effectuer une tâche qui devrait normalement s'opérer avec un seul exécutant".

Les âmes bien intentionnées ont essayé d'en expliquer la raison par des considérations climatiques apparemment valables chaleur et hygrométrie diminuant le rendement à partir d'un certain stade. Mais on comprend mal que l'Européen, pourtant peu habitué au climat semi-équatorial, n'ait pas, lui, à bénéficier des mêmes circonstances atténuantes. Aussi faut-il en rechercher l'explication ailleurs que dans des justifications fragiles.

Il est significatif, par exemple, que dans un test portant sur un millier de travailleurs et où il s'agissait, purement et simplement, de reproduire, pendant les trois minutes de la projection, une image constituée de figures géométriques élémentaires, il

---

(2) Ce que l'auteur appelle négligemment une « réticence » est à faire frémir quand on songe qu'il s'agit ici d'un pays sous-développé qui n'a pas encore atteint, loin s'en faut, le stade de la « civilisation des loisirs », qu'on ne fait pourtant que promettre aux Européens.

est significatif donc que 22 individus à peine aient réussi une reproduction "presque intégrale", soit 2,2%. Ces travailleurs ayant été choisis dans un cours d'alphabétisation pour adultes, on a expliqué ce résultat par le manque de formation scolaire et le peu de familiarité qu'ont les travailleurs avec les figures géométriques de la civilisation occidentale... A qui fera-t-on croire que l'Africain de la "brousse" ignore des figures comme le cercle ou le carré, surtout depuis la pénétration européenne de la colonisation ?

Par ailleurs, la main-d'œuvre se signale également par son manque de conscience professionnelle, son absentéisme et sa mobilité. C'est ainsi qu'à Douala, dont la population a en commun avec celle d'Abidjan une sainte horreur du travail manuel, on cite le cas d'une entreprise ayant vu défiler 10 *fois* son effectif au cours de l'année. Encore cette mobilité est-elle en régression depuis trois ans, mais il faut ajouter qu'au cours de l'enquête de Mr Esparre, "les entreprises signalant un absentéisme normal ont attribué ce résultat à la rigueur du contrôle et aux sanctions".

Cause ou conséquence, le niveau de qualification se révèle faible. Sur les 1200 travailleurs interrogés, 527 étaient des ouvriers professionnels ou spécialisés. Or, il apparaît au cours de l'enquête que, parmi ces derniers, 108 à peine sont titulaires du minimum de qualification nécessaire (CAP). Même en y ajoutant 157 travailleurs titulaires d'une "capacité professionnelle", diplôme bien inférieur au CAP, il reste que 262 travailleurs, soit la moitié, n'ont aucune qulafication réelle.

d'une "capacité professionnelle", diplôme bien inférieur au CAP, il reste que 262 travailleurs, soit la moitié, n'ont aucune qualification réelle.

Si l'on envisage l'ensemble de l'effectif, on constate que 494 travailleurs, soit 43%, sont analphabètes ou savent à peine lire et écrire. Dans ces conditions, on voit mal à quoi servirait des bibliothèques dans les entreprises, absence sur laquelle se base Mr Esparre pour souligner l'insuffisance de leur équipement social !

La médiocrité générale de la qualification, qui oblige à en abaisser continuellement le niveau à la portée du travailleur au lieu d'élever le travailleur jusqu'à liu, système déplorable (1) et néfaste dans ses conséquences, provient ainsi du fort pourcentage d'analphabétisme d'une part (88% des 1200 travailleurs ont en effet un père "cultivateur"), qui nécessite, outre les gras subsides des organismes internationaux pour la lutte contre l'analphabétisme, des campagnes d'alphabétisation par la télévision (l'électronique au service de l'alphabet, quel paradoxe !) et des "formations accélérées" dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles demeurent sommaires et passablement superficielles.

Mais elle est due également à un fléau beaucoup moins pardonnable qui a pour cause le mépris dans lequel l'Ivoirien tient

---

(1) Et l'auteur de surenchérir avec un soupçon de « discrimination raciale » : « Il nous a été donné de participer en tant que membre du jury à des examens professsionnels ; nous avons constaté chaque fois une grande sévérité dans la notation, surtout de la part des correcteurs européens qui donnaient l'impression d'établir une sorte de barrage ».

le travail manuel et le prestige qu'il accorde à la Fonction publique, élément psychologique d'une grave importance dans le "sous-développement" de l'Afrique. En effet, non seulement l'enseignement technique ne tient qu'une faible place dans l'Education nationale ivoirienne, mais de surcroît l'élève qui en sort n'aspire, par le jeu de l'équivalence de diplômes, qu'à des fonctions administratives.

De sorte que l'élève titulaire du BEPC coûtant à l'Etat 1 million de Frs CFA (par le système des bourses, etc...) et l'élève titulaire du CAP 2.290.000 Frs (sans parler du Breveté d'enseignement industriel qui "revient", lui, à 3.180.000 Frs), si ce dernier passe dans la Fonction publique et s'assimile au Breveté du 1er cycle, la perte financière s'élèvera pour l'Etat à 1.290.000 Frs pour un seul élève. Elle atteindra même 2.180.000 Frs dans le cas du Breveté industriel saisi d'une irrésistible vocation pour le rond de cuir.

Or, une enquête effectuée parmi 100 élèves sortant du centre d'apprentissage de Treichville à Abidjan révèle que 16 élèves ont choisi la Fonction publique à la sortie du centre, soit une perte de quelques 20,5 millions de Frs CFA pour une promotion numériquement modeste. Et si l'on examine de plus près le résultat de cette enquête, on s'aperçoit que 2 élèves seulement exercent effectivement le métier pour lequel ils ont été formés, soit 2% ! On voit ainsi que 88% du budget affecté à cette promotion a été gaspillé à peu près inutilement.

Même en faisant entrer en jeu des considérations sur la disparité des salaires, plus élevés dans le secteur public, il n'en reste pas moins que, comme le concède Mr Esparre, même à salaire *égal* "l'élève optera pour l'administration qui offre plus de *prestige* et où il ne sera pas soumis aux exigences d'un travail essentiellement *productif*".

Ainsi, même si l'on mentionne pour mémoire les 1750 adultes qui suivent des cours de formation professionnelle et qui obtiennent, en 6 mois, une maigre "capacité industrielle ou commerciale", déjà mentionnée comme nettement inférieure au CAP, on voit que la faiblesse de la qualification professionnelle en Côte d'Ivoire est générale.

Encore ne détient-elle pas le record "d'incapacité professionnelle" en Afrique francophone, ne serait-ce que parce que son effort d'industrialisation la conduit à des tentatives de relèvement. Mais ce n'est pas le cas de tous ses voisins et, en choisissant comme exemple la Côte d'Ivoire, nous avons pris volontairement l'exemple le plus favorable à l'ex-Communauté.

Ce manque de qualification professionnelle, auquel s'ajoutent l'absence de conscience professionnelle et le faible rendement, sont tellement sensibles que le travailleur lui-même a conscience de la médiocrité de son travail. Parmi les quelques 1200 travailleurs interrogés sur les critères d'avancement dans leur entreprise, 633, soit plus de la moitié, attribuent cet avancement à des critères fantaisistes : chance, ancienneté, docilité, ethnie, syndicat, etc... Parmi eux, 12,5% ne savent pas même à quoi il est dû. C'est dire que le travailleur ne fait guère confiance à son travail pour son avancement. Comme on le comprend !

On a tenté d'expliquer de telles anomalies par "l'absence de tradition ouvrière" (?), par la disparité des salaires entre secteurs public et privé, par les conditions climatiques, par l'analphabétisme, par le système de commandement (1), etc... Il semble plutôt que de telles attitudes sont motivées par ces deux facteurs essentiels qui reviennent constamment quand on traite de la psychologie africaine du travail : le mépris du travail manuel et le prestige de la Fonction publique, "l'un et l'autre intimement liés, indépendamment d'autres considérations plus "élaborées".

La vérité, c'est que le travailleur africain, totalement inadapté à la technicité, transporté de l'âge tribal à l'âge industriel, ne peut avoir le psychisme correspondant à 3.000 ans de civilisation et 2 siècles d'industrialisation. C'est surtout que le caractère épicurien de sa mentalité, bornée aux besoins du moment, concevant mal la finalité de son travail, n'aspire qu'à une fonction improductive. Ce psychisme, compliqué par le complexe d'infériorité dont il souffre vis-à-vis de la civilisation, le conduit à rechercher des situations de prestige qui allient les douceurs de l'orgueil et de la puissance aux douceurs d'une inactivité largement rétribuée (1).

A ce peu de valeur productive, il faut ajouter une physiologie généralement déplorable qui aggrave la sous-capacité de travail. De récentes enquêtes ont mis en évidence la fréquence des maladies contagieuses favorisées par la concentration urbaine: paludisme, pian, ochoncercose, syphilis, parasitoses intestinales, etc... A tel point qu'on a pu écrire : "La santé normale chez l'Africain, même du seul point de vue de l'infection, est une abstraction dépourvue de sens". (2)

Ces maladies sont aggravées à leur tour par un alcoolisme envahissant qui, depuis l'indépendance, a augmenté en flèche (il serait donc malhonnête d'en rejeter la responsabilité sur le "colonialisme"). En 1962, la Côte d'Ivoire a importé 1 milliard 150 millions de Frs CFA en boissons, soit 1/25e du chiffre des importations, contre 1/45e pour le Ghana par exemple). C'est, des pays de l'ouest-africain, le plus éthylique : elle achète 40% des boissons alcoolisées entrant en Afrique occidentale quand sa population ne représente que 8% de l'ensemble. Aussi la mortalité alcoolique est-elle passée en 10 ans de 78 à 601 et 40% des cas d'éthylisme se localisent à Abidjan.

On pourrait croire que ce phénomène est une pure conséquence de l'industrialisation et qu'il ne concerne que le prolétariat abidjanais. Il n'en est rien, car si la concentration urbaine favorise la consommation d'alcool, les consommateurs les plus atteints

---

(1) Le système de commandement est trop souvent le type autoritaire, sans tenir compte de la personnalité de l'ouvrier. La règle veut que le chef européen ait toujours raison. Le poste de travail est rémunéré sur un mode discriminatoire ne faisant pas appel à des critères purement professionnels. » (Déclarations d'un responsable de « L'Union Générale des Travailleurs de la Côte d'Ivoire. ») Nous y reviendrons.

(1) Selon R. Dumont, un député gabonais gagne 165.000 francs CFA par mois : « une vie de paysan « vaut » un mois et demi de travail parlementaire ». Selon M. Esparre, « il existe dans certaines compagnies à capitaux privés ou mixtes des postes de direction tenus par des Africains rémunérés plusieurs centaines de milliers de francs mensuels ».

(2) Dr J.-C. Carothers, « Le problème du travail en Afrique », B. T. T., 1958.

sont moins les travailleurs que les fonctionnaires. Cela s'explique d'une part par le pouvoir d'achat, d'autre part par le prestige social accordé à l'alcool (3). Ainsi, sur 800 fonctionnaires (4) traités par le Service de Santé, 54 le sont pour éthylisme, soit 6,5%.

Cet alcoolisme croissant s'accompagne de plus en plus de diverses affections inhérentes à l'éthylisme et dont il n'a pas été tenu compte dans l'établissement du taux de mortalité alcoolique : cirrhoses, polynévrites, etc... Si l'on y ajoute les parasitoses généralisées et la sous-alimentation chronique (ou plutôt la *mainutrition*, sur laquelle nous reviendrons), on ne s'étonnera pas des progrès foudroyants de la tuberculose dont le taux de mortalité atteint 50%, ni de l'exiguïté "carcérale" du seul établissement psychiâtrique de la Côte d'Ivoire (œuvre également de la colonisation), situé à Bingerville.

Tel est donc le visage peu encourageant que nous présente le travailleur ivoirien dans sa valeur productive et ses caractéristiques sociales. On est en droit, si l'on examine à présent sa situation sociale, de s'attendre, en regard de cette médiocrité du travail fourni, à une égale médiocrité de sa situation économique. Et de fait, nous allons voir qu'il en est bien ainsi. Mais nous verrons également dans quelle mesure il est permis de parler d'un "mythe de la pauvreté" chez le travailleur africain.

PROSPERITE RELATIVE DU PROLETAIRE AFRICAIN.

Si l'on considère les tarifs du SMIG en Côte d'Ivoire, tel qu'il a été fixé depuis le 1er novembre 1963, on trouve que celui-ci s'élève à 42,40 Frs CFA par heure dans les industries d'Abidjan. Les salaires mensuels minima sont donc, pour une semaine de 40 heures, de 7350 Frs CFA pour le manœuvre ordinaire, de 9700 à 12530 Frs pour l'ouvrier spécialisé, de 15020 Frs pour l'ouvrier professionnel titulaire d'un CAP, ouvrier qui peut atteindre 35000 Frs dans la catégorie la plus élevée, toutes primes ou allocations exclues.

Ces chiffres paraissent extrêmement bas si l'on considère qu'en France la strate inférieure des travailleurs parvient à 400 Frs mensuels. Aussi l'auteur s'empresse-t-il de comparer la situation du manœuvre abidjanais à celle du manœuvre parisien, afin de conclure à la misère du premier qui doit fournir

---

(3) Cas des fonctionnaires (cf. R. Dumont, op. cit.). Les travailleurs, quant à eux, utilisent l'alcool comme stimulant pour compenser leur déficience physiologique, voire psychologique. Ils utilisent aussi des stimulants naturels, tel que la noix de kola, excitant cardiaque. A noter que les manifestations les plus aiguës de l'éthylisme sont à mettre à l'actif du vin de palme, boisson locale.

(4) « Les moniteurs de l'agriculture du Tchad sont souvent incapables, à partir d'un certain âge (fort peu avancé) de tout travail sérieux, car devenus alcooliques. Nombre de fonctionnaires éthyliques perçoivent quand même leur traitement pendant des années de maladie, avant d'être réformés » (R. Dumont). Ici, l'alcoolisation est plus « européanisée » : whisky, cocktails, etc.

200 heures de travail pour acheter un complet contre 75 heures seulement pour le second.

Il serait facile d'ironiser sur les besoins vestimentaires de l'un et de l'autre compte-tenu des nécessité climatiques et... sociales, ou sur le principe même de la comparaison entre un sous-développé qui vient d'arriver à la ville et un Européen bénéficiant tout de même d'un capital de progrès chèrement acquis au cours des siècles. Mais il suffira de rappeler que le manœuvre abidjanais peut trouver à se loger pour moins de 2500 Frs CFA par mois quand bien souvent le travailleur français gagnant 400 Frs doit en consacrer 200 à son loyer.

Les auteurs, mettant généralement l'accent sur la médiocrité des salaires africains, en font la principale raison de la malnutrition et du mauvais état de santé du salarié. C'est ainsi que Mr Esparre établit de la façon suivante le budget-type journalier du manœuvre urbain célibataire :

Ga n journalier : 339,20 Frs (minimum absolu)

Dépenses journalières :

- loyer (1) : 1/30e de 5000 Frs soit arrondi	167 Frs
- transport : un aller-retour (reste sur place le midi)	32 Frs
- repas de midi : arachides grillées + 200g de pain	25 Frs
2 bananes douces	5 Frs
- repas du soir : 1 ration de foutou (banane plantain pilée et cuite)	25 Frs
portion de poisson en sauce	50 Frs
200 grs de pain	15 Frs
Total des dépenses	319 Frs

Il ne resterait donc au travailleur que 20,20 Frs par jour pour l'habillement et les médicaments, tout loisir exclu. Ce qui serait fort peu.

Or l'expérience montre, et les biographies de travailleurs que nous livrent l'auteur le prouve, qu'un manœuvre de 3e catégorie gagnant 12000 Frs par mois (double de l'exemple choisi ici par l'auteur) se contente d'un loyer de 2500 Frs (deux fois moins que le loyer du "budget-type"). De sorte que le travailleur-type, ôté tout goût de luxe pour l'habitat, ne dépenserait que 83,5 Frs par jour pour un loyer en rapport avec sa situation sociale et financière. Il lui resterait de ce fait 103,70 Frs par jour au lieu de 20,20 Frs. Si, de ces 103 Frs il en consacrait 50 de plus à sa nourriture, il augmenterai de 42% son budget alimentaire et il lui resterait encore 73,70 Frs pour ses frais divers. Et il faut remarquer de surcroît que le loyer à 2500 Frs par mois ne représente pas le loyer minimum susceptible d'intéresser un travailleur au salaire minimum.

Mais il y a plus. L'enquête de l'auteur sur 1200 travailleurs des industries d'Abidjan (comprenant 678 manœuvres et apprentis) fait ressortir les chiffres suivant : 51% des travailleurs

---

(1) Dans une enquête sur Léopoldville, E. Capelle a montré que les locataires de maison construisaient, sur leur parcelle, des cases « qu'ils mettent en location et dont ils demandent un loyer très élevé ». Exploitation du sous-développé par lui-même...

possèdent l'eau dans leur logement ou dans la cour de celui-ci, 33% possèdent l'électricité dans les mêmes conditions, 53,6% les W.C, et enfin 61,4% la douche. Ce qui peut paraître médiocre à un Européen habitué dès son enfance à autant de merveilles que sont l'électricité, l'eau ou les W.C, le paraîtra beaucoup moins à l'Africain venu d'une campagne arriérée. Encore aurons-nous la décence et la fierté de ne pas détailler les conditions d'habitat de certains Français de la Lozère ou du Massif central...

A ce confort relatif pour lequel des milliers d'émigrants sont "descendus" à Abidjan, il faut ajouter quelques chiffres surprenants quand on songe à la propagande des âmes charitables selon laquelle 2 hommes sur 3 meurent de faim. Ainsi, 28% des travailleurs possèdent un mobilier plus ou moins fourni, 19% une bicyclette, 20% une machine à coudre et même 20% un poste de radio. Dès lors, on comprend mal comment le travailleur a pu se procurer de tels objets, qui n'ont rien de vital, avec un salaire mensuel inférieur, dans 70% des cas, à 15000 Frs mensuels et ne dépassant 25000 Frs que dans 2,3% des cas (ouvriers professionnels des catégories supérieures).

Où les 1124 des quelque 1200 travailleurs trouvent-ils l'argent pour se rendre à leur village d'origine, une fois par an dans 623 des cas et plus d'une fois par an pour 221 d'entre eux, s'ils ne gagnent pas assez pour subvenir à leurs dépenses alimentaires? Il est compréhensible que les liens familiaux soient puissants mais de tels frais de transport sont-ils compatibles avec un véritable statut de "sous-alimenté"? De plus, cette absence, de 17 jours en moyenne par an, étant juste couverte par les congés annuels, sur quoi prendra le salarié pour ses absences de maladie, par exemple? On verra plus loin le double bénéfice qu'aurait le travailleur à ne pas se rendre chez lui.

Pour rester dans le domaine des frais incompatibles avec un statut de "sous-alimenté", il est intéressant de mentionner les fêtes coutumières auxquelles le travailleur reste profondément attaché: 80% des 1200 travailleurs fréquentent les fêtes coutumières qui se déroulent en milieu rural, occasionnant des frais de déplacement et entrant pour au moins 8% dans l'absentéisme (1). Or, dans 49% des cas ces fêtes sont suivies une fois par an et dans 19% des cas deux fois par an.

Mais le travailleur "sous-alimenté" possède également des loisirs plus urbains, le cinéma et le stade: 735 travailleurs, soit 63%, fréquentent le cinéma au moins 2 fois par an, dont 443 une ou plusieurs fois par semaine. C'est ainsi que 14% des salariés interrogés vont au cinéma 3 *ou* 4 *fois par semaine*. De même, 832 travailleurs vont au stade au moins une fois par an, dont 11% une ou plusieurs fois par mois. Dans les biographies citées par l'auteur, un travailleur dont le repas de midi ne se compose que de riz déclare qu'il assistait parfois à 2 *séances de cinéma par jour* "pour s'instruire": faisant de la boxe, il y trouvait des exemples de démonstrations pour améliorer sa technique...

---

(1) C'est-à-dre que pour 8 % des absences anormales, les travailleurs ont donné ce motif. Nul doute que certaines justifications par « maladie » d'un « grand oncle » ou d'un « petit-frère » recouvrent en fait des sollicitudes moins moroses...

Ainsi, on voit que la médiocrité du niveau de vie du travailleur abidjanais est assez relative en ce sens qu'il dépasse largement le niveau de vie rural et que, d'autre part, la dénutrition du salarié provient pour une large part d'un déséquilibre budgétaire, le travailleur prenant sur l'alimentation pour satisfaire des dépenses de prestige (poste de radio) ou d'évasion artificielle (cinéma). S'il reste assez bas, surtout à nos yeux d'Européens, il convient cependant de démystifier tout à fait l'opinion au sujet de sa prétendue précarité, en faisant intervenir deux éléments de taille qui conditionnent tout le problème de cette "misère ouvrière", qui vient déjà de nous apparaître comme une prospérité relative.

LE MYTHE DE LA MISERE AFRICAINE.

Le travailleur n'a en effet aucun intérêt à retourner souvent au village car ses parents, partant du principe que leur enfant travaille en ville (ils ont participé financièrement à son premier voyage), en déduisent fort logiquement qu'il doit gagner beaucoup d'argent. Il en gagne du reste beaucoup par rapport à eux et, de surcroît, ne peut leur avouer que son existence urbaine est médiocre.

C'est ainsi que le travailleur se voit contraint d'envoyer des fonds à sa famille s'il ne veut pas rompre tout lien avec elle (cas de 7,4% des travailleurs interrogés) et s'il veut être bien accueilli lors de ses visites au village. S'il n'envoie ou ne rapporte rien ou si ses envois sont jugés insuffisants, il s'expose alors à une série de représailles, dont la première consiste en une réception houleuse lors de sa visite : sur 1092 travailleurs se rendant à leur village d'origine, 884 déclarent être bien reçus. Les autres...

C'est que la mauvaise humeur n'est pas le seul moyen de pression dont dispose la famille. Les liens traditionnels puissants, le jeu de la dot (que nous examinons ci-dessous), voire même des pratiques peu avouables entrant en jeu. C'est ainsi que dans le cas ou il ne payerait pas, un travailleur, dans les biographies livrées par Mr Esparre, "pense qu'il risquerait d'être victime d'une vengeance et mourrait empoisonné".

Dans de telles conditions, on comprend que la plupart des travailleurs n'aient plus qu'à "s'exécuter", au sens propre du terme, car lorsqu'un travailleur, gagnant 11000 Frs par mois, en envoie 2000 à sa famille, il prendra ces 2000 Frs sur son budget alimentation plutôt que sur ses achats de prestige (1).

D'autre part, en Afrique, c'est l'homme qui, contrairement à nos coutumes, est chargé d'apporter la dot lors du mariage. Cette dot peut être constituée en nature ou en espèces. Quelques fois même, l'homme travaille des années chez son beau-père pour

---

(1) C'est le cas d'une biographie. Les envois se situent entre 10 et 20 % du salaire, c'est-à-dire approximativement entre 1.000 et 3.000 francs. CFA.

s'acquitter de la dot, quand il ne possède aucunes ressources personnelles. Or, cette dot se révèle généralement exorbitante, comparée au salaire des travailleurs.

Dans les biographies, on trouve un travailleur (celui qui se contente de riz à midi) dont la dot s'est élevée à 25 pagnes, 5 cabris et 35.000 Frs. L'auteur cite une autre dot totalisant 25.000 Frs, une collection de pagnes, 4 moutons et... une caisse de whisky. (2)

A cette pression du milieu coutumier s'ajoute encore le fardeau de l'hébergement, considéré comme un devoir social auquel personne ne saurait se soustraire, et qui consiste à accueillir les parents ou membres du clan qui "descendent" à Abidjan, pendant la durée nécessaire à trouver du travail. Il n'est pas rare que ces parents s'installent à demeure et ne fassent profession que de... parasitisme (1).

C'est ainsi que, selon l'auteur, "près du quart de la population d'Abidjan vit sous la forme de ce qu'il convient d'appeler (sic) la solidarité familiale". Quand on sait que la taille moyenne du ménage d'Abidjan est de cinq personnes par logement et atteint le plus souvent 6 à 8 personnes, on comprend que le chef de famille ait un salaire insuffisant. (2)

Ces charges formidables qui pèsent sur le travailleur abidjanais vont le conduire inexorablement à l'endettement sous forme de crédits divers : argent emprunté à un "frère" qui va emprunter à son tour ; bons laissés chez les fournisseurs ; sommes prêtées par les "tontines" basées sur l'entraide des membres d'une même ethnie ou d'un même clan ; voire même crédits consentis par des organismes financiers tel que le Crédit de la Côte d'Ivoire qui, en 1961-62, a consenti à 3726 prêts de petit équipement, encore que ce genre de prêts soit réservé à la Cotivoirienne, autre organisme chez qui Mr Esparre n'a pu obtenir de chiffres.

Mais ce qui est plus grave, c'est que, comme l'ajoute l'auteur, "il n'est pas rare que les biens acquis à l'aide des prêts soient *immédiatement* revendus *à perte* par l'intéressé qui désirait simplement se procurer de l'argent liquide". Tout ceci, bien évidemment, pour faire face aux "besoins alimentaires", affirmera le travailleur...

Après ces quelques faits, pourtant puisés dans un ouvrage débordant de philanthropie et donc nullement hostile aux sous-développés, on mesure mieux en quoi il est permis de parler de "mythe de la misère africaine". C'est que, si cette médiocrité économique est bien réelle, elle ne doit pas être imputable au colonialisme mais à un ensemble de contraintes traditionnelles incompatibles avec les structures industrielles et à une répartition traditionnelle de ressources financières acquises en milieu industriel, donc calculées en fonction de ce seul milieu.

La société industrielle, en effet, n'a guère loisir de s'attarder aux structures coutumières et n'envisage que les seules lois du

---

(2) « Dans le centre et le sud Cameroun, comme au Sénégal, une dot de 100.000 à 250.000 Frs CFA est devenue courante. » (R. Dumont, op. cit.)

(1) Voyez à ce sujet l'ouvrage de René Dumont.

(2) Et ne perdons pas de vue dans tout cela que 47 % des travailleurs mariés sont polygames et possèdent donc deux épouses, anomalie impardonnable dans un pays « sous-développé ».

rendement et du profit. Elle ne considère donc le travailleur que comme une unité productive ne gagnant que sa propre subsistance, et non comme le membre d'une famille élargie, susceptible d'héberger un *frère* "à la mode de Bretagne", si l'on peut dire, ou d'offrir du whisky à son beau-père.

Pourtant, malgré tout ce que nous venons d'exposer, à la question "aimez-vous votre travail ?" 63% des travailleurs déclarent l'aimer "bien" ou "beaucoup" et 22% l'aimer "un peu". Le souhait principal de 44% d'entre eux se borne à un changement de chef direct qui, dans 87% des cas, est d'une ethnie (africaine ou européenne) différente de la leur.

Bref, le travailleur urbain se trouve satisfait de son sort, pour peu qu'on ne le compare pas au salarié européen et qu'on ne fasse pas miroiter à ses yeux l'absolue nécessité de posséder un frigidaire ou un poste de télévision (3). Nous verrons que ce n'est malheureusement pas toujours le cas et nous verrons pourquoi. Sinon, considérant l'élévation sensible de son niveau de vie depuis qu'il a quitté son village, il se trouve naturellement satisfait. La preuve, c'est qu'il n'entend nullement retourner au village, même pour y finir ses jours, d'abord parce qu'il n'y pourrait subsister s'il lui fallait encore travailler, ensuite parce qu'il craint trop que ses éventuelles économies ne soient rapidement dilapidées par la rapacité familiale, enfin parce qu'il n'y trouverait plus le relatif confort dont il a pu bénéficier en ville.

Ainsi, le bilan reste, dans l'opinion même du salarié, positif, ce qui est la meilleure réponse que l'on puisse apporter aux "revendications" que nos progressistes d'Europe se chargent d'élever à sa place.

NAISSANCE D'UN PROLETARIAT.

Malgré ce bilan positif, tant sur le plan national que sur le plan individuel, tout n'est pas au mieux en Côte d'Ivoire et bien des menaces, d'ordre psychologique, donc social et politique, se dessinent ou se précisent.

C'est qu'on ne transporte pas impunément un pays de l'âge tribal (1) à l'âge industriel. La diversité ethnique fidèle au "cloisonnement tribal fortement ancré dans le psychisme africain" (2); la résistance du régime matriarcal à se voir rayé d'un trait

---

(3) G. Rougerie (op. cit. n'hésite pas à qualifier le fait qu'il existe une chaîne de télévision Ivoirienne de « symbole de la réussite suprême »... Est-il vraiment nécessaire d'ajouter quelque chose ?

(1). Cet âge tribal permet à l'auteur un beau morceau de prose universitaire marxisante». L'analyse des structures traditionnelles de la Côte d'Ivoire demanderait (...) une approche dialectique qui tiendrait compte du double mouvement dans le temps et l'espace au cours des phases successives de destructuration et de restructuration..., etc.) ».

(2) G. Rougerie. Cloisonnement coriace quand on sait que 38 % des salariés urbains (donc déjà « occidentalisés ») sont hostiles au mariage inter-castes, 47 % au mariage inter-races et que 70 % ont une épouse de même ethnie que la leur. « Mentalité réactionnaire et raciste »...

donc chercher ailleurs et se demander "à qui le crime profite". Or il profite à 3 catégories de personnes bien précises se retrouvant d'accord pour entraîner le pays dans une industrialisation anarchique et prématurée :

D'une part, à la classe supérieure, véritable caste de privilégiés : fonctionnaires, administrateurs, directeurs, leaders, etc..., qui tiennent solidement en main les rênes du pays, principaux et premiers bénéficiaires de tout développement économique, en fournissant le minimum de travail possible (2) : si la balance commerciale est excédentaire et si le chiffre d'affaires des industries alimentaires, par exemple, a augmenté de 35% en un an, le salaire moyen dans ces mêmes industries n'a augmenté, lui, que de 8% en trois ans.

D'autre part aux capitalistes étrangers qui ont obtenu, avec quelle facilité on s'en doute, des dirigeants ivoiriens un "Code des Investissements" fort avantageux. C'est ce que l'auteur appelle, pudiquement, "les grandes unités internationales", les quelles ne cherchent à créer des besoins pour les satisfaire, quitte à créer de faux besoins, en utilisant le penchant de l'Africain pour les dépenses de prestige.

Enfin, aux marxistes qui, bien qu'évincés (pour combien de temps ?) de la Côte d'Ivoire, n'en influencent pas moins, par le biais des étudiants marxistants et de l'intelligenzia européenne progressiste, l'ortientation du pays. Si "l'Union Générale des Travailleurs de la Côte d'Ivoire" a passé avec le gouvernement en place des accords aux termes desquels elle s'engage à se borner à un simple rôle de médiation, afin de ne pas ajouter aux difficultés du jeune Etat, l'industrialisation en profite d'autant plus aux communistes en ce sens qu'elle entraîne une prolétarisation progressive des masses urbaines.

Si le paysan, solidement enraciné dans son milieu traditionnel et parfaitement adapté à ce milieu, est peu favorable à l'emprise d'une subversion intellectuelle, par contre le président Houphouët Boigny (seul candidat aux élections présidentielles prochaines) n'a sans doute pas oublié, puisqu'il en est le fondateur, que c'est à Treichville, quartier ouvrier, que nâquit, peu après 1945, le premier embryon du "Rassemblement Démocratique Africain".

Si aujourd'hui le R.D.A. a été promu parti unique en Côte d'Ivoire (1) et si le président Houphouët-Boigny, impressionné par les réceptions à l'Elysée, s'est fait construire, avec 4 modestes milliards, un superbe palais pour lequel il a fallu importer *par avion* des centaines de tonnes de malachite de Russie, palais peuplé d'une multitude de laquais très grand-siècle (2), il se

---

(2) « En mai 1961, la majorité des fonctionnaires de Brazzaville (faisant en principe la journée continue de 6 h. 30 à 13 heures) trouvaient suffisantes 3 ou 4 heures de présence — je n'ai pas dit de travail — par jour. Certains passent encore plus de temps aux bars-dancings que dans leurs bureaux » (R. Dumont, op. cit.). Ce qui conduit R. Dumont à préconiser « la réduction générale des soldes et traitements publics en commençant par les plus élevés. Ils ne devraient jamais, au niveau actuel du développement économique, dépasser 50.000 Frs CFA par mois, pour les ministres et directeurs généraux, ce qui les rapprocherait simplement des traitements grecs ou portugais ».

(1). Sous le nom de «Parti Démocratique (sic) de la Côte d'Ivoire», cf. note 3, page 10.

(2) R. Dumont cite le fait nommément. Mais il est surprenant de voir M. Esparre n'y faire allusion qu'avec une rare pudicité de termes : « L'utilisation du surplus a des réalisations souvent coûteuses »....

de plume dans le dernier décret enfanté par un étudiant fraîchement sorti de la Faculté de Droit ; l'opposition du régime patriarcal, où le chef de famille élargie accepte mal de voir son pouvoir diminuer, à la dislocation de la famille ; la perception de la dot malgré le nouveau Code civil sont autant d'éléments incompatibles avec l'élaboration d'une société industrielle, voie que s'est tracée, à tort ou à raison, la Côte d'Ivoire.

Aussi cette élaboration doit-elle, pous se faire, briser les anciennes structures sociales, ce qui ne va pas sans danger. La forte centralisation administrative, le régime du parti unique (3), les moyens de propagande solidement tenus en main par l'équipe au pouvoir ont quelques difficultés à vaincre les vestiges indociles et encore vivaces du passé. Y parvenir est même dangereux par toutes les conséquences que l'apprenti-sorcier va déclencher sans savoir s'il pourra les arrêter. Parfois, il est vrai, ces conséquences sont parfaitement prévues, voire même souhaitées, nous le verrons.

Car la destruction de la société tribale nécessitée par l'industrialisation et au profit de la civilisation technique conduit la population à une situation psychologique déplorable. Le déracinement entraîné par l'émigration vers la ville, la chute soudaine dans un univers industrialisé, la médiocrité du niveau de vie qui n'a pas ici, comme remède, le palliatif de la sécurité apportée par la présence d'une famille élargie (4), conduisent inexorablement les travailleurs à un traumatisme généralisé (5).

L'absence de gradation dans la modification de la situation ne peut qu'aggraver l'inadaptation créée par de déracinement et par la brusque entrée de l'homme passablement primitif dans les circuits inexorables de l'univers industriel où toute nature a disparu pour faire place aux rapports mathématiques producteur-consommateur, et où le paysan est instantanément réduit en "homo-économicus".

Les progrès de l'alcoolisme, la forte concentration urbaine, la réduction de l'espace social accordé à l'homme, les conditions de vie basées sur un travail mécanisé, le petit nombre de femmes engendrant la prostitution, le concubinage, les adultères, les contestations de paternité, l'apparition de la délinquance juvénile (1) sont autant de maux qui suffisent mal à justifier une augmentation même sensible du niveau de vie et qui, en tout cas, sont les signes manifestes d'un déséquilibre généralisé.

Quels sont les responsables d'un tel état de choses ? Assurément pas, pour le coup, les colonisateurs qui, après un scrutin parfaitement conforme aux règles électorales, ont confié depuis déjà 5 ans la Côte d'Ivoire à ses élites. Pour les trouver, il faut

---

(3). 62% des travailleurs sont inscrits au Parti, chiffre élevé si on pense aux 41 % de Voltaïques pour qui l'adhésion est moins impérative. Mais « l'adhésion y est presque obligatoire pour les agents de la fonction publique » (M. Esparre). Démocratie...

(4) D'où une floraison d'associations urbaines permettant de retrouver un semblant de sécurité : 60 % des salariés appartiennent à un syndicat, 52 % à une société de type folklorique (masques, danses folkloriques, etc.), 20 % à un club de sport, 62 % au Parti.

(5) « Le travailleur manuel urbain (...) se révèle particulièrement vulnérable au traumatisme social engendré par l'industrialisation » (P.-L. Esparre).

(1) Cf. les enquêtes de Mme S. Comhaire-Sylvain sur la jeunesse africaine de Léopoldville et de G. Balandier sur Brazzaville et les prémices de l'industrialisation.

paurrait que naisse, à Treichville et dans les autres quartiers ouvriers d'Abidjan, un parti moins favorable à de telles somptuosités.

Or, que faut-il pour cela ? Au fond, bien peu de choses. Si le travailleur n'a aucune notion de civisme (3), ni aucune espèce de culture politique (la plupart des travailleurs interrogés ignorent le nom des personnalités politiques européennnes ou internationales, le général de Gaulle excepté, ce qui, on le voit, n'est pas une référence), il est par contre très sensible à une "politisation sentimentale".

Il suffit, en effet, à ce travailleur dans l'ensemble satisfait de son sort et volontiers épicurien, d'une "prise de conscience". Ceci est particulièrement net lorsqu'on voit la méthode d'enquête de Mr Esparre : "Dans l'ensemble, le travailleur se déclare satisfait de prime abord. Lorsqu'on pousse l'analyse et que l'on *évoque* ses conditions d'existence, il change *peu à peu* d'opinion. Autrement dit, le degré de satisfaction globale qu'il éprouve ne résiste pas à l'analyse et s'effrite *au fur et à mesure* de la *prise de conscience* de la précarité de sa condition. L'entretien se termine *toujours* par un certain sentiment de *tristesse* et on peut se demander si le fait *d'avoir amené* le travailleur à cette *prise de conscience* n'est pas *à l'origine* de ce sentiment".

On notera la naïveté de cette dernière remarque. On remarquera aussi combien il est facile "d'amener" le travailleur à une telle prise de conscience. Le seul fait d'une publicité envahissante suffit à rappeler sans cesse au travailleur tout ce qu'il n'a pas, à détruire son légitime sentiment de satisfaction et à le rendre insatisfait.

Il suffit également, si le travailleur est Voltaïque, de mettre l'accent sur "l'exploitation" dont il est victime de la part des Ivoiriens, par exemple, ou de comparer son salaire avec celui d'un travailleur européen de même qualification, trois fois mieux payé (4), ou s'il a l'eau, de lui montrer qu'il n'a pas d'électricité, s'il a un vélo, de lui parler des véhicules américains dont usent les fonctionnaires locaux, etc...

Un sous-emploi élevé, qui atteint à Abidjan 19,4% de la population masculine de plus de 14 ans (chiffre de 1964) et qui est sans cesse en augmentation, encore que généralement le travailleur est heureusement hébergé, on l'a vu, par un "frère", peut contribuer à une "prise de conscience" aggravée par des troubles psychologiques généralisés. "L'opposition entre ville et "brousse" (5) (...) ajoute à ceux des jalousies et des sentiments de frustra-

---

(3) L'enquêteur en est réduit, pour évaluer le degré de civisme des travailleurs, à leur poser la question : « Quand vous entendez jouer « l'Abidjanais » (hymne national), vous pensez quoi ? » et obtient la réponse suivante, avec un travailleur voltaïque : « X est content (sic) lorsqu'il entend jouer l'hymne national ivoirien ». Dans ce domaine, toute enquête ne peut déboucher que sur de l'enfantillage.

(4). On oublie simplement de lui dire que le travailleur européen a un rendement supérieur, a accepté de s'expatrier, subit un climat inhabituel, etc. L'argument raciste est toujours celui qui prend le mieux dans ces mentalités encore primaires.

(5) La ségrégation du « rural » se fait sentir dans les taux de scolarisation : 71,5 % à Abidjan contre 29,2 % à Bouaké, 2e ville de la Côte d'Ivoire. Que dire alors de la véritable brousse !

(5) La ségrégation du « rural » se fait sentir dans les tauxde scolarisation: 71,5% à Abidjan contre 29,2 à Bouaké, 2e ville de la Côte d'Ivoire. Que dire alors de la véritable brousse !

tion les risques des mirages, des déracinements, du parasitisme tribal et du non-emploi d'une foule de miséreux désœuvrés et déçus". (1)

C'est ainsi que le sentiment général d'infériorité dont est atteint l'Africain dès qu'il est confronté avec la civilisation occidentale, combiné à un niveau de vie médiocre, fait des salariés urbains une masse flottante, facilement utilisable, n'ayant rien à perdre qui, après passage d'une "prise de conscience" à une "conscience de classe", pourra aisément donner libre cours à des explosions de révolte pour peu que des agitateurs sachent exploiter l'agressivité produite par les divers sentiments de frustration et d'insatisfaction en les canalisant sous le prétexte du racisme, par exemple. Depuis quelques années l'Afrique nous a hélas accoutumé à de tels incidents.

Cette lente "prolétarisation" de l'Afrique, qui répond à un des buts de la stratégie internationale du communisme, est sans doute un phénomène au moins aussi inquiétant que le pseudo-sous-développement de ce continent qui, bien souvent, n'est que le fruit d'une sous-capacité de ses élites à le diriger et de ses populations à le faire vivre.

L'ERREUR DE L'OCCIDENT.

Mr Colin Turnbull vient de publier récemment "l'Africain désemparé", à propos duquel "le Monde diplomatique" a la bonté de comparer l'héroïsme congolais à l'Iphigénie de Racine (1), et qui reprend en substance les théories écoulées de JJ. Rousseau sur le "bon sauvage" contaminé par le "mauvais blanc". (2)

Cet ouvrage a donné au commentateur, on vient de le voir, l'occasion de comparaisons attrayantes, mais aussi de maints passages d'un lyrisme touchant : "Dépouillés de leurs dieux corps sans âmes, désespérés d'être condamnés à errer dans un au-delà fantomatique, des Africains vacillent aujourd'hui entre deux mondes : le monde traditionnel, celui des communautés familiales ou tribales, auquel en esprit ils demeurent rattachés ; le monde nouveau, celui vers lequel la colonisation et la civilisation dont elle etait porteuse a entraîné leurs corps. (...) Ils souhaitaient demeurer hors de nos débats et rester, en quelque sorte, "indigènes", fidèles à leurs aïeux... etc".

---

(1). "Déçu par le système colonial, mais l'espoir de se libérer lui servait d'exutoire, il a été à nouveau déçu par l'indépendance dans la mesure où elle ne lui a pas apporté de changement notable dans son mode de vie. Lors de la proclamation de l'Indépendance, certains travailleurs crurent de bonne foi que l'entreprise où ils travaillaient allait devenir leur propriété." (P.L. Esparre). A tel point qu'un jeune Camerounais affirmait à R. Dumont : "La recolonisation obtiendrait une majorité écrasante à un référendum organisé sur le thème : maintien de l'indépendancl ou recolonisation". Corruption et népotisme des dirigeants n'y sont pas pour rien.

(2). "Le Monde diplomatique", numéro 138, Octobre 1965.

On peut se demander, à lire ces lignes somme toute émouvantes, et au terme de ce rapide panorama de la nouvelle situation sociale en Afrique à partir de l'exemple concret offert par la Côte d'Ivoire, si, en fin de compte, le grand péché de l'Occident n'a pas effectivement été de coloniser l'Afrique. Les "indigènes" seraient restés ce qu'ils sont et ne nous auraient pas remercié par les massacres de l'Algérie, du Congo ex-belge ou de l'Angola.

Aujourd'hui, la population de l'Afrique aurait conservé la décence que lui aurait imposé la sélection naturelle, ses étudiants n'encombreraient pas nos universités (3), la France n'y gaspillerait pas quelque 2 de ses milliards par jour et nous n'aurions à résoudre ni le problème de la "montée des peuples de couleur" appuyée en sous-main par la Chine ni, pour les environs de l'an 2.000, l'effrayante échéance de la surpopulation mondiale.

François d'Erce.

(3). "Un Dahoméen, cousin du directeur de l'agriculture, a touché une bourse pendant de longues années pour étudier en France... la fabrication du talon Louis XV". (R. Dumont)

Grandes dates de l'histoire africaine

500*ans avant Jésus-Christ :* Les Carthaginois contournent les côtes de l'Afrique occidentale, et débarquent sur la côte de Guinée.

300 *après Jésus-Christ :* Fondation de l'Empire du Chana.

Vers 800*:* Les Arabes de Mascate colonisent la côte orientale.

1100 : Les Musulmans fondent Tombouctou, important relais sur la piste des caravanes.

1300 : Fondation de l'Empire du Mali.

Vers 1450 *:* Les Portugais se lancent à l'assaut des côtes africaines. Ils nouent des relations avec les Indigènes.

1482 : Diega Cao découvre la rivière Zaïre (Congo).

1497 : Vasco de Gama contourne le cap qui sera plus tard appelé "Cap de bonne espérance".

Au début du 16e siècle, les Portugais occupent la côte orientale d'Afrique. Ils fonderont Vanja et Mombasa (Fort Jésus). Les Anglais, les Français et les Hollandais, explorent également les côtes de l'Afrique.

1652 : Jan Van Riebeek, au cap de Bonne espérance. Début de la colonie européenne d'Afrique du sud.

1772 : La Grande-Bretagne interdit l'esclavage, et achète peu après la Sierra Léone, pour y installer les noirs libérés.

1847 : Indépendance du Libéria (territoire acheté par les Américains pour y installer les esclaves).

Jusqu'à 1880 *:* Intense activité des explorateurs européens. Chaque pays encourage ses ressortissants à occuper des territoires africains et à négocier avec les Chefs Indigènes.

1884/85 : Conférence de Berlin. Les Grandes Puissances se partagent l'Afrique.

1892 : Soumission du Dahomey.

1900 : Le Congo indépendant devient Belge.

1914/18 : Crise mondiale. Les Africains comprennent que le Blanc n'est pas invincible.

1919 : Les Internationalistes par le canal de la SDN, s'ingèrent dans les affaires intérieures africaines, en prenant sous leurs "protection" les ex-territoires allemands.

1924 : Autonomie de la Rhodésie du sud et mise sous protectorat anglais de la Rhodésie du nord.

1951 : Emancipation de la Gold Coast, sous l'énergique impulsion de N'Krumah.

1953 : Autonomie du Soudan.

1957 : Indépendance du Ghana (Gold Coast).

1958 : De Gaulle offre l'indépendance aux pays africains. La Guinée devient indépendante.

1960 : La plupart d esEtats africains obtiennent l'indépendance.

Dès lors les évènements vont se précipiter, et l'Afrique entre dans le chaos.

Deux dates que nous ne pouvons pas ignorer :

31 Mai 1961 : Indépendance de la République Sud-Africaine.

11 Novembre 1965 : Indépendance de la Rhodésie du Sud.

Quelques mots relatifs à l'aide aux Pays africains

Voici par ordre d'importance, les principaux pays donnateurs : *Les Etats Unis* accordent plus de 4.000 millions de dollards aux pays sous-développés mais, une petite partie de cette somme va aux pays africains.

La France aide surtout ses anciennes colonies. Elle a accordé 1.500 millions de francs en 1962 à ces pays. La plus grande partie de cette somme est *donnée.*

La Grande Bretagne aide surtout ses anciennes possessions coloniales (400 millions de dollards cette année) dont 3% à l'Ouganda ; 10% à la Rhodésie et au Nyassaland, 5% à la Tanzanie etc...

Le Portugal a investi 60 millions de dollards dans ses Provinces d'Oure-Mer.

L'Allemagne fédérale, le Japon, la Belgique, l'Italie etc... aident également les Etats africains, mais leur contribution est plus modeste.

La Chine fait de très gros efforts financiers. Entre 1960 et 1964, elle a accordé une aide financière de : 7,5 millions de livres à la Somalie 'construction d'un émetteur de grande puissance et de bases militaire... alimentation...) ,

175.000 livres sterling à la Tanzanie, son fidèle allié,
80 millions de NF au Kénya,

2 milliards,5 de NF au Congo-Brazza,

Elle aide également efficacement le Soudan, la Guinée, le Ghana, le Mali.

Nous reviendrons sur l'aide chinoise à l'Afrique, et sur les conséquences que cette aide entraîne dans les domaines sociaux, politiques, économiques et humains.

La Russie aide également certains Etats Africains (Kénya, Soudan, Tanzanie), mais son aide est plus modeste. On a l'impression qu'elle s'est laissée distancer par Pékin.

Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs que la République sud-africaine s'adresse tous les jours à la France, par l'intermédiaire de puissants émetteurs installés sur son territoire. D'autre part, nous sommes certains que les Nationalistes connaissent les émissions Portugaises de la "Voix de l'Occident". Nous invitons tous nos lecteurs à prendre contact avec "Défense de l'Occident" afin d'obtenir tous les renseignements dont ils pourraient avoir besoin à ce sujet.

EMISSIONS PORTUGAISES

"La Voix de l'Occident". Emissions en Français tous les jours (heures françaises) :

sur 49m79 ou 6025 Kc/s...
sur 397m ou 775 Kc/s...
et sur 283m ou 1061 Kc/s.

EMISSIONS SUD-AFRICAINS

Le Lundi, Mardi, Mercredi, Jeudi, Vendredi, Samedi (5 émissions) :

10 à 17 heures	25,21 m	11900 Kc/s
17 h. 10 à 18 h. 45	19,71 m	15220 Kc/s
18 à 21 h. 15	60,30 m	4975 Kc/s
18 h. 45 à 20 h.	25,21 m	11900 Kc/s
20 h. à 21 h. 15		

Et le Dimanche de 11 h. 20 à 16 h. 50, sur 11,9 m et 17805 Kc/s.

Nous invitons nos lecteurs à se mettre à l'écoute de ces émissions, et nous les tiendrons au courant des nouvelles diffusées au cours de celles-ci.

No

1) A

SEN

Sup
Pou
Peu
Pay
la F
Ten
Le
et a
réso
Res
Fai

MA

Sup
Pop
la v
regs
Pay
uni
Dah
et d
cor

Notes géographiques, économiques et politiques relatives aux états africains

1) *AFRIQUE DE L'OUEST : PAYS FRANCOPHONES*

SENEGAL :

Superficie : **200.000 Kms2** ***Capitale :*** **Dakar**

Population : **2,4 millions d'habitants (Ouolofs, Toucouleurs, Peuls, Mandingues, Diolas etc...)**

Pays indépendant depuis le 30 juin 1960 après l'éclatement de la Fédération du Mali.

Tendance politique du gouvernement actuel :
Le Président Léopold Sedar Senghor est un homme modéré et ami de la France. Il est opposé au Communisme et a dû se résoudre à écarter Dia Mamadou en décembre 1962.

Ressources : **Arachides, dont la culture fut développée par Faidherbe.**

MALI

Superficie : **1.200.000 Kms2** ***Capitale :*** **Bamako**

Population : **4,3 millions d'habitants concentrés surtout dans la vallée du Niger. (Bambaras, Malinkés, Dogons, Dioulas, Touaregs des Ifforas etc...)**

Pays indépendant depuis le30 juin 1960. Primitivement une union groupant le Soudan, le Sénégal, et la Haute-Volta et le Dahomey avait été prévue (résurrection des Empires du Mali et de Benin-Sahel). Mais les leaders ne purent se mettre d'accord et la Fédération du Mali (Sénégal-Soudan) éclata en 1961.

Ressources : Pays pauvre (brousse sèche). On y pratique l'élevage et la culture du mil.

Ce pays n'a pas de débouchés sur la mer et reste tributaire des pays côtiers (Guinée surtout) pour ses exportations.

Tendance politique du gouvernement actuel :

Le Mali est une base opérationnelle chinoise. Les Communistes espèrent relier un jour l'Algérie à la Guinée par voie ferrée coupant ainsi l'Afrique occidentale en deux.

Le Président Modibo Keita est un marxiste. Il entretient d'exellentes relations, pour l'instant avec Sekou Touré et N'Krumah.

GUINEE :

Superficie : 246.000 Kms2 *Capitale :* Conacry.

Population : 2,7 millions d'habitants.

La zone côtière est peuplée de Soussous et de Baga. On y pratique la culture du riz et de la banane. La région du Fouta Djalon est habitée par les éleveurs Peuls. La riche vallée du Niger est peuplée d'agriculteurs Malinkés et la forêt habitée par des Indigènes primitifs.

Ressources : La Guinée est le pays de la Bauxite exploitée par le trust français Pechiney.

Tendances politiques du régime actuel :

Sekou Touré a joué un jeu compliqué. Anti-français d'abord il négocia avec les Communistes puis avec les Américains. Il renoua ensuite avec la France jusqu'en novembre 65 date à laquelle il rompit avec notre pays.

Le Parti démocratique guinéen a établi une dictature absolue sur la population guinéenne qui vit dans la terreur. Le marasme économique est total. Sekou-Touré ne se maintient que grâce à une police particulièrement efficace. Le régime guinéen risque à tous moments de s'effondrer dans le sang en raison de l'unanimité de l'opposition. Les étudiants guinéens sont pour la plupart opposés au régime et les paysans fuient en masse en direction de la Côte d'Ivoire, de la Guinée portugaise et du Sénégal. Il faut cependant avouer que par son énergie, Sekou-Touré reste un des leaders du monde africain et que seule une élimation brutale, particulièrement difficile, peut l'écarter du Pouvoir. Nous aurons l'occasion de revenir sur la question mais on peut dès maintenant prévoir bien des remous dans cette région d'Afrique. Mais dès maintenant, il est possible d'affirmer que Sekou-Touré a galvanisé une opposition qui déborde largement le cadre de la Guinée. Les Présidents de la Côte d'Ivoire, de la Haute-Volta et du Sénégal ont à maintes reprises affirmé leur hostilité au dictateur guinéen.

Note : Sekou-Touré est né en 1922. Ancien employé aux P.T.T. Nombreux voyages dans les pays Communistes. Fondateur, et aujourd'hui président du "Rassemblement Démocratique Africain."

COTE D'IVOIRE :

Superficie : 320.000 Kms2 *Capitale :* Abidjan
Population : 3,3 millions d'habitants.
Ressources : La Côte d'Ivoire est très riche (cacao, café, bananes, bois, etc...). La Côte d'Ivoire grâce à la stabilité économique et politique reste un état-pilote. Son Président M. Mouphouët-Boigny est un ami sincère de notre pays. Il a pris une attitude nettement anti-communiste et est un des premiers leaders africain ayant dénoncé la menace chinoise : "Ceux qui jouent la carte chinoise font un bien mauvais calcul, car, avec l'aide de nos richesses, ils déferleront un jour sur l'Occident."

Ajoutons que le Président ivoirien vient de signaler son humanité en graciant ses ennemis politiques condamnés à mort. Ceci à l'heure où depuis des années les opposants au régime de MM. Sekou-Touré et N'Krumah moisissent sous les chaînes dans des cachots.

Houphouët-Boigny, est né en 1905. Il est chef coutumier,et fit une longue carrière politique (Député de Côte d'Ivoire à l'Assemblée).

HAUTE-VOLTA°:

Superficie : 370.000 Kms2 *Capitale°:* Ouagadougou.
Population : 4 millions d'habitants (Mandingues, Mossis, Foulbés etc...)
Milieu : Brousse sèche.
Ressources : La Haute-Volta est un pays pauvre encore incapable de nourrir sa nombreuse population. Beaucoup de ses ressortissants vont travailler en Côte d'Ivoire, pays voisin et ami. En fait, on peut se demander pour quelle raison les deux pays n'ont pas encore fusionné dans une Fédération quelconque.

Le Président Yaméogo est un homme modéré et anti-communiste. Il est né en 1921.

NIGER :

Superficie : 1.200.000 Kms2 *Capitale :* Niamey.
Population : 2 millions d'habitants (Touaregs, Haoussas etc...)
Milieu : Steppe et steppe désertique.
Ressources : Pays très pauvre voué à l'élevage extensif.
Tendance politique du gouvernement actuel :

Le Président Mamani-Diori est un modéré beaucoup plus tourné vers ses amitiés françaises ou Ivoiriennes que vers Moscou ou Pékin qui tentent pourtant depuis de longues années de créer un climat insurrectionnel au Niger.

M. Diori est né en 1916. Il était professeur à l'I.F.O.M. à Paris. Il a fondé le parti progressiste Nigérien.

DAHOMEY :

Superficie : 116.000 Kms2 *Capitale :* Porto-Novo.
Population : 2 millions d'habitants (Fons, Baribas, etc...).

On appelle couramment le Dahomey le "quartier latin africain". La population côtière (ancien royaume des Fons) est très européanisée. Elle s'oppose aux Baribas de l'intérieur. De ce fait un régime instable s'est installé, gouverné par M. Hubert Maga qui vient d'être renversé par l'armée. Le Dahomey est en état de surpopulation constante, en raison du niveau culturel élevé de ses habitants. L'armée (général Soglo) semble être l'arbitre d'une situation particulièrement critique en raison de l'opposition irréductible entre les Fons et les Baribas. Un groupe de nationalistes voudrait pour leur part reconstituer l'ancien empire s'étendant jadis à la fois sur le Dahomey, le Togo et le Nigéria.

M. Maga, ancien Président, vient d'être évincé du pouvoir par Soglo.

TOGO :

Superficie : 57.000 Kms2 *Capitale :* Lomé.

Population : 1,5 million d'habitants.

Ancienne colonie allemande. Gouvernée par M. Gunitzki depuis l'assassinat de M. Silvanus Olympio. Le Togo entretient de bonnes relations avec notre pays.

Ressources : Tout comme au Dahomey, les paysans pratiquent les cultures de subsistance (culture vivrières). Les cultures commerciales sont bien développées (palmier à huile, cacao, café, coton, bananes, etc...).

Les ressources minières (fer, chrome) sont peu exploitées.

Un fort mouvement pousse le Togo vers le Chana, son puissant voisin, et il est à craindre, qu'un jour ou l'autre ce petit pays ne bascule, malgré l'obstacle linguistique, dans l'orbite de l'ancienne Gold Coast.

MAURITANIE :

Superficie : 1.000.000 Kms2 *Capitale :* Nouakchott.

Population : Toucouleurs, Maures, Regueibats. Soit près de 700.000 habitants.

Ressources : La Mauritanie possède d'abandantes ressources minières (fer et cuivre). Le fer mauritanien alimente le combinat sidérurgique de Dunkerque.

Tendance politique actuelle : Le Président Ould Daddah est un ami de la France, bien qu'il conserve une grande indépendance politique à l'égard de notre pays, et de tous les regroupements. Son différent territorial avec le Maroc, pèse lour cependant, sur l'avenir politique du pays. Les Nomades du Nord, sont en effet, plus ou moins sons l'influence de la propagande marocaine.

La Mauritanie entretient de bons rapports avec les pays de l'Entente.

2) *AFRIQUE EQUATORIALE FRANCOPHONE*

TCHAD :

Superficie : 1,3 million Kms2 *Capitale :* Fort-Lamy.

***Population*:** 2,7 millions d'habitants (Saras au sud dans une zone de savanes, Arabes au centre dans la steppe et Nomades Toubbous au Nord dans une région désertique.

***Ressources*:** Pays pauvre n'ayant pas de débouchés sur la mer. Le Tchad qui fut un des derniers pays à se soumettre à l'autorité française, est resté un peu primitif. Les Tchadiens sont des gens fiers et austères. Rudes guerriers, ils ont accepté sans murmure le sort des armes et sont restés fidèles à la Patrie française. Ce que le drapeau tricolore a pu représenter pour eux dépasse l'imagination des métropolitains. J'ai vu des centaines de malheureux en guenilles au garde-à-vous lors du lever des couleurs arborant fièrement leurs décorations. Si un crime de trahison a été commis, c'est bien au Tchad qu'il le fut.

Ajoutons que le Tchad a peu de ressources (élevage extensif) mais l'originalité et l'extraordinaire beauté de ses paysages, devraient permettre à l'industrie touristique de se développer. Peu de pays africains laissent au voyageur une telle impression de grandeur sauvage.

M. Tombalbaye, Président, est né en 1918. C'est un Sara.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : (ex Oubangui-Chari).

Superficie : 600.000 Kms2 *Capitale :* Bangui.

Population : 1,2 million d'habitants. Ce pays fut vidé de ses habitants par le traité des noirs et reste sous-peuplé. La concentration de la population autour de Bangui a encore accentué le sous-peuplement des campagnes. Pays des Bandas, Zandés, Saras, Haoussas etc...

***Milieu*:** Savanes boisées au sud, et dégradées au nord. La République centrafricaine tout comme le Tchad, devrait développer son industrie touristique.

Tendance politique : M. Dacko, né en 1930, ancien directeur d'école, est un modéré qui entretient de bons rapports avec notre pays. La menace communiste pèse cependant sur ce petit état pauvre (coton et arachide), sans débouchés sur la mer. Tout comme le Tchad, le Niger, le Mali ou la Haute-Volta, la RCA ne peut vivre que dans la mesure où elle est économiquement rattachée à de grands ensembles ayant une économie complémentaire et une ouverture sur l'Océan.

CAMEROUN :

Superficie : 430.000 Kms2 *Capitale :* Yaoundé.

Population : 4 millions d'habitants. Comme la plupart des états côtiers, le Cameroun comprend trois zones géographiques, cha-

cune habitée par une race différente. C'est en effet la conquête coloniale vers l'intérieur (allemande pour le Cameroun), qui a réuni dans un même ensemble des populations si différentes.

Au Nord, vivent des peuples musulmans, qui pratiquent l'élevage et la culture du mil sur des terres sèches et très pauvres. A l'Ouest, vivent les Bamilékés. Ils cultivent la banane et le café. Au Sud, c'est la région forestière où l'on cultive le cacao. On trouve également de grandes coupes de bois tropicaux.

Tendance politique : Le Président Ahidjo, né en 1922, ancien agent des Transmissions, est un anti - communiste et entretient de bons rapports avec la France. Mais la menace rouge pèse lourdement sur l'avenir plus ou moins proche. La France doit resserrer les liens qui l'unissent à son ancien protectorat.

Ressources : Cultures commercialisées importantes (bananes, café, cacao, bois etc...). Une grosse raffinerie d'aluminium a été installée par Péchiney grâce aux travaux entrepris sur la rivière Sanaga.

GABON :

Superficie : 270.000 Kms2 *Capitale :* Libreville.

Population : 0,5 million d'habitants (Fans,Boulous, Lenguis etc...)

Ressources : Bois (1er producteur d'Okoumé), pétrole, manganèse, cacao...

Tendance politique : Le Gabon est le plus fidèle allié africain de notre pays. Les Gabonais ont coutume de dire : "Je suis Français d'abord et Gabonais ensuite". Le Président Mba eut quelques ennuis avec son opposition, et fut sauvé par l'intervention des parachutistes français. Le Gabon représente un des états pilote de la coopération. La France, quoiqu'il arrive, ne doit jamais abandonner ce petit pays qui lui a manifesté, et continue de lui manifester, tant d'attachement.
M. Mba est né en 1902. Chrétien, ancien journaliste, il fut maire de Libreville.

CONGO-BRAZZA :

Superficie : 350.000 Kms2 *Capitale :* Brazzaville.

Population : 0,8 million d'habitants (Balekès, Bakongo, M'Bochis au Nord).

Ressources : Cultures du riz, de la canne à sucre, du tabac. Les ressources minières sont nombreuses : plomb, cuivre, zinc. De grands travaux ont été entrepris sur le Kwilou, permettant d'installer une puissante raffinerie d'aluminium, et d'obtenir de l'électricité à bas prix.

Tendance politique : Ayant renversé M. Fulbert Youlou, le Procommuniste Massembat-Debat a pris le pouvoir. Mais son autorité est loin d'être assurée car l'ensemble de la population bakongo est restée fidèle à Fulbert Youlou (les Bakongos s'opposent en effet aux M'Bochis). On peut prévoir de graves soubresauts dans ce pays et il semble qu'après avoir été longtemps

un fidèle allié des "rouges" Massembat-Debat révise un peu sa position, et se tourne de plus en plus vers la France. Les relations très tendues entre le Congo-Brazza et le Congo Léo, semblent s'être un peu améliorées. Nous aurons à reparler dans "Défense de l'Occident" des problèmes humains et politiques qui se posent à ces deux pays.

3) *AUTRES ETATS AFRICAINS FRANCOPHONES*

CONGO-EX-BELGE :

Superficie : 2.350.000 Kms2 ***Capitale :*** Léopoldville.

Population : 13.550.000 habitants (Bakongos, Balubas, Loulouas, Pygmées, Bilas, Biras, Momvou-Lésés, Wanandés etc...). Au Nord du pays on trouve les cultivateurs soudanais (Zandés, Mangbetus etc...). Au centre vaste zone de forêt, vivent des populations paléonigritiques, pygmées, et certains éléments bantous, et même soudanais récemment arrivés. Ils pratiquent l'agriculture de subsistance, l'élevage de chèvres, la cueillette et la chasse. A l'Est du pays, au Ruanda-Burundi indépendant, vivent des pâtres-guerriers (Bahémas, Tussis etc...) qui ont soumis les agriculteurs bantous.

La population urbaine s'écrase dans les régions du Katanga (Elisabethville, Jadoville etc...) de Léopoldville et de Stanleyville. Le tribalisme est très vivant au Congo. En outre, les grandes cités congolaises sont très opposées les unes aux autres. Ajoutons qu'il existe au Congo, une très forte rivalité provinciale, qui rendent illusoire toute tentative d'unité du pays, aussi longtemps que l'on aura pas procédé à une très large décentralisation administrative.

Ressources : Elles sont immenses. Cultures : café, coton, cacao, hévéa, riz, palmier à huile, banane...
Mines nombreuses et très riches : cuivre, or, diamant, étain, uranium (surtout au Katanga).

Tendance politique du pays : Nous avons longuement expliqué dans ce numéro, l'évolution politique du pays depuis l'indépendance. Aujourd'hui, le Général Mobutu, vient pour la seconde fois, de jouer le rôle d'arbitre. Il a nommé M. Mulamba Premier ministre et a pris le Pouvoir pour une durée de cinq ans. Il est trop tôt pour tirer des conséquences de ce coup d'état, mais il faut cependant noter que M. Mulamba, qui écrasa les rebelles au Kivou et au Nord Katanga, est un anti-communiste décidé tout comme son patron, le Général Mobutu. Malheureusement, les Congolais ont une qualité qui peut causer leur perte : Ils n'ont aucune rancune, et il est très possible de voir, dans les mois qui viennent, les communistes (Soumialot ou Gbényé) se servir de Ghizenga, récemment libéré, pour amadouer les auteurs du coup d'état. Les Communistes savent en effet qu'ils n'ont aucune chance de l'emporter sur le terrain militaire, aussi, devons nous nous attendre à une initiative spectaculaire dans le domaine diplomatique. Or, nous savons

que toute forme de négociation avec les Communistes est mortelle pour ceux qui sont assez naïfs pour croire dans leur volonté de paix.

COTE FRANCAISE DES SOMALIE :

Superficie : 23.000 Kms2 *Capitale :* Djibouti.
Population : 70.000 habitants. Les Djiboutiens sont très attachés à la France, et si beaucoup sont partisans d'une très large autonomie, ils entendent demeurer français. Ils ont voté en 1958 oui au referendum (75%), mais il est triste de remarquer qu'étant restés français, ils n'ont aucun avantage en métropole, et en particulier, sont beaucoup moins favorisés sur le plan social, universitaire et autres, que les Africains qui ont dit non à notre pays. La preuve est faite : il faut rompre avec la France pour être pris en considération par les Français.

MADAGASCAR :

Superficie : 590.000 Kms2 *Capitale :* Tananarive.
Population : 5,4 millions d'habitants (éléments asiatiques et nègres).
Ressources : Café, canne à sucre, vanille, tabac, poivre etc...
On trouve des ressources minières importantes, uranium, mica, graphite.
Président, M. Tsiranana, né en 1912. Ancien universitaire. Très anti-communiste et très occidental.

PAYS ANGLOPHONES DE L'OUEST

GHANA : (ancienne Gold Coast) :

Superficie : 274.000 Kms2 *Capitale :* Accra.
Population : 7 millions d'habitants (Ashantis, Ewes, Dagonbas, etc...)
Ressources : Cacao (1/3 de la production mondiale), grand nombre d'autres cultures. Minerai de bauxite très important.
Tendance politique : Le Ghana vit sous la dictature de N'Krumah, qui a tenté de briser toutes les oppositions, sans toutefois y parvenir si l'on en juge par le nombre d'attentats manqués dont il a été victime. Le Gouvernement peut enfermer durant cinq ans toutes les personnes jugées suspectes. On peut prédire de façon quasi certaine que le régime dictatorial finira dans un bain de sang.

Ajoutons que le Ghana poursuit une politique agressive et revendicative à l'égard de nombreux états africains, et en particulier, de la Côte d'Ivoire et du Togo.

NIGERIA :

Superficie : 950.000 Kms2 *Capitale :* Lagos.

Population : 35 million d'habitants. Le Nigéria est le plus peuplé des états africains. Il est habité par un grand nombre de races très différentes les unes des autres. Les Musulmans sont au Nord du pays et s'opposent aux chrétiens et aux païens du Sud. Le Sultan Foulbé Sokoto est le chef spirituel du pays. Il est conservateur et s'oppose aux éléments extrémistes qui vivent sur la côte.
Ressources : La Nigéria est un pays riche (élevage, coton, arachide au sud). Dans la zone forestière : cacao, banane, etc... La Nigéria a de nombreuses ressources minières : fer, plomb, étain, pétrole etc...
Tendance politique actuelle. La Nigéria est membre du Commonwealth, et son gouvernement est modéré. Dans la mesure où ce pays retrouvera une unité compromise par le tribalisme, il peut jouer un rôle de premier plan dans les affaires africaines.

SIERRA LEONE :

Superficie : 73.000 Kms2 *Capitale :*
Population : 2,5 millions d'habitants. Cet état fut créé par les Anglais peu après la mise hors la loi des trafiquants d'esclaves. De nombreux affranchis le peuplèrent. La Sierra Léone est un état démocratique très attaché à la Grande Bretagne. Pays pauvre : quelques cultures et des mines de diamants.

LIBERIA :

Superficie : 120.000 Kms2 *Capitale :* Monrovia.
Le Libéria est un pays prospère grâce à son pavillon qui sert de couverture fiscale à de nombreux bateaux. La flotte libérienne est la deuxième du monde.
Le Président Tubmann, né en 1895, ancien étudiant en droit, est un homme d'affaire conduisant son pays de façon très démocratique. Son pouvoir est cependant assuré.

GAMBIE :

Superficie : 10.000 Kms2 *Capitale :* Bathurts.
Population : 300.000 habitants très attachés à la Grande Bretagne qui a particulièrement réussi dans ce pays. Cet attachement constitue un obstacle à tout rapprochement politique avec le Sénégal.
La Gambie est un pays pauvre (cultures vivrières et arachides).

4) *ETATS ANGLOPHONES D'AFRIQUE ORIENTALE*

LE SOUDAN :

Superficie : 2,5 millions de Kms2 *Capitale :* Karthoum.
Population : 10 millions d'habitants musulmans au Nord et

chrétiens ou païens au Sud, d'où une tension persistante, allant jusqu'à provoquer des troubles graves.

Le Soudan est une plaque tournante trop importante pour que nous n'ayons pas l'occasion d'en reparler dans "Défense de l'Occident". La pression communiste est extrême dans ce pays mais elle se heurte à certains irréductibles musulmans qui, jusqu'à présent ont empêchér les "Rouges" de s'emparer définitivement du Pouvoir.

Il est cependant certain que l'actuel gouvernement modéré n'est pas au bout de ses peines. Les Communistes utilisent à leur profit les nombreuses contradictions locales, et en particulier l'opposition entre les populations du Sud et celles du Nord. Ils ont même trouvé de puissants alliés chez les Musulmans, et l'on peut prévoir des troubles graves dans cette partie de l'Afrique.

Ressources: Le Soudan à une grande richesse : le coton.

KENYA :

Superficie : 580.000 Kms2 *Capitale :* Nairobi.

Population : 6,5 millions d'habitants (Gallas, Kikouyous, Embous, Mérous, Wakambas, Massais, etc...).

Ressources : Sisal, café, thé, élevage etc... le Kénya possède également des mines d'or au sud du lac Victoria.

Tendance politique :

Le Président Kényatta, leader des Mau-Mau, semble n'être assagit depuis que les communistes dont il fut un partisan convaincu, ont tenté de le renverser par la force. Il dût en effet faire appel aux troupes britanniques pour rester au Pouvoir. On peut prévoir des troubles persistants, car le Kénya représente une base de subversion que les "Rouges" ne renoncent certainement pas à conquérir.

La plupart des Britanniques, nombreux avant l'Indépendance, sont partis, beaucoup sont allés vivre en République Sud-Africaine, où, ils se sont politiquement regroupés, et forment l'aile droite des Nationalistes.

OUGANDA :

Superficie: 245.000 Kms2 *Capitale:* Entebbé.

Capitale commerciale : Kampala.

Population : Cultivateurs Bantous, soumis par les pâtres-guerriers. Au Nord : musulmans.

L'Ouganda est formé de quatre états fédérés : Ankole, Bunyoro, Toro, Bouganda).

Ressources: Café, coton, élevage etc... L'Ouganda possède des mines d'étain.

L'Ouganda est un pays paisible qui entretient de bons rapports avec les Britanniques. Aucun Africain n'est plus ouvert, plus heureux de vivre que le paysan d'Ouganda. Les Chrétiens sont très nombreux dans ce pays. Dix-huit jeunes Noirs furent d'ailleurs torturés à mort, en raison de leurs convictions chrétiennes, il y a cinquante ans. Le dernier tomba à l'endroit même où s'élève aujourd'hui la cathédrale de Kampala.

TANZANIE : (Tanganyika+Zanzibar).

Superficie : 1,2 million de Kms2 *Capitale :* Dar es Salam.
Population : 9,3 millions d'habitants (Swahilis sur la côte Bantous et Bantous chamitisés à l'intérieur).
Ressources : Coton, café, thé, sisal. La Tanzanie possède en outre de nombreuses mines d'or.
Tendance politique actuelle : Les Communistes sont solidement implantés dans ce pays dont ils ont fait une base opérationnelle de subversion contre les états voisins. Le Président Nyéréré a dû se soumettre et négocier avec les Communistes (chinois surtout) pour conserver son poste et peut-être sa vie.
Note: En ce qui concerne la situation politique dans ce pays de l'ancien British east africa, et en particulier, la menace communiste, nous invitons nos lecteurs à consulter "DANGER POUR L'AFRIQUE DU SUD" qui sortira très prochainement aux éditions des Sept Couleurs.

M. Nyéréré est né en 1921. C'est un ancien élève de Makéréré Collège, situé en Ouganda.

ZAMBIE :

Superficie : 750.000 Kms2 *Capitale :* Lusaka.
Population : 2,45 millions d'habitants, constituant une mosaïque de peuples très nombreux. Il y a 60.000 blancs en Zambie.
Ressources : Cultures de tabac, café, etc... Mais la grande richesse de la Zambie c'est le cuivre, le zinc et le plomb, qui constituent la plus grande partie de ses exportations.

La Zambie dépend du Mozambique et de la Rhodésie du Sud, pour ses voies de communication.s M. Kaunda est un modéré (il fut un disciple de Ghandi). La pression communiste est également très forte dans ce pays, et les Chinois projettent de construire une voie ferrée reliant les mines de Zambie à Dar es Salam, ce qui aurait pour effet de faire passer ce pays dans le camp socialiste, puisqu'il ne dépendrait plus du bon vouloir portugais et rhodésiens pour ses exportations.

Le coup de force de Salisbury, place M. Kaunda dans une situation délicate, car il ne peut se permettre de se brouiller ni avec les Africains, ni avec les Britanniques, et il doit entretenir de bons rapports avec la Rhodésie, le Portugal et la République Sud-Africaine, pays dans lequel travaille de nombreux zambiens.

NYASSALAND :

Superficie : 122.000 Kms2 *Capitale:* Zomba.
Population: 2,9 millions d'habitants (Nyassas-Nyanjas) et 6.000 Blancs.
Ressources : Café, tabac, thé. Pays surpeuplé, obligé d'exporter son surplus de main-d'œuvre en Rhodésie et en RSA.
Tendance politique: L'autorité de M. Banda (pro-communiste mais relativement modéré parce que menacé par la Tanzanie), est absolue. M. Banda est un singulier personnage qui a gravi les divers échelons des classes sociales à force de volonté et de persévérence. Il a fait de son pays un état pilote, de toute

l'Afrique centrale. Il est né en 1902. Il est resté 43 ans loin de son pays.

RHODESIE DU SUD :

Superficie : 390.000 Kms2 *Capitale :* Salisbury.
Population : 3 millions d'habitants noirs (Matabélés, Chonas, Rozwis...) et 225.000 d'origine anglaise et sud-africaine.
Ressources : Contrairement à la Zambie, les cultures prédominent en Rhodésie du sud (Tabac, - 1er producteur du monde - café, coton, thé, etc...). Les ressources minières sont encore peu exploitées (or, amiante, étain, wolfram, mica, chrome, cuivre, et charbon).
Tendance politique actuelle : Conduits par M. Smith, les Nationalistes ont pris le pouvoir et entendent le garder. L'opposition indigène est comme nous l'avons expliqué dans ce numéro, pratiquement inexistante. Les Bantous dans leur majorité font confiance aux Nationalistes blancs, pour la simple raison, qu'ils les connaissent et savent qu'ils peuvent compter sur leur parole. Cependant, des troubles inspirés par les Communistes, sont toujours possibles. Il est évident que ceux-ci, aidés par certains leaders noirs extrêmistes, cherchent à pousser la Grande-Bretagne à intervenir. Contrairement à ce que l'on croit, il n'est pas exclu que la Grande-Bretagne intervienne militairement en Rhodésie, car M. Wilson joue sa carrière politique. Il est vrai cependant qu'il ne peut se permettre de verser trop de sang dans l'affaire rhodésienne, car l'opposition lui reprocherait alors, de n'avoir rien fait pour empêcher la sécession. Le jeu est serré, mais il faut se méfier des Britanniques, qui peuvent passer à l'action après avoir épuisé toutes formes de négociation. Il est évident que personne ne croit qu'il soit possible de venir à bout des Rhodésiens grâce au boycottage économique.

Les Britanniques possèdent encore trois "enclaves" en territoire sud-africain : •*Le BECHUANALAND* (700.000 Kms2 et 370.000 habitants),le *SWAZILAND* et le *BASSOUTOLAND*. Ces deux derniers états se rapprochent de plus en plus de la République sud-africaine, et l'on peut prévoir qu'il s'intégreront un jour au marché commun d'Afrique australe, proposé par le Docteur Verwoerd.

LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE :

Superficie : 1,223 million de Kms2 *Capitale* Prétoria.
Population : Blancs, 3,2 millions - Bantous (Xhosas, Zoulous, Vendas, Ndelebés, Tsongas etc...) sont au nombre de 12 millions ; Métis : 1,6 million; Asiatiques : 0,5 million.
Ressources : Pays immensément riche.
Cultures : Céréales, agrumes, cultures tropicales, élevage etc...
Mines : Or, diamant, métaux rares, charbon etc... Les ressources minières sont énormes, et placeront un jours ce pays au premier rang des puissances mondiales.

L'industrie est très développée depuis l'Indépendance.

Ajoutons, que de gigantesques travaux sont actuellement entrepris, pour transformer complètement l'économie de ce pays.
Tendance politique : Les Nationalistes sont au Pouvoir, et béné-

ficient de l'appui quasi total de la population blanche, ainsi que de la confiance de l'immense majorité des Noirs qui leur doivent le plus haut niveau de vie qui soit en Afrique. Ajoutons que les Noirs sont plus respectés en RSA qu'en n'importe quel autre état africain, sois-disant libéré.

La position des Nationalistes sud-africains est inébranlable, et il est vain d'attendre un changement quelconque dans ce pays.

PROVINCES PORTUGAISES D'AFRIQUE

ANGOLA :

Superficie : 1,3 million de Kms2 *Capitale provinciale :* Luanda.
Population : 4,2 millions de citoyens portugais.
Ressources : Canne à sucre, sisal, coton etc... L'Angola possède de nombreuses ressources minières : cuivre, pétrole, diamant. Un très bon réseau de communications (voies ferrées reliant ce pays à la Rhodésie, la Zambie, la RSA et Mozambique) permet une mise en valeur accélérée du territoire.

MOZAMBIQUE :

Superficie : 800.000 Kms2 *Capitale :* Lourenço-Marquès.
Population : 6,3 millions de citoyens portugais.
Ressources : Café, hévéa, coton, sisal, riz, bananes etc...
Lourenço-Marquès et Beira sont avec Durban les plus grands ports d'Afrique.
Tendance politique : La position du Docteur Salazar est connue : "Nos provinces peuvent être victimes d'agression, nous les défendrons, ne négocierons jamais".

GUINEE :

Superficie : 30.000 Kms2 *Capitale :* Bisseau.
Capitale : Bissau.
Population : TCQ.QQQ habitants, tous citoyens portugais.
Ressources : Peu nombreuses (riz, cultures tropicales de subsistance et un peu d'élevage extensif).

5) *AUTRES ETATS D'AFRIQUE*

ETHIOPIE :

Superficie : 1.100.000 Kms2 *Capitale :* Addis-Abeba.
Population : 21 millions d'habitants (Gallas, Danakils, Arabes, Juifs, Amharas etc...).
Ressources : Pays pauvre, mal exploité. On y pratique l'élevage dans les montagnes alpestres, une forme extensive (bovins,

chèvres, chameaux) dans la steppe. Dans les vallées, on cultive la canne à sucre, le coton, le riz, et on récolte le café sauvage très apprécié.

Les Italiens avaient tenté de mettre en valeur cet immense territoire, mais la guerre interrompit leurs projets.

Tendance polotique : Le Négus Haïlé Sélassié gouverne le pays en tyran, mais il faut reconnaître qu'il tente actuellement de tirer son pays de l'âge médiéval dans lequel il se trouve encore.

SOMALIE :

Superficie : 176.000 Kms2 *Capitale :* Mogadiscio.

Population : Nomades Somalis et Danakils.

Ressources: Très maigres. Elevage extensif et cueillettes (résines, gommes, buissons d'encens...)

Tendance politique :

Le 1er Juillet, la Somalie ex-Italienne est devenue indépendante. Elle a fusionné avec la Somalie britannique. Les leaders somaliens ont affirmé que cette union était une étape dans la réalisation de la Grande Somalie (Somalie italienne, britannique, française). Mais les Somaliens revendiquent également, des territoires appartenant au Kénya, à l'Abyssinie, d'où, une tension persistante entre ces pays. Les Communistes ont établi une solide tête de pont en Somaliland, et attisent le différent entre ces Etats.

GUINEE ESPAGNOLE:

Superficie : 28.000 Kms2 *Capitale :* Santa Isabella.

Population : 216.000 habitants.

Ressources : Café, cacao, banane, huile de palme, manioc etc...

La Guinée est fort bien mise en valeur par les Espagnols qui, ne manifestent aucune intention de "décoloniser", bien qu'ils aient accordé à leur territoire une certaine autonomie régionale.

BIBLIOGRAPHIE

L'ensemble de la documentation a été tiré des ouvrages suivants :

Baumann et Westerman: "Peuples et Civilisations de l'Afrique". Editions Payot. Est le livre de base de tout Africaniste. Baumann a réussi la première synthèse des études africaines entreprises depuis plus d'un siècle par une foule de chercheurs souvent anonymes.

Bouthoul : La surpopulation. Editions Payot. Nous avons longuement commenté ce livre très intéressant dans « Défense de l'Occident », n° 52. L'œuvre de Bouthoul est indispensable pour comprendre les problèmes que pose la Coopération.

Becker Peter : Path of blood. Editions Longmans. Ce livre raconte les aventures des premiers aventuriers blancs qui parcoururent l'Afrique australe et donne des renseignements intéressants sur les populations bantoues qui s'y trouvaient.

Cornevin (*Robert et Marianne*) *:* Histoire de l'Afrique. Ouvrage capital sur l'histoire africaine des origines à nos jours. Cornevin s'est signalé par un ensemble de travaux sur l'Afrique qui sont à la fois sérieux, très documentés et objectifs. Editions Payot.

Cornevin (*Robert*) *:* Histoire du Congo Léo. Edition Berger-Levrault. Relate l'histoire tourmentée du Congo ex-belge de la période précoloniale à l'Indépendance. Signalons une abondante documentation et des faits relativement peu connus. Ouvrage très sérieux et un des plus complets qui soit en la matière.

Decraene Philippe. Edition Puf. Très bon livre sur le Panafricanisme.

Deschamps Robert : Les Institutions politiques d'Afrique noire. Edition Puf.

Eboué : Nouvelle politique coloniale. Très bon livre sur les problèmes de l'administration des Territoires d'Outre-Mer.

Eeden (Gui Van) : The crime of being white. Edition Nationale Boekhandel Beperk. Histoire de la Fédération Rhodésie-Nyassaland.

Guitard Odette : Les Rhodésies et le Nyassaland. Editions Puf. Ouvrage bien documenté un peu partial. Très au courant des questions politiques. L'auteur ne connait pas l'âme africaine. Les problèmes humains que pose la Fédération Rhodésie-Nyassaland sont vus de Paris et non de Salisbury. L'ouvrage est cependant intéressant du point de vue politique et historique.

Hevi John : Editions Table Ronde. Un étudiant noir qui revient de Chine et qui n'y retournera jamais. Titre du livre : « Un étudiant africain en Chine ».

Isnard Hildebert : Géographie de l'Afrique tropicale. Editions Puf.

Louw Eric : The Case South Africa explique la situation en R. S. A.

Lesourd Jean-Alain : La République sud-africaine. Très bon livre objectif sur cette Afrique du Sud méconnue.

Martelli Georges : De Léopold à Lumumba. Editions France Empire. Un très bon livre dont nous avons déjà parlé dans « Défense de l'Occident », qui exalte l'épopée coloniale. Martelli donne de nombreux renseignements sur le côté secret de la colonisation du Congo par les Belges. Il dissimule mal son admiration pour Henri Morton Stanley, ce qui rend d'ailleurs son ouvrage particulièrement agréable. On peut, en effet, le lire d'un bout à l'autre comme un merveilleux roman d'aventures.

Pedrals (de) : Manuel scientifique de l'Afrique noire. Editions Payot. Anthropologie, préhistoire, archéologie, cultures et arts, institutions sociales et politiques, histoire. Le livre est déjà assez ancien, mais facile à lire et enrichissant.

Ploncar d'Assac : II[e] cahier de la Voix de l'Occident : « L'Afrique trahie ». Tous nos lecteurs connaissent Jacques Ploncar d'Assac. Ce livre dénonce les complots impérialistes et communistes qui menacent l'Afrique et leur opposent la solution portugaise. Il est impossible de résumer ce livre que tous nos lecteurs doivent posséder dans leur bibliothèque... et surtout nos amis sud-africains qui, pour la plupart, ignorent les excellentes émissions de la « Voix de l'Occident ». Nous profitons de l'occasion qui nous est offerte pour leur signaler que ces émissions ont lieu en français, tous les jours, à 18 h. 15 (heure française), sur 49 m. 79 ou 6025 Kc/s, sur 397 m. ou 775 Kc/s et 283 m. ou 1061 Kc/s.

Pour tous renseignements complémentaires, ils peuvent s'adresser à « La Voix de l'Occident », 1, rue San Marcal, au S. N. I. Palais Foz Lisbon.

Signalons que la République sud-africaine émettra prochainement en français, anglais, des émissions destinées à l'Occident.

Nous tiendrons régulièrement nos lecteurs au courant de ces émissions et donnerons ultérieurement des précisions.

Pouquet Jean : L'Afrique Occidentale Française. Editions Puf.

Verlet Bruno : Le Sahara. Editions Puf. Les problèmes économiques sociaux et humains qui se posent au Sahara et aux pays limitrophes. Ouvrage très complet et bien documenté.

Signalons également à nos lecteurs les revues suivantes :

Boomerang : Revue sud-africaine expliquant le combat des Nationatistes sud-africains. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'équipe qui dirige cette revue connait les ennemis de la R. S. A. et de l'Occident. Tous les renseignements concernant cette revue doivent être demandés à M. le Directeur de « Défense de l'Occident ». Un militant nationaliste ne doit ignorer le combat lucide que mènent les journalistes sud-africains de « Boomerang ».

African Review : Mensuel sud-africain traitant des affaires africaines.

Documentation de la Revue des Deux Mondes : Mensuel intéressant et objectif sur les questions mondiales.

Jeune Afrique : Hebdomadaire de gauche, très engagé, rarement objecitf, mais donnant une optique qu'un observateur objectif ne peut ignorer.

Révolution africaine : Hebdomadaire communiste pro-chinois. Peu intéressant en raison des prises de positions extrêmes.

Ne perdons pas l'occasion de signaler que les « Colonialistes » si puissants, selon les Communistes, ne possèdent aucune revue de l'importance de « Jeune Afrique » ou de « Révolution Africaine ». On se demande ce que les « Colonialistes » en question font de leur argent. Nous, Nationalistes, nous ne nous le demandons pas, car il y a bien longtemps que nous savons que l'argent, suivant le « Sens de l'Histoire », est à gauche.

Notes et études documentaires : Le centre de documentation française publie régulièrement des numéros très complets sur différents sujets intéressant les questions mondiales.

Le gérant : Maurice BARDÈCHE

Dépôt légal 4e Trimestre 1965 N° d'impression : 4365

Imprimerie de l'Indépendant, Montargis